

Selon un rapport de l'ONU
Deux millions de personnes
exécutées sommairement
en quinze ans
LIRE PAGE 7

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F
Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,60 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Belgique, 16 sch. ; Espagne, 26 p. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 240 F CFA ; Danemark, 8,50 kr. ; Grèce, 100 pes. ; Israël, 95 s. ; Italie, 80 p. ; Japon, 65 dr. ; Liban, 75 p. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Royaume-Uni, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 l. ; Yougoslavie, 65 d.
Tarif des abonnements page 11
S. RUE DES ITALIENS
75487 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 48072 F
C.C.P. 4287 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Choc en retour du pacifisme en R.D.A.

Ce que l'on commence à savoir des événements qui se sont déroulés le 24 décembre dernier à l'Est, et de leurs conséquences illustres après d'autres signes des difficultés créées aux autorités de R.D.A. par la montée d'un pacifisme qu'elles encourageaient si fort... à l'Ouest.

Dans la soirée de Noël 1982 a eu lieu dans la capitale de la Thuringe une « marche du silence », sévèrement réprimée par la police. Dans une lettre à l'Église protestante est-allemande, que publiait jeudi 18 février la Frankfurter Allgemeine Zeitung, un groupe de jeunes chrétiens de Saalfeld et Rudolstadt (villes appartenant à la région d'Érfurt) assurent que quatorze personnes ont été arrêtées à la suite de cette manifestation pacifique et pacifiste. Les interrogatoires, ajoutent-ils, sont durement conduits, et plusieurs condamnations ont déjà été prononcées. Dont celle d'un jeune transporteur routier, coupable d'avoir traversé la ville avec un drapeau polonais en signe de sympathie pour Solidarnosc, ce qui lui a valu vingt mois de prison.

Une protestation similaire, mais émanant, elle, d'intellectuels de la République fédérale, a provoqué une mise au point ambiguë des autorités est-allemandes. Celles-ci ont affirmé qu'aucun citoyen de la R.D.A. « n'a été arrêté pour s'être engagé en faveur de la paix ». Il semble, en fait, que les inculpations se fassent sur d'autres motifs déclarés - ceux auxquels les dictatures ont traditionnellement recouru pour masquer le peu de cas qu'elles font de la liberté d'expression : « diffamation », « transmission d'informations », ou « contacts illégaux ».

Mais il ne s'agit pas, en l'occurrence, de dissidents parmi d'autres. Pas plus que dans le cas du jeune Matthias Domaschik, trouvé pendu en avril 1981 après quarante-huit heures d'interrogatoire par la Sécurité de l'État, le ministre « Stasi » (« Staatssicherheit »).

Manifestement, le gouvernement est-allemand, après avoir abondamment contribué à diffuser les thèses pacifistes en République fédérale, découvre un peu tard, et non sans quelque embarras, qu'à cause de la radio et de la télévision occidentales (dont l'audience en R.D.A. est très supérieure à celle des ondes officielles) ces idées ne peuvent, elles, être arrêtées par les barbelés et les miradors de la frontière interallemande ou par le mur de Berlin. Et qu'elles risquent même de trouver un écho particulier dans une société est-allemande hyper-militarisée, comme le soulignent récemment les éditoriaux catholiques.

Il reste précisément à prendre la vraie mesure du rôle des Églises dans cette émergence du pacifisme en R.D.A. Les jeunes auteurs de la lettre publiée jeudi s'en prenaient vivement à la hiérarchie protestante, accusée de passivité, voire de complicité silencieuse avec les autorités de l'État dans cette affaire.

C'est pourtant cette Église qui, à peu près seule pour l'instant, a osé organiser des rencontres et des échanges de vues sur la défense de la paix, en marge des grandes manifestations officielles (comme dernièrement à Dresde), où seuls les projets de l'OTAN sont condamnés, et jamais le surarmement soviétique qui lui est la motivation. Mais la marge de manœuvre des autorités protestantes est réduite, dans un État où le pouvoir temporel ne tolère le pouvoir spirituel qu'en échange de sa neutralité.

(Lire la page 7 - Idées - sur le pacifisme.)

Le gouvernement québécois engage avec les syndicats une épreuve de force

La grève déclenchée il y a quatre semaines par les enseignants du Québec a plongé le pays dans une crise sociale sans précédent. Des débats houleux ont eu lieu dans la nuit du mercredi 16 au jeudi 17 février au Parlement de Montréal, lorsque le gouvernement de M. René Lévesque a fait voter une loi spéciale destinée à obliger les grévistes à reprendre le travail. D'autres syndicats de la fonction publique menacent de faire grève la semaine prochaine, et le mouvement pourrait s'étendre au secteur privé.

De notre correspondant

Montréal. — Reportée à plusieurs reprises pour tenter de relancer la négociation avec les enseignants, l'adoption de ces mesures d'exception, connues sous le nom de « loi 111 », survient à un moment où la société québécoise vit une profonde crise politique et sociale, que certains comparant déjà à mai 68 en France. A une différence près, et elle est de taille : le gouvernement est en guerre contre le secteur social qui a le plus contribué à le porter au pouvoir en novembre 1976 et en avril 1981, c'est-à-dire les quelque six cent mille syndiqués du pays, dont la moitié travaillent dans le secteur public.

Tout a commencé en avril dernier. Dans l'espoir de réduire son déficit budgétaire (3 milliards de dollars, soit plus de 15 milliards de francs sur un budget d'environ 115 milliards de francs), le gouvernement québécois a tenté de renégocier avec ses trois cent trente mille employés les augmentations déjà accordées dans le cadre des conventions collectives qui expiraient le 31 décembre 1982. Évoquant la gravité de la crise économique qui touche plus durement le Québec (15 % de chômage) que le reste du Canada, M. Lévesque avait voulu « répartir le plus équitablement possible le fardeau entre l'ensemble des citoyens québécois ».

Devant le refus des trois grandes centrales syndicales, le gouvernement déposait à l'Assemblée nationale une loi décrétant une réduction des salaires pouvant aller jusqu'à 20 %, selon les catégories de personnels, pour les trois premiers mois de 1983 (le Monde du 30 mai 1982). En décembre, une deuxième loi imposait ultérieurement à l'ensemble du secteur public de nouvelles conventions collectives pour les trois prochaines années. Les syndicats, qui étaient encore convaincus de pouvoir « ramener le gouvernement à la raison », décidaient d'attendre que les fonctionnaires reçoivent leur première paie de janvier avant de déclencher le mouvement de grève. Quoi de plus mobilisateur, en effet, qu'une feuille de paie amputée de près de 20 % ?

Ce furent d'abord les enseignants, puis le personnel hospitalier et les fonctionnaires, qui se mirent en grève.

B. DE LA GRANGE.

(Lire la suite page 4.)

La Grande-Bretagne baisse le prix de son pétrole de 3 dollars par baril

La compagnie nationale britannique B.N.O.C. a annoncé ce vendredi 18 février une baisse de ses prix de 3 dollars par baril. Le prix officiel du brut britannique est ainsi ramené de 33,50 dollars par baril actuellement à 30,50 dollars par baril. Cette diminution pourrait être le signal d'une baisse généralisée des prix du pétrole.

La baisse des prix du pétrole britannique était attendue depuis trois semaines. Après l'échec, le 23 janvier, de la conférence de l'OPEP à Genève, les prix ont vivement chuté sur le marché libre, où le pétrole s'échange au jour le jour. Seule l'intervention du gouvernement britannique a permis de retarder l'ajustement des tarifs officiels, supérieurs de 4,5 dollars par baril au cours du marché.

Le gouvernement de Mme Thatcher, qui refusait d'apparaître comme responsable de la baisse générale des prix qui risque de s'ensuivre, s'est, semble-t-il, senti dédouané par la déclaration, publiée le 11 février, de Sheikh Yamani, assurant qu'une baisse du prix était désormais « la seule issue ».

La décision britannique risque en effet d'être le signal d'une baisse générale des prix. La Norvège, qui s'est toujours alignée sur la Grande-Bretagne, va en effet diminuer ses tarifs. Les pays africains membres de l'OPEP (Nigéria, Libye et Algérie) seront également mis dans une situation intenable, leurs bruts étant directement concurrents de ceux de la mer du Nord.

V. M.

(Lire la suite page 31.)

La C.F.D.T. préconise une « rigueur sélective »

M. Edmond Maire a présenté le 18 février à la presse les conclusions du bureau national de la C.F.D.T. préconisant une « rigueur sélective » et mettant en avant trois objectifs : arrêter la montée du chômage, développer les investissements, financer la protection sociale. Ces objectifs « doivent être atteints en évitant la réduction globale de la consommation populaire ».

Refusant « toute politique d'austérité frappant indistinctement tous les citoyens », la C.F.D.T. préconise une « rigueur sélective modifiant la répartition des revenus ». « Les choix nécessaires doivent être faits à temps pour éviter que les mesures de rigueur ne pénalisent les plus faibles comme ce fut le cas du premier plan de rigueur de juin 1982 ».

Dénouant l'« exploitation politique » de la droite, le bureau « regrette qu'au sein des forces politiques de gauche un certain nombre de responsables se refusent à admettre la plénitude de l'indépendance syndicale et n'accroissent au syndicalisme qu'un rôle second ».

« Y compris par sa libre expression publique, la C.F.D.T. entend agir pour faire progresser des priorités sociales rigoureuses et approfondir le changement social. Elle est convaincue de contribuer par là au progrès de la gauche ».

S'il y a globalement accord sur le fond - la nécessité de la rigueur - il n'en demeure pas moins que les méthodes d'expression de M. Maire alimentent le trouble d'un certain nombre de militants.

(Lire page 29, l'article de Michel Noblecourt : « Des militants troublés »).

M. André LAJOINIE invité du « Grand Jury R.T.L. - le Monde »

M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, sera l'invité de l'émission « Le Grand Jury R.T.L. - le Monde » dimanche 20 février de 18 h 15 à 19 h 30.

Le député de l'Allier, membre du secrétariat du Comité central du parti communiste français sera interrogé par Patrick Jarnaux et André Passerou, du Monde et par Dominique Deneque et Gilles Ledere, de R.T.L. ; le débat étant dirigé par Alexandre Baloud.

LE DÉBAT SUR LES EUROMISSILES

POINT DE VUE

Une occasion historique pour l'Europe

par VALÉRY GISCARD D'ESTAING

Au moment où M. Claude Cheysson discute à Moscou, avec les dirigeants soviétiques, du problème de la sécurité européenne, M. Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République, propose de substituer à l'« option zéro » défendue par M. Reagan, l'« objectif zéro ».

Le débat en cours sur l'installation des fusées Pershing et des missiles de croisière en Europe de l'Ouest fournit une occasion pour l'Europe, la première qui lui soit offerte, d'entreprendre une démarche faisant apparaître la réalité de la personnalité européenne de défense, et cela dans le domaine le plus sensible, celui des armements nucléaires.

Le déroulement des événements depuis quatre ans rend possible aujourd'hui ce qui eût été jadis inconcevable : une attitude commune des pays européens sur des propositions concernant la sécurité nucléaire de l'Europe de l'Ouest, et aboutissant à des mesures dont la réalisation deviendrait alors probable.

C'est une occasion historique à saisir. Rappelons brièvement l'origine du débat.

Le problème a été soulevé en octobre 1977 par le chancelier Schmidt, dans une intervention faite devant l'Institut d'études stratégiques de Londres. Il mettait en lumière le danger résultant pour l'Europe de l'Ouest de la mise en place de nouvelles fusées soviétiques, les SS-20. Ces fusées à moyenne portée, chargées de trois têtes nucléaires, et mobiles sur le terrain, pouvaient atteindre à partir du territoire de l'Union soviétique tous les objectifs situés à l'ouest de l'Europe, dans un délai inférieur à dix minutes. Leur portée n'était pas suffisante pour frapper directement le sol des États-Unis.

C'étaient donc des armes pointées vers l'Europe (ainsi d'ailleurs que vers la Chine) et auxquelles n'étaient pas susceptibles de répondre les moyens nucléaires des pays membres de l'OTAN, ces moyens étant composés soit d'armes tactiques utilisées à courte portée dans une bataille, soit d'armes stratégiques destinées au duel direct d'extermination entre l'U.R.S.S. et les U.S.A.

La France avait une situation particulière puisque, située en Europe, elle s'était dotée de bombardiers et de fusées lancées à partir de sous-marins ou du plateau d'Albion, et susceptibles de frapper le territoire de l'Union soviétique. Cette situation particulière appelait une attitude qui lui soit propre.

Le sommet de la Guadeloupe

Devant ce danger, l'administration américaine du président Carter a adopté un comportement fluctuant. Après avoir d'abord sous-estimé la menace et n'avoir pas inclus les SS-20 dans la négociation en cours de SALT 2, le président américain a proposé d'installer dans les pays de l'OTAN des moyens nucléaires puissants, composés de 108 fusées à moyenne distance, Pershing-II, et de 464 missiles de croisière, aussi précis mais sensiblement plus lents que les Pershing. Devant les réticences de certaines opinions publiques, il entreprit une campagne de persuasion intense. C'est au sommet de la Guadeloupe, réuni en janvier 1979 à l'inv-

UMBERTO BOCCIONI A MILAN

Dans la ville qui monte

Si Paris fut pour le futurisme une rampe de lancement, avec la publication dans le Figaro, en février 1909, du fameux manifeste, et avec la première exposition futuriste à la galerie Bernheim Jeune en 1912, c'est Milan, bien sûr, qui fut

le berceau du mouvement. Marinetti y arrive en 1905, Boccioni, en 1907 ; Carrà, Russolo, Sant'Elia, y vivent aussi à ce moment là.

La ville est alors en pleine expansion, le lieu par excellence de la révolution industrielle, de l'expérimentation de la vitesse, de nouvelles technologies, de la naissance d'une nouvelle société de masse et le terrain du développement de la lutte des classes.

Elle fournit une extraordinaire matière à tous ces jeunes créateurs aux idéaux anti-bourgeois, proches tout au moins par la pensée des milieux anarchistes.

GENEVIEVE BREERETTE.

(Lire la suite page 22.)

Des propositions pour améliorer la situation fiscale et sociale des écrivains

(Lire page 28, l'analyse du rapport de M. Pierre-François Racine au ministre de la culture).

Alain Bosquet
Avoir 20 ans en 1937
NI GUERRE NI PAIX
"Ce roman m'a rappelé l'imagination inépuisable de Breughel et d'Hieronymus Bosch."
André Wurmser / L'Humanité
"Une insolente allégresse qui se mêle au tragique."
André Brincourt / Le Figaro

ALAIN BOSQUET
Avoir 20 ans en 1937
NI GUERRE NI PAIX
"Ce roman m'a rappelé l'imagination inépuisable de Breughel et d'Hieronymus Bosch."
André Wurmser / L'Humanité
"Une insolente allégresse qui se mêle au tragique."
André Brincourt / Le Figaro

Les armes de la raison

Quelle paix ?

VUES ET REVUES

qu'en pense P.-M. Gaillois, mais c'était aussi l'avis d'un autre Gaillois nommé de Gaulle; lequel, dans l'article de Diéguez, met à égalité avec Platon pour la révérence et l'emporte pour les références. Il est donc clair qu'il existe une troisième espèce de militaires, en quelque sorte hors cadres.

Moyennant quoi on ne peut accuser Diéguez de la double affirmation qu'un soldat ne saurait jamais être un penseur - et qu'il n'y a pas et ne saurait jamais y avoir de véritables intellectuels dans l'armée -. Sans parler de Saint-Simon, Napoléon, Laclos, Chateaubriand, Vigny, Péguy et d'une foule de nombreux ou anonymes, Diéguez l'a noté, et il n'est pas possible que des intellectuels assez connus, Eschyle et Sophocle, se trouvaient à Salamine - dans l'armée -. Quant au troisième personnage de la trinité tragique qui, par prédestination, naissait à l'heure même de la victoire, il ne cesserait jamais, au grand scandale de la composition, de se proposer de tuer et maudire la guerre, à commencer par celle de Troie qui n'aurait jamais dû avoir lieu. Au diable la jéjonde et la gloire! Que toutes les Héloïse, toujours, soient libres et heureuses, parmi les vivants. L'imprécation retentit jusqu'à nous :
- Fou, le mortel qui détruit les fleurs
sans se perdre s'ensuivre. - Ainsi fut-il.

Bien entendu, MM. Reagan et Brejnev, leurs prédécesseurs et successeurs, seront toujours trop occupés pour perdre leur temps à des lectures aussi futiles. D'autant qu'ils savent l'un et l'autre que leurs cités

respectives ne seront jamais réciproquement dénuées. D'où cette maie assurance, cette superbe jactance qui sont le propre des vrais héros, mais qui nous font, à nous, défaut si cruellement. Quant au philosophe, il ne pouvait manquer de se souvenir de ce qu'Euripide proclamait par la bouche de la pauvre Cassandre : « *Eviter la guerre est le devoir de tout homme sage.* »

Aussi éprouva-t-il un grand réconfort dans la preuve que les Français s'engageaient alors d'administrer de leur sagesse et de la vitalité de leur carénisme héréditaire, en répondant à un sondage. Non, ils ne croyaient pas que la guerre était la seule solution sérieusement utilisable. A quelle P.-M. Gallois répondrait qu'elle était justement faite pour ça. Arme non de la guerre, mais de la non-guerre. A condition toutefois que l'autre « conserve un doute suffisant. Désormais, il n'y avait respect ; les deux camps de paix et de guerre apporteraient tout simplement le mot. Les peuples soviétiques restaient bien entendu muets.

Le pouvoir et la vérité

Le philosophe civil et le philosophe militaire se rencontrent encore sur ce point. « *On ne saurait ambitionner à la fois, écrit le premier, la conquête du pouvoir et la conquête de la vérité.* » Le second constate que les politiques ne voient simplement pas la vérité. Partant pour les Français, il cite M. Reagan et feu Brejnev se lançant par-dessus l'Europe : elles sont faites pour la galerie. Personne n'ignore à Wa-

plus sérieuses. Convient-il de les abandonner aux politiques ?

On ne saurait pour autant s'en remettre à ce pacifisme qui bruit et débâble aujourd'hui sur les boulevards de l'Europe. Une Europe « bagarée, somnolente et somnambulante », depuis dix ans « sous perfusion » des « pipe-lines » de pétrole, est incapable de se cauchemarer quand la perfusion s'arrête... puis « retombe dans le somnambulisme quand le goutte-à-goutte recommence », inconsciente des « tragédies énormes du tiers-monde, de la famine propre qui se profile à l'horizon. Cet état d'incapacité est le symptôme d'Edgar Morin (4). C'est un sociologue, en philosophe aussi, et en citoyen pensant, qu'il considère ce pacifisme européen, symptôme à la fois d'un certain réveil, et d'une autre sorte d'inconscience.

Un pacifisme qui a fait quelques progrès, mais qui, depuis cinq ans il s'est déplacé d'un millier de kilomètres vers l'est, pour se cogner aux frontières d'une autre empire totalitaire surpassant et surarmé auquel il vient offrir (ou demander, on ne sait trop) la paix sans conditions. Quelque peu naïf, mais quelque consciencieux, même. 36 et la suite, si jeune qu'il fût et si pacifique qu'il soit, ne sera jamais « pacifiste ». En apparence, le « pacifisme européen » obéit au vœu slogan de ce temps-là, à cela près qu'aujourd'hui il se prononce, à voix basse, à l'adresse des dirigeants de l'Europe, allemand en tête, français en moins. On s'en souvient sans doute : « Mieux vaut être un chien vivant qu'un homme mort ».

l'Europe une « fondation » où pussent être, d'un commun accord, protégés le trésor, « l'héritage », qui ne sont pas seulement les siens. Quant aux objectifs de ce pacifisme que montraient une volonté, une pensée, non une panique, ils étaient aussi, pour être réalisables : risqué de plus pour les visés. Inaccessibles, puisqu'un pacifisme ne guérit de sa « débilite originaire » que s'il se trouve une réponse, une symétrie dans le camp adhésif, pour que la violence cesse d'être déjoué, celui qui brasse sans arrêter ses vœux. Or, de même que la droite de grève est dépourvue de sens dans la patrie des travailleurs, le pacifisme est une inadéquante redondance dans l'empire du socialisme, pour que la violence cesse d'être déjouée.

En attendant le retour à un peu de symétrie dans la boue foi et la reconnaissance des réalités, il faut dénoncer les « fausses symétries » de la non-paix, avec la même vigueur clairvoyante que P.-M. Galkols déploie pour mettre à nus les symétries de la fausse Démocratie. Une symétrie, comme d'équilibre, il ne saurait y en avoir, constate Edgar Morin, entre un pacifisme totalitaire et une démocratie, même à tendances impérialistes. C'est bien pourquoi un pacifisme rigide de l'idée de paix ne peut être que le premier pas vers un sachant qu'il ne peut être mortel, mais faute de quoi il n'est que commission sans conditions. C'est là qu'un pacifisme corvé et véritable trouve sa raison d'être. Il sait désormais que ce risque auquel il doit faire face, ce risque, bien sûr, de la guerre, « c'est le risque de néant » ; bien plus que « le risque de défaite, c'est celui de subir le joug

par SYLVIE MANTRANT
et BERNARD DRÉANO (*)

Adaptant que son armée s'illustre en Afghanistan, et se pose dans le monde de l'empire, mais est-ce une raison pour répondre comme si la France n'était vraiment pas concernée ? Comme si la France était non alignée parce que ses bombes sont sous commandement français et non américain ? Alors même qu'elle vient de réaffirmer son alignement sur Washington dans l'affaire des euromissiles (comme dans l'adhésion de l'Espagne à l'OTAN) ? Comme si la force de l'armée française était « tous azimuts » et non braquée sur Kiev ou Moscou ? Comme si les forces nucléaires tactiques (Pluton, demain ombre à neutrons et Hadès) n'étaient pas, dans les faits, intégrées à la logique de la bataille de l'avant de l'OTAN sur les territoires des deux Allemagnes ?

Est-ce par autisme qu'une partie de la gauche socialiste française adopte le facétisme, voire-est vrai, les nouveaux mouvements de paix indépendants, une attitude proche de la calomnie ou du mépris ?

L'autre composante

Comme en écho, l'autre composante principale de la gauche, le parti communiste, a sa part de responsabilité dans l'escalation du débat qui secoue l'Europe. Il est vrai que le P.C.F. est l'animateur du Mouvement de la paix ; en conséquence, la France est, dans une certaine mesure, l'un des seuls pays d'Europe occidentale où le mouvement pour le désarmement soit dominé par des « philo-soviétiques »,

(*) Membres du Codine (Comité pour le désarmement nucléaire en Europe)

simon des pro-soviétiques, et ce Mouvement de la paix, par ses nombreuses officines de « paix » officielles des pays de l'Est le doux privilège d'être pacifiste pour les autres, sans critiquer la force nucléaire de son propre pays.

Et pendant ce temps-là, le débat progresse en Europe, à travers, notamment, de grandes réunions internationales comme la convention organisée à Bruxelles en juillet dernier, à l'initiative de la Fondation pour la paix, et celle qui est prévue à Berlin en mai prochain. Cela ne plaît pas plus au Pentagone qu'aux Soviétiques. Le président du Mouvement de la paix officiel soviétique, M. Joukov, vient, dans une lettre diffusée dans toute l'Europe occidentale, de dénoncer ces conventions comme de « monstrueuses provocations » et ceux qui les organisent comme des « traîtres de la guerre froide ». Il est vrai que les Soviétiques s'inquiètent du développement d'un mouvement antimilitariste de masse, appuyé par les Églises, en R.D.A., et de la création de noyaux indépendants comme le Groupe pour la paix et le dialogue de Budapest.

Rien d'étonnant donc à ce qu'ils arrêtent d'authentiques combattants de la paix comme Alec Sazdovitch à Moscou ou tout récemment Ladislav Lada à Prague, accusés de diffuser les analyses du mouvement de paix hollandaise. Rien d'étonnant non plus à ce qu'ils voient sans plaisir Rudolf Bahro, ancien opposant de R.D.A., aujourd'hui animateur du mouvement en R.F.A., exprimer haut et clair sa volonté de lutter contre les blocs et son soutien, logique en conséquence, au peuple polonais.

Car un véritable mouvement de paix en Europe ne peut faire abstraction de la réalité. Comme le souligne Mient Jan Faber, secrétaire général d'I.K.V., le mouvement de paix hollandais, l'un des plus puis-

Comme en écho, l'autre composante principale de la gauche, le parti communiste, a sa part de responsabilité dans l'occultation du débat qui secoue l'Europe. Il est vrai que le P.C.F. est l'animateur du Mouvement de la paix ; en conséquence, la France est, dans une certaine mesure, l'un des seuls pays d'Europe occidentale où le mouvement pour le désarmement soit dominé par des « philo-soviétiques ».

(*) Membres du Codène (Comité pour le désarmement nucléaire en Europe)

Le philosophe civil et le philosophe militaire se rencontrent encore sur ce point. « On ne saurait ambitionner à la fois, écrit le premier, la conquête du pouvoir et la conquête de la vérité. » Le second constate que les politiques ne voient simplement pas la vérité. Passe pour les « gascognades », que M. Reagan et Jay Brejnev se lançaient par-dessus l'Europe ; elles sont les fautes de la politique, et non de la philosophie. Washington, et moins encore à Moscou, que les Etats-Unis ont laissés déprimer et vieillir leur arsenal, alors que les Soviétiques ont accumulé follement (voyez Euripide) des armes, la plupart d'une jeunesse fringante. Soldat qui pense et qui ne farde pas le vérité, P.-M. Gallois écrit : « Depuis des années, les hommes politiques occidentaux continuent d'insister sur le thème de l'équilibre des forces », alors qu'il s'agit d'un « déséquilibre énorme, permanent, désiquilibre ». C'est la réalité et plus encore la nature de ce déséquilibre qui ne sont pas comprises des responsables politiques européens : « Les démocraties occidentales seraient-elles, définitivement, incapables de tirer parti des enseignements qu'elles ont si bien vus, dans la compréhension et plus que jamais la condition de leur survie ? »

quelque conscience les années 36 et la suite, si jeune qu'il fût et si pacifique qu'il soit, ne sera jamais « pacifiste ». En apparence, le « pacifisme européen » obéit au vieux slogan de ce temps-là, à celui pris au jourd'hui il se prononce, à voix basse, dans toutes les langues de l'Europe, allemand en tête, français en milieu. On s'en souvient, dans le doute : « *Mieux vaut être un chien vivant qu'un homme mort* ». Affaire de goût.

Pourtant, il ne s'agit plus d'un goût personnel à débattre ; plus seulement de ce que Castoradis appelle une valorisation « zoologique » de la vie. Depuis le 6 août 1945, et maintenant peut-être plus que jamais, ce n'est pas la peur du chien qui est en cause, c'est bien la vie tout entière de l'homme tout entier, tout ce qu'il aime, qu'il aime et que l'homme l'ait défilé, depuis que le soleil, il y a vingt-cinq siècles, s'est levé à l'Occident. L'alternative s'est devenue la tragédie absolue : pour Athènes en esclavage, pour Athènes au gouleu, mais physiquement survivante, demeure un espoir : aucun pour Athènes vitrine.

Reste que le pacifisme tel qu'il se montre ne changera rien, on plutôt accroîtra, précipitera le péril. Il faut donc, pour ne pas mourir, inventer un nouveau « pacte de non « pacifisme

par RENÉ DEPESTRE (*)

UN climat de course démente aux armements antérieurs plus en plus le monde. Aucun individu ni aucun peuple ne peut désormais se sentir bien ou chaud dans sa propre vie individuelle ou collective. Le feu nucléaire menace les horizons de toutes les cultures. Son spectre dévastateur plane autour sur les recherches des scientifiques, des philosophes, des artistes et des poètes, que sur les rêves et les jeux innocents de nos enfants.

Pendant ce temps, un processus de mondialisation de la vie en société est en cours. Cette unification scientifique et technologique de la planète, passant par le feu selon un processus d'engrenage, nous fait faire un retour insolite de toutes sortes d'archaïsmes qui sont la caricature sinistre des valeurs de l'art et de la poésie, comme de celles de la véritable identité des peuples.

Les énergies naturelles sont efficacement domestiquées, tandis que les énergies de l'esprit, de la sensibilité, de l'imagination, vont à la dérive. Comme l'a dit un philosophe : « A la mondialisation des objets répond la tribalisation des sujets, avec le risque que diverses tribus hostiles se soient dotées d'un feu nucléaire avant la résolution de leur tensions ».

La problématique culturelle mondiale est perçue comme le produit d'une conjoncture historique passagère, alors que les crises de la culture, les graves conflits d'identité, comme d'ailleurs les aspects les plus scandaleux de la crise générale, sont dus à des déséquilibres structurels de l'ensemble du monde. En termes poétiques, l'Etat jusqu'à l'Ouest ont le recours à un même but apocryphe pour crucifier les aspirations et les rêves légitimes des diverses régions de la planète. Il serait de l'intérêt suprême de celle-ci que les Etats, dans un sursaut merveilleux de raison et de sagesse, décident, toutes affaires cessantes, d'écarter les antagonismes qui conduisent à l'ignominie atomique, pour prendre ensemble des mesures de salut public international. Et ce temps que les peuples inventent les moyens, de sentir, de vivre la terre comme le bien, le tout bien indivisible de chacun et de tous.

par RENÉ DEPESTRE (*)

Envisager cette hypothèse nous place en pleine utopie. Cursed & damned n'est plus à attendre, mais à inventer !, peut-on se garder de recourir à la real-utopie ? La production utopique est en mesure d'alimenter le rêve d'un processus de « culturelation » radicale de toutes les zones et de tous. Aucune culture ne peut aujourd'hui se passer de l'outil scientifique et du progrès technologique auquel ses applications donnent lieu. Ce qui est en cause, c'est l'usage triquettement unilatéral qui est fait de la science.

Cultures

L'esprit scientifique et la création artistique ont besoin de conjuguer leurs forces pour proclamer le monde des attitudes passées à l'égard de la mémoire et de la tradition. « L'œuvre d'art, dit André Breton, n'a de valeur que dans la mesure où elle trahit des réflexes de l'avenir. » La préservation des horizons de l'héritage culturel est une tâche qui n'est pas liée à une vigoureuse invention de l'avenir qui englobe la totalité des besoins, des désirs et des libertés de l'ère humaine. Chaque culture, pour éviter qu'elle soit à ses racines, doit être capable de goûter la mort, des vestiges et barbares et d'anthropomorphisme, des séquences d'extinction et de folklorisme au rabais.

L'utopie-création consiste à prendre en considération les changements que la révolution télématique fait intervenir dans le monde à la faveur du décloisonnement systématique de la vie contemporaine, sous l'action de la communication des messages et des personnes. Le flux des contacts de personnes a créé une force prodigieuse : la mobilité professionnelle, l'échange d'informations entre toutes les catégories de la culture et les diverses disciplines de l'esprit, les mouvements de travailleurs migrants et de réfugiés, les fluctuations du transfert technologique, nous mettent en présence d'une interprétation généralisée des idées et des personnes.

Le message du monde, commençons exclusivement dans la vic-

(*) Prof. et écrivain d'Alsace.

lence de l'expansion coloniale, a pris une forme inversable. L'utopie bien-aimée, c'est de mettre tout en œuvre pour que le monde soit toujours porteur de science et d'art, porteur de création et de beauté; porteur d'espérance et de générosité, afin qu'il parvienne à livrifier de ses bienfaits les zones de décadence et de pouvoir, les programmes de « politique culturelle », les départements ministériels, pour éviter que le monde ne se vide et n'achève le calcul des profits et pertes qui militent la vie en société, ne laisse les projets à faire; la loi, à ordonner nos amants et nos rêves et à décider, dramatiquement du sort de l'humanité.

La situation que nous vivons sous les yeux intempestifs avec désespoir chaque être humain en particulier et chaque communauté nationale. Elle appelle une nouvelle lecture du monde où l'imagination se montre capable de fonder désormais la trame de l'avenir sur l'unité fonctionnelle des hommes et des femmes, dans l'espérance cosmique et sociale où aujourd'hui les faits sont mal; la histoire; l'Utopie... en levant son blâ sur les ruines de la République, responsable du monstrueux gâchis actuel... à tout; juste le temps de conduire tout droit les peuples au feu où ils peuvent sauver leur dignité, leur âme, leur capacité de tendresse, du naufrage océanique; l'île-au-désert de la solitude; l'Utopie! Hors cette solution, l'histoire de la maison humaine a rendez-vous avec l'apocalypse!

Le temps est donc venu de concevoir immédiatement le processus historique mondial comme un effort de synthèse et d'intégration de l'Avant et de l'Après, de la nécessité et de la liberté, pour libérer les prodiges de créativité qui attendent leur libre déroulement dans la communauté internationale. Cette réalité-utopie, que nous n'avons pas honte de jeter comme un cri de tendresse, sollicite de la part de chacun de nous, comme des responsables de nos sociétés... la dévotion; plus de sagesse et de générosité; d'esprit, plus, de maturité dans le savoir et la sensibilité; l'histoire épique de la planète n'en a jamais eu plus de grandeur; l'époque que nous vivons est la dernière.

DIPLOMATIE

LA VISITE EN U.R.S.S. DU MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES
M. Cheysson : La France se prêterait à une discussion
« de l'ensemble des forces nucléaires dans le monde »

L'Union soviétique a installé une nouvelle base de fusées SS-20 à Baranul (320 kilomètres au sud de Novosibirsk), a-t-on annoncé jeudi 17 février à Washington, d'une source proche des services de renseignement américains. Cette base est la deuxième en Sibirie. Ces neuf nouveaux lanceurs portant à cent huit les SS-20 (d'une portée de 4 500 kilomètres et portées de trois têtes nucléaires) visant des cibles asiatiques.

Moscou. — Les entretiens entre M. Cheysson, ministre des relations extérieures, et son collègue soviétique, M. Gromyko, devaient se terminer ce vendredi 18 février par l'évocation des dossiers les plus délicats : sécurité en Europe, Pologne et Afghanistan. Aucun résultat n'était attendu de ces discussions. D'ailleurs, dès jeudi, dans les discours qu'ils ont prononcés à l'issue du déjeuner offert par M. Gromyko, les deux ministres ont réaffirmé les positions contradictoires de leur pays sur l'affaire des euro-missiles.

M. Cheysson se consacra samedi et dimanche au tourisme : il visita notamment le monastère de Zagorsk et se rendra à Leningrad. C'est lundi matin qu'il rencontrera M. Andropov à Moscou avant de regagner Paris.

L'ordre du jour des conversations de jeudi comprenait la situation au Proche-Orient et en Asie. Outre un bref tête-à-tête au niveau ministériel — MM. Cheysson et Gromyko ont conversé en anglais, — les entretiens entre les deux délégations ont duré près de quatre heures (1). L'évocation de la situation au Proche-Orient a été, dit-on du côté français, « très longue et pas trop difficile ». Il se confirme que, si les analyses des deux côtés sont souvent convergentes, les propositions de solutions ne sont pas, en ce qui concerne au moins le conflit israélo-arabe. Les Soviétiques replacent l'ensemble du problème dans le conflit Est-Ouest et en rendent directement responsables les Etats-Unis, dont M. Gromyko a d'ailleurs dénoncé le « brigandage ». Paris, on le sait, est beaucoup plus modéré dans ses analyses et ne rejette pas le « plan Reagan ». Le conflit entre l'Irak et l'Iran a été également évoqué : pour les Soviétiques, qui se disent très préoccupés par la désunion des pays arabes, la négociation s'impose d'autant plus que la ligne du front correspond actuellement, grosso modo, aux frontières acceptées jadis par Téhéran et Bagdad.

La seule indication obtenue à propos du chapitre asiatique concerne les relations sino-soviétiques. On affirme de bonne source que la délégation soviétique se serait montrée particulièrement prudente sur l'avenir des conversations Moscou-Pékin. Il y aurait là une rupture de ton par rapport à l'optimisme mesuré dont faisaient

A Vienne, aux négociations sur la réduction des forces en Europe (M.B.F.R.), les délégations du pacte de Varsovie ont proposé jeudi que les Etats-Unis et l'U.R.S.S. « réduisent, au cours de cette année, une partie de leurs forces » sans attendre un accord général. Cette proposition se « caractérise de façon précise et adéquate », a répondu un porte-parole des délégations de l'OTAN.

Le gouvernement de Bonn a rejeté officiellement jeudi la proposition soviétique de création d'une zone dénucléarisée en Europe centrale.

De notre envoyé spécial

preuve les Soviétiques il y a un mois encore.

Il est relativement aisé de se faire une idée de ce qui devaient être les conversations de ce vendredi en lisant les discours prononcés jeudi par MM. Cheysson et Gromyko. Ces textes illustrent parfaitement le climat quelque peu tendu de la rencontre et la profonde irritation des Soviétiques face à la position française sur la sécurité européenne. Ni M. Cheysson, ni M. Gromyko n'ont fait la moindre concession sur ce point, chacun au contraire réaffirmant soigneusement la position de son pays.

Un « arrangement simple et honnête »

M. Gromyko l'a fait en des termes particulièrement nets, confirmant implicitement que le but principal de la diplomatie soviétique, pour l'année « décisive » 1983, est bel et bien d'éviter l'installation de missiles américains Pershing-II en Europe occidentale. Sans mentionner la position française, il a insisté sur l'« arrangement simple et honnête » proposé par M. Andropov : pas de Pershing II et, en échange, réduction du nombre des euro-missiles soviétiques à celui des engins supposés semblables détenus par l'OTAN (y compris les forces de frappe française et britannique).

Quelques instants plus tard, citant M. Mitterrand, M. Cheysson rappelait que « la force nucléaire française qui est et demeure indépendante ne peut être prise en compte dans les négociations de Genève par deux puissances surarmées ». « Est-ce à dire que la France ne serait en aucun cas disposée à participer à un effort de limitation des armements nucléaires ? », a demandé M. Cheysson. « Bien au contraire, nous souhaitons que les dimensions gigantesques des arsenaux des deux puissances surarmées et leur disproportion par rapport à ceux des autres pays puissent être réduites ; alors, il y aurait quelque sens à parler de l'ensemble des forces nucléaires dans le monde et nous nous y prêterions avec conviction », a conclu M. Cheysson.

Après avoir critiqué l'« option zéro » chère au président Reagan —

« Elle n'est bonne à rien », a-t-il dit, sinon à masquer des « ambitions impérialistes » — M. Gromyko a réaffirmé les menaces déjà faites par Moscou. « Si l'installation de nouveaux missiles nucléaires américains sur le sol européen était sur le point de se réaliser, a-t-il dit, il serait naïf de croire que l'Union soviétique ne prendrait pas des mesures adéquates pour empêcher que l'équilibre actuel soit rompu. Or un nouvel équilibre se situera à un niveau d'armement plus élevé. On peut se demander si une telle éventualité renforcerait la sécurité de qui que ce soit. » Il en irait tout différemment, selon M. Gromyko, si la France répondait positivement à la récente proposition des pays du pacte de Varsovie de conclure un accord de non-recours à la force avec les pays de l'OTAN. Après avoir nié que l'U.R.S.S. puisse un jour utiliser ses forces classiques contre l'Europe occidentale, M. Gromyko a ajouté : « Si vous redoutez une attaque de la part de l'Union soviétique ou des pays du traité de Varsovie, pourquoi donc n'acceptez-vous pas que l'OTAN et le traité de Varsovie s'engagent à ne pas utiliser les uns contre les autres tant les armes nucléaires que tout autre type d'armes ? »

Des principes déjà acceptés

M. Cheysson devait sur ce point encore répondre à M. Gromyko en rappelant que les principes de non-agression ou de non-emploi de la force sont « déjà acceptés par tous, notamment dans le cadre des Nations unies » et qu'« ils doivent donc être appliqués par tous en Europe, en Asie et ailleurs ». « Là où ils ont été transgressés », a ajouté le ministre, il importe au plus tôt de parvenir à une négociation qui mène à une solution protégeant les intérêts légitimes des uns et la sécurité de toutes les parties, dans le respect du droit des peuples concernés à l'indépendance et à l'autodétermination. C'est alors que M. Cheysson a cité commentément le cas de l'Afghanistan appelant à un « règlement politique conforme au droit et à la raison » et les principes de la conférence d'Helsinki sur la liberté d'expression et de déplacement. « Il reste beaucoup à faire », pour mener en pratique ces principes, a-t-il dit, avant d'évoquer la situation de la Pologne, dont les habitants souhaitent « retrouver une libre et légitime expression ». A propos de la Pologne, M. Cheysson a tout particulièrement mentionné les négociations de Madrid sur les mesures en faveur de l'information et des conditions de travail des journalistes, ainsi que des libertés syndicales (2).

Conformément à ce que l'on pouvait prévoir, les deux seuls sujets sur lesquels M. Gromyko et Cheysson se sont montrés quelque peu optimistes concernent l'organisation d'une conférence européenne dont la première phase serait consacrée à l'étude de nouvelles « mesures de confiance » entre l'Est et l'Ouest ainsi que les relations bilatérales. M. Cheysson a rappelé cependant l'important déficit commercial français dans ses échanges avec l'U.R.S.S., ajoutant : « Nous attendons de nos partenaires soviétiques qu'ils accomplissent un effort correspondant et augmentent leurs achats à la France comme nous avons su le faire il y a quelques années lorsque la situation était inversée ». M. Cheysson, qui a signé jeudi après-midi un accord décennal de coopération scientifique avec l'U.R.S.S., a d'autre part demandé « que soit organisée en Union soviétique une année de la langue française, sur le modèle de ce qui a été fait en France l'an passé, en faveur de la langue russe ».

JACQUES AMALRIC.

(1) M. Claude Estier, qui fait partie de la délégation française en tant que président du groupe parlementaire d'amitié avec l'U.R.S.S., n'y participait pas. Il a rencontré pendant ce temps M. Zagladine, haut collaborateur du secrétariat du comité central, spécialiste des pays occidentaux.

(2) La Pravda de ce vendredi 18 février, qui reproduit la teneur des propos de M. Cheysson et ayant recours au style indirect, fait mention du passage sur l'Afghanistan, mais omet soigneusement toute référence à la Pologne.

Une occasion historique pour l'Europe

(Suite de la première page.)

Cette pression soviétique a utilisé toutes les ressources, depuis la crainte nucléaire jusqu'au puissant mouvement pacifiste, notamment en Allemagne. Mais sur la plan de la négociation, l'U.R.S.S. n'a guère fait de concessions : elle a poursuivi, et aujourd'hui complété, l'installation de ses 250 SS-20, équipés de 750 têtes nucléaires pointées vers l'Europe, auxquelles s'ajoutent une centaine d'autres fusées du même type déployées en Asie centrale, mais qui peuvent être ramenées en quelques jours à l'ouest de l'Oural. A plusieurs reprises, Leonid Brejnev a proposé d'interrompre l'installation de nouveaux SS-20, à condition que l'OTAN renonce à l'ensemble de son projet, ce qui maintiendrait une situation d'évident déséquilibre.

Du côté américain, les négociations avec l'U.R.S.S. sont restées longtemps au point mort, du fait notamment de la non-ratification par le Congrès de l'accord SALT 2, et du changement de président. Le président Reagan, après l'inévitable délai d'ajustement, confirmait la position américaine, et l'exprimait en termes clairs : mise en place progressive des nouveaux lanceurs en Europe à partir de la fin de 1983, à moins que l'Union soviétique « n'annule la décision de démanteler la totalité de ses fusées SS-20, ainsi que celle des anciens missiles vieillissants SS-4, et SS-5, qui subsistent encore à 250 exemplaires. C'est ce qu'il a appelé l'option zéro : aucune fusée à moyenne distance installée en Europe, ni d'un côté, ni de l'autre.

Le même message a été répété par le vice-président des Etats-Unis au cours de sa récente tournée européenne. Mais, le temps ayant passé, le délai n'est plus que de quelques mois. Une position conque pour une négociation a-t-elle le même sens à la veille de sa mise en œuvre ? C'est pourquoi, d'une manière singulière mais porteuse d'une interrogation utile, le vice-président déclare-t-il en même temps que les Etats-Unis sont prêts à examiner les propositions de leurs partenaires européens. Et, lundi dernier, le président Reagan se déclarait « prêt à étudier les recommandations de ses principaux alliés ».

Que va faire l'Europe ? A-t-elle des propositions à avancer ? Est-elle capable d'adopter une attitude commune ? Saura-t-elle, dans le désarroi où elle se trouve, saisir l'occasion historique ?

La situation particulière de la France

Un mot pour expliquer la position prise par la France. Sa situation, on le sait, est particulière. Ses armes nucléaires ne sont pas intégrées au dispositif militaire de l'OTAN. Elle dispose d'un arsenal nucléaire totalement indépendant, qui comporte des lanceurs à moyenne distance pouvant atteindre directement le territoire soviétique. Cet arsenal est nécessaire pour dissuader toutes les formes d'agression possibles soit par les SS-20, par les moyens classiques, ou par les missiles intercontinentaux soviétiques, dont il ne faut pas oublier qu'ils peuvent également frapper l'Europe.

Dans ces conditions, la France devait prendre une attitude conforme à sa situation et à ses intérêts. N'étant pas intégrée à l'OTAN, il ne lui appartenait pas de participer à une discussion ou à des décisions qui ne s'appliqueraient pas à elle-même. Que vaudraient d'ailleurs des encouragements à l'installation de fusées que l'on n'accepte pas sur son propre sol, encouragements qui ignorent ou sous-estiment la sensibilité compréhensible de certains de nos partenaires ? Et, à intervenir directement dans le débat, à « solidariser » ainsi ses forces nucléaires avec celles de l'OTAN, la France prenait un grand risque : celui de voir l'U.R.S.S. prendre en compte les forces françaises dans le total des moyens occidentaux, et proposer de les soumettre alors à une négociation commune.

C'est pourquoi le gouvernement de l'époque a fixé et suivi la ligne la plus conforme aux intérêts de la France : faire savoir à nos partenaires concernés, notamment l'Allemagne fédérale et à son chancelier, que nous approuvions leur attitude de fermeté et que nous ne céderions à aucune pression qui puisse la contraindre. Dans le même temps, annoncer la mise en œuvre d'un programme français de réponse à la menace nucléaire des SS-20, par la préparation et la construction d'un nouveau lanceur : fusée mobile ou missile de croisière. On décidait que les études seraient conduites de manière à permettre au gouvernement de se prononcer sur ce programme à la fin de 1982, ou au début de 1983. Ainsi, la France mettrait en œuvre, en même temps que

ses alliés de l'OTAN, sa réponse nationale à la nouvelle menace.

Cette attitude de « parallélisme » était expliquée à nos partenaires et approuvée par eux. Elle maintenait à la fois la solidarité de l'alliance et l'indépendance de la dissuasion nucléaire française.

L'objectif zéro

Quelle peut être aujourd'hui une attitude pour l'Europe ?

L'option zéro est à quelques mois de son échéance. Elle représente une position juste, puisqu'elle vise à remettre les deux camps à égalité, mais sa valeur de négociation est perçue comme improbable par l'option européenne, au fur et à mesure que s'approche l'échéance. En effet, la condition qu'elle comporte, qui est la décision soviétique de décider d'ici à la fin de l'année le démantèlement de l'ensemble des SS-20, a une probabilité extrêmement faible : les Soviétiques n'ont même pas interrompu ou ralenti, au cours des dernières années, le déroulement de leur programme et on imagine difficilement le successeur de Brejnev venir décider aujourd'hui, où il doit asséoir son autorité, notamment vis-à-vis de l'établissement militaire soviétique, la destruction du dispositif si obstinément mis en place.

Le concept de l'option zéro doit être à la fois confirmé, et remanié.

Confirmé, en décidant sans ambiguïté que tous les conditions sont réunies pour que le programme d'installation des nouveaux lanceurs occidentaux commence effectivement à la date prévue pour les deux types d'engins.

Remanié, en passant de l'option zéro, à l'objectif zéro : c'est-à-dire en indiquant que l'objectif de la politique occidentale, politique composée la fois de l'installation des fusées Pershing-II et des missiles de croisière, et d'une attitude de négociation continue, est d'aboutir à l'élimination finale des SS-20 et des nouveaux lanceurs déployés à l'Ouest. Pour que la négociation proposée dispose de moyens de pression efficaces, il serait souhaitable de définir des « étapes successives de déploiement », permettant d'arrêter la poursuite de l'effort occidental sur le vu des résultats de la négociation sur le niveau des SS-20. Par « résultats », j'entends naturellement les résultats concrets de démantèlement des batteries et de destruction des missiles, et non des engagements verbaux ou des déplacements symboliques au-delà de l'Oural.

Ce serait, en quelque sorte, la proposition Brejnev prise à l'envers : si la négociation échoue, le programme va à son terme. Si elle aboutit à un palier d'équilibre intermédiaire, le développement s'y arrête, en attendant l'élimination parallèle et simultanée des lanceurs en direction de l'objectif zéro.

La crédibilité d'un démantèlement simultané des fusées installées à l'Est et à l'Ouest est évidemment supérieure à celle d'un démantèlement unilatéral.

L'interprétation erronée du découplage

Il reste à examiner les arguments liés au problème du « découplage », terme employé récemment de manière inconsciente, et, pour parler simplement, utilisé à tort et à travers.

Ce qu'on entend par « découplage », c'est une situation technique des systèmes de défense européen et américain qui a pour effet de réduire le caractère automatique de l'emploi des moyens stratégiques américains pour réagir à une attaque militaire déclenchée contre l'Europe. Les systèmes de défense occidentaux sont alors « découplés ». Il ne s'agit pas de la volonté de réagir, mais bien de l'automatisme plus ou moins grand du déclenchement de la riposte américaine : de l'ouverture du parapluie.

Or la situation actuellement existante aussi bien que celle de l'option zéro sont des situations de fort découplage, tandis que l'existence d'un dispositif de lanceurs américains déployés à l'Ouest réduit ce découplage.

En effet, à l'heure actuelle, à s'en tenir à la seule logique des armes, l'utilisation par l'Union soviétique de ses SS-20 n'entraînerait pas automatiquement une riposte américaine, puisque le feu nucléaire serait concentré sur l'Europe de l'Ouest, et qu'aucun dispositif américain approprié n'y serait disponible pour riposter directement.

De même l'option zéro, où il n'existerait de lanceurs à moyenne portée ni d'un côté ni de l'autre, est une situation de faible découplage, puisqu'elle laisse ouverte la possibilité d'une attaque et d'une riposte conduites en Europe avec les seuls moyens classiques, ou mettant en jeu éventuellement les seules armes nucléaires tactiques.

On voit que, au contraire, la capacité de riposte par des lanceurs américains situés en Europe à l'emploi des SS-20 constitue un élément de couplage extrêmement fort, puisque la frappe de ces lanceurs sur le territoire de l'Union soviétique rendrait inévitable la riposte stratégique soviétique, seule capable d'atteindre à son tour le sol américain. Il n'y aurait donc plus de menace isolée possible pour l'Europe venant des SS-20, mais une quasi-certitude du passage au niveau stratégique, c'est-à-dire de la mise en jeu des moyens de destruction réciproque des super-puissances. On ne pourrait plus jouer avec l'Europe, sans jouer avec sa propre vie.

Cette analyse du « découplage » comporte deux enseignements :

Le premier est que l'U.R.S.S. est sans doute prête à payer très cher l'absence de missiles européens en Europe. Cela rend l'« objectif zéro » beaucoup plus crédible qu'on ne pourrait le croire, à condition toutefois que l'Ouest négocie en position de force, c'est-à-dire en commençant de déployer ses lanceurs, y compris les Pershing.

Le second enseignement est que la modernisation de notre arsenal nucléaire français restera indispensable à la sécurité de la France. Si nous sommes actuellement très éloignés sur les devoirs qui s'imposent à nos voisins, nous sommes beaucoup plus discrets sur les moyens nouveaux de notre propre défense nucléaire.

Cet aspect du problème appelle des développements plus détaillés. Je m'en tiens au niveau des arguments employés jusqu'ici.

Une position commune

On voit alors s'esquisser une position commune de l'Europe. Elle comporterait les éléments suivants : — la reconnaissance du caractère désormais inéluctable de l'installation progressive des nouveaux lanceurs, débutant effectivement à partir de la fin de cette année ; — l'affirmation de l'« objectif zéro », c'est-à-dire du démantèlement final des lanceurs à moyenne portée des deux alliances, à l'Est et à l'Ouest de l'Europe. Naturellement, les forces de dissuasion nationales de la France et de la Grande-Bretagne n'ont pas à être prises en compte dans la négociation, qui ne porte pas sur les systèmes centraux de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis (sous-marins et missiles intercontinentaux) ;

— la définition d'un calendrier de niveaux intermédiaires de déploiement et d'équilibre, auquel les pays de l'OTAN pourraient stabiliser le nombre de leurs lanceurs, si la négociation aboutissait à la décision soviétique de revenir à une situation de parité ; — des propositions concernant la reprise des négociations sur la sécurité et le désarmement en Europe, comportant notamment les systèmes de contrôle effectif du mouvement des forces depuis l'Atlantique à l'Oural, en particulier pour le déploiement des lanceurs mobiles.

Le dernier point concerne la procédure. Puisque l'Europe est interrogée sur ses propositions, puisque ses intérêts vitaux sont concernés, l'Europe doit se concerter avant de répondre.

La rencontre de Mme Thatcher et du chancelier Kohl à Londres constitue un premier geste positif. Il doit être étendu à l'ensemble de la Communauté européenne. On peut imaginer que le président en exercice du conseil européen propose la réunion d'un « conseil spécial sur la sécurité nucléaire de l'Europe », auquel participeraient les chefs de gouvernement ayant accepté l'installation de lanceurs sur leur territoire, c'est-à-dire ceux d'Allemagne fédérale, de Grande-Bretagne, d'Italie, des Pays-Bas et de Belgique, et ceux de leurs partenaires disposés à prendre la même attitude, selon la procédure qui a été utilisée par la création du système monétaire européen. La France s'y joindrait, en raison de l'existence de sa force indépendante de dissuasion.

Ce conseil préciserait la réponse de l'Europe à l'interrogation américaine, confirmerait l'installation effective des lanceurs à partir de la fin de cette année, proposerait l'objectif zéro, et définirait une première approche des niveaux intermédiaires de déploiement, à discuter ensuite avec les Etats-Unis suivant les procédures normales de l'OTAN.

Ainsi, pour la première fois, la voix de l'Europe se ferait entendre sur le problème essentiel de la sécurité nucléaire, et l'on verrait surgir, en complément de sa future union politique, l'annonce de la personnalité européenne de défense.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Hector BIANCIOTTI
L'amour n'est pas aimé



En. J. G. S. S. S.

« Il faut avouer d'emblée que j'aime à la folie et à la raison ce livre. Je voudrais inciter à le lire et provoquer à l'aimer tous ceux qui, peut-être, me font confiance ».

Claude Roy/Le Nouvel Observateur

« Onze admirables nouvelles ».

Nicole Zand/Le Monde

GALLIMARD *nrf*

DIPLOMATIE

CANDIDAT SOCIAL-DÉMOCRATE A LA CHANCELLERIE

M. Vogel réplique au président Reagan sur la question de l'installation d'euromissiles en R.F.A.

De notre correspondant

Bonn. — Le « terrible revers » qu'infligerait à la paix et au désarmement, selon le président Reagan, le refus d'une pays européen (sous-entendu la R.F.A.) d'installer sur son sol de nouveaux engins nucléaires, en cas d'échec des négociations de Genève, a fait à Bonn l'effet d'une douche froide. Bien que le président américain se soit défendu de s'immiscer dans les affaires intérieures d'un pays ami, et a fortiori en période électorale, ses paroles ont fait grand bruit ici.

M. Reagan a certes dit de M. Vogel qu'il « lui semblait » comprendre la nécessité d'installer des fusées modernes dans l'hypothèse où les Soviétiques ne se montreraient pas conciliants. Mais c'est visiblement à l'adresse du S.P.D. que le chef de la Maison Blanche a prononcé ces paroles. Le journal *Die Welt* n'y va pas par quatre chemins, qui commence ainsi sa dépêche de Washington : « Le président des Etats-Unis a mis en garde la R.F.A. contre un résultat électoral qui remettrait en cause la double résolution de l'OTAN ».

Les sociaux-démocrates ne s'y sont pas trompés. M. Vogel a immédiatement réagi, mais dans des termes qui peuvent prêter à équivoque. « Le président Reagan défend les intérêts américains, ceux du

plus grand et du plus puissant de nos alliés. Je défends les intérêts allemands », a-t-il déclaré. Est-ce à dire que les deux catégories d'intérêts ne coïncident pas automatiquement ?

En matière de défense, la distinction porte loin. Pour le chancelier Kohl, au contraire, il y a comme une harmonie préétablie entre les intérêts stratégiques des Etats-Unis et ceux de la République fédérale. Et ce n'est certainement pas à lui que pensait M. Reagan en faisant sa remarque fracassante. La C.D.U. s'abstient pour l'instant de tout commentaire, ne serait-ce que pour montrer qu'elle n'est pas concernée. M. Kohl n'est-il pas, tout comme M. Reagan, un partisan de l'« option zéro », qui implique le démantèlement des fusées soviétiques braguées sur l'Europe ?

M. Vogel est plus réservé. Il entend remettre à un congrès social-démocrate extraordinaire l'examen des résultats de la conférence de Genève. L'intérêt allemand, d'après lui, est que l'on se dispense complètement de nouvelles fusées. Pour atteindre ce but, il suffirait que les Soviétiques consentent à une « diminution radicale » du nombre de leurs SS-20.

ALAIN CLÉMENT.

A TRAVERS LE MONDE

Chili

• LE NETTOYAGE COMMENCÉ IL Y A NEUF ANS N'EST PAS ENCORE TERMINÉ », a déclaré le général Pinochet, président du Chili, au cours d'un déplacement à Valdivia, à quelque 800 kilomètres au sud de la capitale, le jeudi 17 février. « Certains croient que la situation est déjà réglée, a-t-il ajouté, mais elle ne l'est pas. » (A.F.P.)

El Salvador

• QUELQUES DEUX MILLE CINQ CENTS GUERRILLEROS assiègent la ville de Suchitoto, à 44 kilomètres au nord-est de la capitale, selon des sources proches de l'armée. La ville, cernée depuis une semaine, est privée d'eau, de vivres et d'électricité, ont affirmé, le jeudi 17 février, des habitants qui ont réussi à quitter la ville. (A.F.P.)

Italie

• UN ARMATEUR TURC EXTRADÉ DE SUISSE. — L'armateur Mehmet Cantas, arrêté le 14 février en Suisse pour trafic d'armes et de stupéfiants, a été remis le 17 aux autorités italiennes à Chiasso. Il a été aussitôt dirigé vers Trente pour comparaitre dès le 18 février à l'ouverture du procès de quarante-quatre personnes impliquées dans un gigantesque trafic d'armes et de stupéfiants entre l'Europe occidentale, la Bulgarie et la Turquie, révélé en décembre dernier.

Sur un point au moins, cette affaire est liée à l'enquête actuellement menée en Italie sur l'attentat contre le pape Jean-Paul II. L'un des principaux accusés du procès de Trente, qui sera jugé par contumace, est, en effet, le Turc Bechir Celik, actuellement en Bulgarie « sous contrôle » des autorités locales. Il est soupçonné d'avoir été le commanditaire d'Ali Agca dans la tentative d'assassinat de Jean-Paul II en 1981. (A.F.P.)

Tchad

• AIDE ALIMENTAIRE FRANÇAISE. — Paris a accordé au Tchad une nouvelle aide alimentaire de 5 000 tonnes de blé et de farine pour faire face aux menaces de famine qui pèsent sur plusieurs régions du pays, a-t-on annoncé, jeudi 17 février, de source officielle française.

Sur ces 5 000 tonnes, près de 2 500 sont déjà arrivées à N'Djamena, cependant que l'autre moitié est en cours de transport entre le port camerounais de Douala et la capitale tchadienne. Afin de résoudre les problèmes que pose la répartition des vivres, à partir de N'Djamena, dans les régions touchées par la disette, la France a acheté sept camions pour le compte de l'Association internationale contre la faim (A.I.C.F.). Elle a accordé, d'autre part, une aide de 500 000 francs aux transporteurs tchadiens. Une somme identique est en passe d'être déboursée afin de permettre l'achè-

vement rapide de l'aide avant que ne débute la saison des pluies.

Union soviétique

• M. CHITCHARANSKI A ARRÊTÉ SA GRÈVE DE LA FAIM LE 14 JANVIER, après avoir reçu, pour la première fois depuis un an, une lettre de sa mère. Celle-ci a reçu mardi 15 février, une lettre datée du 7 de ce mois le lui annonçant. Il avait entamé ce jeûne volontaire le 27 septembre, pour obtenir les droits de correspondance et de visite, qui lui étaient déniés à la prison de Tobolskopol. (A.F.P.)

AMÉRIQUES

Canada

Une épreuve de force avec les syndicats

(Suite de la première page.)

Ces « grèves en cascade » n'ont pas l'effet escompté, puisque le gouvernement réussit à diviser les syndicats en signant des ententes avec plusieurs groupes professionnels, en particulier les infirmières. De plus, l'impopularité des grèves dans les hôpitaux, un peu trop fréquentes et brutales au goût des Québécois, ne facilitait pas la tâche des dirigeants syndicaux.

Seuls les enseignants décidèrent de poursuivre leur grève dans l'espoir d'arracher des concessions au gouvernement. Ils se déclarent prêts à accepter, à certaines conditions, un gel de leurs salaires et demandent la suppression ou l'adoucissement de certaines mesures adoptées par le gouvernement. Ils s'insurgent, en particulier, contre la décision du ministre de l'éducation de réduire progressivement le nombre d'enseignants — par mise en disponibilité avec salaire partiel, — sous prétexte que la baisse de la natalité a provoqué une diminution sensible des effectifs scolaires au cours de la dernière décennie.

Devant la résistance farouche des enseignants, le gouvernement s'est finalement résolu à prendre les grands moyens en faisant voter la « loi III », que les syndicats ont aussitôt qualifiée de « loi matraque ». Le caractère exceptionnel de certaines dispositions de la loi, en particulier le congédiement sans préavis et la suspension de la charte des lois et libertés, a cependant indisposé plusieurs députés du parti québécois, la formation de M. Lévesque. Le barreau du Québec a également estimé que cette loi accordait des « pouvoirs excessifs » au pouvoir exécutif et ouvrait la porte à l'arbitraire. Pour l'opposition libérale à l'Assemblée nationale, il s'agit d'une « loi autoritaire, exceptionnelle et répressive ».

Le secrétaire général de la Confédération mondiale du travail, M. Jan Kulakowski, qui était de passage à

Montréal, est encore plus sévère. « J'ai rarement vu, a-t-il déclaré, des gouvernements qui ont osé braver à ce point l'opinion publique et les syndicats, sinon au Chili de Pinochet et dans la Pologne de Jaruzelski. » La C.M.T., a-t-il annoncé, déposera une plainte devant l'Organisation internationale du travail pour dénoncer « la violation des libertés syndicales et l'atteinte aux droits de la libre négociation ».

Le premier ministre s'est insurgé contre les références au Chili et à la Pologne. Il est vrai que la violence verbale a atteint un degré inouï. Les délégués syndicaux parlent de « régime fasciste, totalitaire », et les grévistes, dont certains brûlent ostensiblement leur carte du parti québécois devant les caméras de télévision, défilent avec des pancartes portant des croix gammées. Il y a trois ans à peine, avant l'échec au référendum sur la souveraineté, l'association en mai 1980, et tout récemment encore, de telles scènes auraient été inimaginables. Qu'elles aient lieu aujourd'hui indique à quel point les relations entre M. Lévesque et les forces vives du parti québécois se sont dégradées. Et cela au moment précis où l'Internationale socialiste étudie la demande déposée par ce parti pour obtenir le statut d'observateur.

Il reste que l'opinion publique, qui est exaspérée par les grèves incessantes dans les services publics, est plutôt favorable à l'adoption des mesures, même répressives, destinées à mettre un terme aux arrêts de travail. M. Lévesque a d'ailleurs laissé entendre qu'il pourrait faire appel au peuple pour prouver l'isolement des syndicats. Mais à peine avait-il lancé cette hypothèse qu'il s'empêchait de dire qu'il n'avait pas l'intention, du moins dans l'immédiat, d'organiser des élections anticipées.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Etats-Unis

L'Agence fédérale pour la protection de l'environnement fait l'objet de plusieurs enquêtes. Ses responsables auraient surtout défendu les intérêts des industriels

(Suite de la première page.)

Washington (A.F.P.). — Le président Reagan a demandé l'ouverture d'une enquête judiciaire sur l'Agence fédérale pour la protection de l'environnement. Il veut apparemment démasquer la Maison Blanche d'une ténébreuse affaire, à propos de laquelle la presse évoque le spectre du Watergate.

Six sous-comités de la Chambre des représentants et une commission du Sénat conduisent déjà des enquêtes sur cette agence, dont les responsables sont soupçonnés de se soucier davantage des intérêts des industriels que de la défense de la nature, et même d'avoir utilisé les fonds à leur disposition à des fins politiques.

Au cours de sa conférence de presse, mercredi soir 16 février, le président Reagan a révélé l'ouverture d'une enquête par le ministère de la justice, et précisé qu'il n'invoquerait jamais « le privilège de l'exécutif » pour tenter de masquer des fautes.

Ce privilège de l'exécutif, qui permet au gouvernement de ne pas répondre au Congrès des documents que celui-ci réclame, parce qu'ils concernent la sécurité nationale, avait justement été invoqué par la

Maison Blanche en décembre dernier.

L'affaire s'était aggravée ces dernières semaines, quand on a su que des documents de l'Agence concernant la gestion d'un fonds spécial pour le nettoyage des décharges de produits chimiques toxiques avaient été détruits. Déjà la responsable de ce fonds, M^{me} Rita Lavelle, avait été limogée.

« Destruction de documents, accusations de corruption, refus présidentiel de délivrer des documents, tout cela paraît familier à ceux qui suivent les scandales de Washington », écrit jeudi le *New York Times*. Le journal ajoutait cependant que l'affaire ne reposait jusqu'à présent que sur des suppositions et n'avait pris de l'ampleur que parce qu'elle concernait un aspect controversé de la politique de M. Reagan.

Les fonds accordés pour la défense de l'environnement n'ont cessé de diminuer dans les budgets successifs qu'il a présentés. En outre, nombre de personnalités désignées pour s'occuper de ce problème ont des liens avec le monde de l'industrie. C'est le cas de M^{me} Rita Lavelle, ancienne employée d'une société qui avait déversé des substances toxiques qu'elle avait ensuite été chargée de faire nettoyer.

CANDIDAT DÉMOCRATE A LA MAISON BLANCHE

M. Gary Hart s'engage à défendre les femmes et les minorités ethniques

De notre correspondante

New-York. — Organisateur remarquable de la campagne présidentielle de M. McGovern en 1972, élu et réélu depuis sénateur du Colorado, M. Gary Hart a annoncé officiellement, le jeudi 17 février, qu'il serait candidat, en 1984, à la Maison Blanche. C'est la seconde candidature démocrate après celle du sénateur de Californie, M. Alan Cranston.

Dans une courte allocution publique prononcée à Denver, M. Hart a annoncé la couleur : il sera le candidat des minorités ethniques, des

femmes et de l'E.R.A., l'amendement à la Constitution prévoyant l'égalité des sexes devant la loi, un projet que l'administration Reagan a combattu avec succès.

A quarante-cinq ans, M. Hart a le « profil » qui plaît, traditionnellement, à un certain électeur américain : jeune, photogénique, brillant à ses heures, avec des préoccupations intellectuelles — et des idées folles. Un peu trop, selon ses détracteurs. Ajout important pour l'Amérique des années 80 : il est originaire du Middle-West.

Très proche des Kennedy

Né dans une famille de chrétiens fondamentalistes du Kansas, Gary Hartpence — à vingt ans il a raccourci son nom — a d'abord voulu enseigner la philosophie. Mais après avoir suivi les cours de l'école de théologie de Yale, il est passé au droit et il a décidé de devenir avocat. Dans les années 60, on le voit dans l'entourage des Kennedy : il travaille pour la campagne électorale de John puis au ministère de la Justice avec Robert. En 1967, après l'assassinat de celui-ci, il s'installe comme avocat à Denver. Après l'échec de M. McGovern à l'élection présidentielle, il décide de se lancer lui-même dans l'arène et est élu sénateur du Colorado en 1974.

M. Hart fait partie de ces « néo-démocrates » qui pensent que le parti a besoin d'une nouvelle philosophie, laquelle doit rendre la leçon de l'arrivée au pouvoir, en 1980, des républicains les plus conservateurs qu'ait connus le pays.

C'est ainsi qu'il s'est opposé à l'annexion totale des détroits du Vietnam et déclaré favorable à un budget en équilibre, à un accroissement des dépenses militaires (mais pas aux choix stratégiques du gouvernement Reagan : il est contre les missiles MX et le bombardier B1, pour le missile Cruise et le sous-marin Trident). Il est également favorable à un accord de limitation des armes nucléaires et accuse le président Reagan de ne pas vouloir sérieusement de cet accord. Opposé à la thèse réaganienne de « mesure de gouvernement », il croit à l'efficacité de l'E.R.A. pour « reconstruire » l'industrie américaine, l'instruction publique, l'armée et pour créer de nouvelles relations de travail entre le patronat et les syndicats.

Il se dit très proche, par l'esprit, de M. Ted Kennedy et de M. Walter Mondale, qui reste, pour l'instant, le candidat démocrate le plus sérieux aux élections de 1984. Il sait que son talent oratoire n'éclaircira pas les foules, mais il pense que la multiplication des élections primaires sera le véritable obstacle contre lequel les forces et le moyens financiers des candidats s'écarteront encore plus fortement qu'en 1980. Il compte sur son « organisation » : il bat déjà la campagne dans les Etats où auront lieu les « primaires », afin de recruter des millions de talent et y installer des bases d'opérations.

NICOLE BERNHEIM.

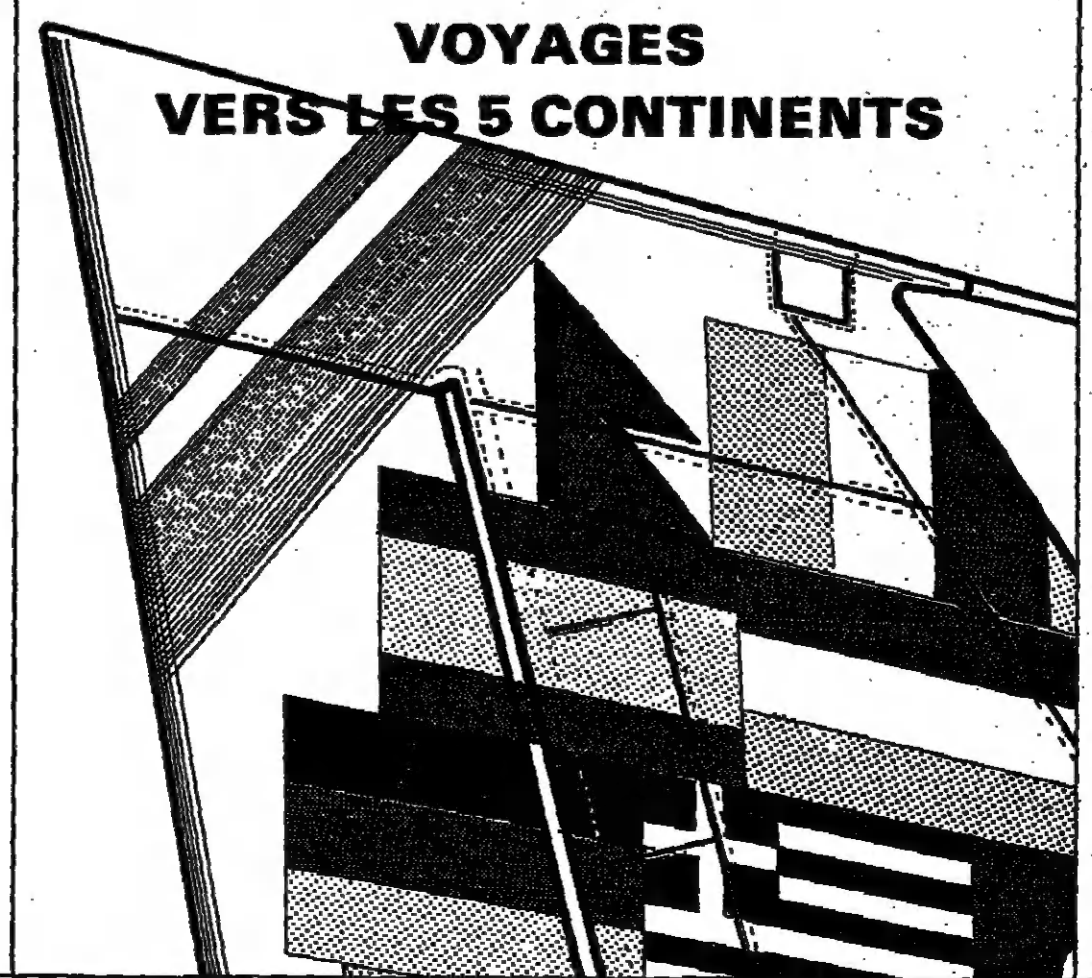
POUR PRÉPARER SÉRIEUSEMENT VOS VACANCES

une brochure de 196 pages

Le Monde

VOYAGES VERS LES 5 CONTINENTS

5 CONTINENTS, 23 PAYS : Allemagne fédérale, Australie, Brésil, Canada, Chine, Egypte, Espagne, Etats-Unis, Grèce, Hongrie, Inde, Irlande, Israël, Japon, Kenya, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Pérou, Sénégal, Thaï, Thaïlande, Tunisie. Des reportages qui ne s'arrêtent pas aux circuits touristiques... Des analyses politiques... Adresses utiles... Livres de bord... UNE AUTRE FAÇON DE VOYAGER



CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 29 F

AMÉRIQUES

Le Chili de mal en pis

III. - Les signes du réveil

De notre envoyé spécial JACQUES DESPRÉS

Face à la faillite de l'expérience économique entamée en 1973 après le coup d'Etat militaire, le général Pinochet a été contraint de prendre des mesures d'urgence qui aggravent encore le mécontentement dans le pays. Malgré les pressions dont il est l'objet, le chef de l'Etat n'entend apparemment pas renoncer au pouvoir (voir le Monde des 17 et 18 février).

Santiago du Chili. - « *Seriousness des tâches* ». Cette question, beaucoup de Chiliens se la posent. « *Rien ne nous étonne* », entend-on répéter. « *Le peuple est dans sa grande majorité amorphe. De toute façon, la lutte pour la subsistance ne lui laisse pas le temps de penser* », soutiennent certains.

C'est vrai. Près de dix ans après l'installation au pouvoir des militaires, le pays semble toujours frappé de paralysie. La plupart des Chiliens ne se sont pas encore remis du traumatisme causé, non pas tant par le coup d'Etat, qui a été accueilli par beaucoup avec soulagement, que par la terreur institutionnalisée qui l'a suivi. « *En comparaison, la dictature d'Ibáñez (1) nous paraît aujourd'hui bien douce* », affirme un dirigeant démocrate-chrétien. A l'oppression s'est ajouté le projet messianique du général Pinochet de créer un « *nouveau Chili* ».

Nul doute que la véritable « *subversion* » des valeurs traditionnelles de ce pays réalisée par le régime militaire a profondément marqué les Chiliens. Un peuple doux, sobre, fier de son « *flor* », a été brusquement emporté dans le tourbillon d'un « *modernisme* » effréné, du culte de la consommation et de la compétition sociale. Ceux qui ont refusé d'adhérer au « *modèle* » ont été marginalisés, et ceux qui y ont cru sont aujourd'hui ruinés. Comment s'étonner dans ces conditions que les Chiliens éprouvent du mal à marcher ?

Pourtant, les signes d'un réveil sont évidents. En ce sens, l'année 1982 a marqué un tournant dans l'histoire du régime militaire. La crise économique sidant, on a, en effet, assisté à une effervescence croissante chez les civils, tant à la base qu'au sommet, même si la coordination entre les deux reste imparfaite.

On parle, on critique, on se réunit, on scrute le présent et on s'efforce de préparer l'avenir. Ce n'est pas facile sous un régime policier et les reculs sont fréquents, mais le mouvement est lancé. Deux impératifs dominent : s'organiser et lutter. Comme le temps presse, l'opposition est arrivée à la conclusion que ces deux actions devaient être menées de front.

Gagner la rue

Le combat pour « *ganar la calle* » (gagner la rue) a commencé. Durant le mois de décembre, le gouvernement militaire a dû affronter les deux plus importantes manifestations d'opposition depuis 1973. Le 2 décembre, le Coordinador nacional sindical (C.N.S.) (2) a appelé les travailleurs à se rassembler dans le centre de Santiago pour protester contre la hausse des prix et le chômage. Plusieurs centaines de manifestants parvinrent à se concentrer malgré un impressionnant dispositif policier et une brutale répression.

Ce meeting a valu l'exil à M. Manuel Bustos, président de la C.N.S., et à M. Hector Cuevas, président de la Confédération des syndicats des travailleurs de la construction. Le 15 décembre, l'ensemble des organisations de gauche ont organisé à Santiago, à Valparaíso et à Concepción une marche pour réclamer « *pain, travail, justice et liberté* ». Des milliers de Chiliens en colère affrontèrent durant plusieurs heures les forces de l'ordre, tandis que des actions de sabotage privaient d'électricité plusieurs quartiers des trois principales villes du Chili.

L'année 1982 a été également marquée par une agitation sans précédent dans les universités, sous administration militaire depuis 1973. Les étudiants protestèrent contre le coût élevé des études et les vexations dont ils sont l'objet de la part des agents de sécurité sur les campus. L'enlèvement et le viol de M^{lle} Marcela Palma, une dirigeante du Centre des étudiants en philosophie, a provoqué un mouvement de révolte à l'université catholique de Santiago. Les étudiants en droit de l'université du Chili ont à leur tour man-

festé dans les tribunaux pour réclamer le retour des exilés, et à Valparaíso des heurts violents se sont produits entre les étudiants qui étaient descendus dans la rue et les forces de l'ordre. La réaction des autorités a été chaque fois la même : cours fermés, étudiants expulsés, arrestations ou relégués. Malgré un chômage massif, la combativité du mouvement syndical s'est sensiblement accrue en 1982. Celui-ci s'est radicalisé et politisé tandis que le syndicalisme officiel voyait son influence décliner surtout après l'assassinat de Tucapel Jimenez. L'objectif principal des luttes a été de briser le carcan imposé par la législation du travail en matière de négociations collectives et d'exercice du droit de grève. « *Le régime a échoué dans sa tentative d'enfermer l'action syndicale entre les quatre murs de la usine* », affirme M. Miguel Vega, qui préside la C.N.S. depuis l'expulsion de M. Bustos. On note également une volonté d'unité qui se heurte cependant à l'éclatement des structures syndicales. La C.N.S. et l'Union démocratique des travailleurs (U.D.T.) (3) ont engagé un processus de rapprochement et s'efforcent de définir une stratégie commune face à la dictature.

Des comités de chômeurs

Réveil aussi des populations, pourtant cibles préférées des forces de sécurité et particulièrement touchées par le chômage (dans certaines d'entre elles, celui-ci dépasse 70 %). Les excès commis par les policiers poussent les habitants à réagir. L'Eglise catholique joue un rôle capital à travers les « *communautés de base* », qui aident les pauvres à s'organiser. Un dirigeant d'extrême gauche déclare : « *C'est l'Eglise qui a le plus fait pour reconstruire le tissu social déchiré par neuf ans d'application de la doctrine de la sécurité nationale et de l'économie de marché* ».

« *Soupes populaires* », « *garderies d'enfants* », « *comités de chômeurs* », regroupés au sein d'un organisme coordonnateur, lui-même re-

lié à la C.N.S. : c'est toute une structure qui se met en place progressivement. Il n'est pas rare de voir communistes, mristes et catholiques travailler la main dans la main dans cette entreprise.

Tous ces mouvements sont cependant fragiles. En fait, leur possibilité d'extension et leur consolidation dépendent dans une large mesure de l'action menée par les partis politiques.

De la droite « *démocratique* » (4) à l'extrême gauche, on s'accorde sur deux points : la solution de la crise économique passe par le rétablissement de la démocratie, et il n'y a pas d'issue possible tant que le général Pinochet restera à la tête de l'Etat. Cette position est soutenue ouvertement par l'Eglise catholique. La conférence épiscopale s'est prononcée de façon catégorique en faveur du retour « *à une pleine démocratie, grâce à laquelle nous avons vécu en paix durant de longues années et avons été respectés dans le monde entier* ». Une même idée sous-tend l'action du « *Groupe des 24* », le Proden (Projet de développement pour un consensus national) et le pacte social proposé par la démocratie chrétienne : définir une plateforme minimale entre toutes les organisations politiques, professionnelles et syndicales non extrémistes afin d'accélérer le rétablissement des institutions démocratiques et en préserver la stabilité après le départ des militaires. Neuf ans de dictature ont fait redécouvrir aux démocrates les plus délicats les charmes de la vieille démocratie formelle...

Les bonnes intentions ne manquent donc pas, mais tout reste à faire - on presque. D'abord, quelle attitude adopter à l'égard de l'extrême gauche, en particulier du P.C. et du MIR ? La démocratie chrétienne, le centre et le centre gauche veulent les exclure d'un accord multipartite, pour des raisons à la fois idéologiques et tactiques. Ils considèrent en effet que leur présence risquerait d'effrayer la droite, dont la participation à un projet démocratique est nécessaire pour l'empêcher

de conspirer - et pour isoler le régime militaire.

Mais comment concevoir une démocratie stable sans la participation du P.C., qui représente de vastes secteurs populaires ? Deuxième difficulté : la stratégie vis-à-vis des forces armées. Tandis que le P.C., le MIR et les socialistes de la tendance Almeyda (ex-ministre de Salvador Allende) soutiennent « *le droit du peuple chilien à se rebeller contre la tyrannie et à utiliser toutes les formes de lutte, y compris armée* », les autres partis estiment que la « *voie nicaraguayenne* » est inapplicable au Chili en raison de la puissance de feu et de l'entraînement des forces armées. Ils préconisent donc la méthode de la « *non-violence active* ». Leur objectif est de s'appuyer sur les secteurs progressistes de l'armée afin de faciliter le départ du général Pinochet et de négocier une période de transition purement militaire ou civilo-militaire jusqu'à l'élection d'une Assemblée constituante.

La division du parti socialiste

Troisième problème : la division du parti socialiste, qui ne compte pas moins de dix tendances. Cette atomisation bloque à l'heure actuelle la constitution d'un front commun et risque de pousser la démocratie chrétienne dans les bras de la droite.

Autre difficulté : le clivage entre les leaders en exil et les dirigeants restés au Chili, particulièrement net dans le cas des partis de l'ex-Unité populaire. « *La plupart de ceux qui vivent à l'étranger raisonnent comme si rien n'avait changé depuis 1973. Or la société chilienne s'est profondément transformée en neuf ans* », affirme un dirigeant socialiste.

Que prépare de son côté le général Pinochet ? Les rumeurs les plus folles ont circulé en janvier dans la capitale. On disait même que le chef de l'Etat était aux arrêts... Le général est certes dans une situation difficile. Mais l'homme a plus d'un tour dans son sac et il semble assuré pour l'instant du soutien des forces armées ou tout au moins de l'armée

de terre qui constitue la principale force du pays. Il a réussi en tout cas à se débarrasser de tous les officiers qui pouvaient lui porter ombrage. Les derniers à subir ce sort ont été le général Frez, éphémère ministre de l'économie, le général Datus, directeur durant quatre mois des services de planification (ODEPLAN) et le général Washington Carrasco, qui a dû quitter le ministère de la défense.

Tout le monde s'attend cependant à des changements importants. Le général Pinochet a semblé amorcer un virage en direction d'un « *nationalisme populiste* » à l'occasion des « *bains de foule* » des derniers mois. Il a, à plusieurs reprises, insisté sur la nécessité d'instaurer la « *démocratie de base* », chère aux partisans d'un état corporatiste.

Les idéologues d'un fascisme à la chilienne, comme M. Pablo Rodriguez, ne cachent pas leur satisfaction : « *C'est le point de départ d'une nouvelle étape* », écrit, dans le journal *la Tercera*, l'ex-leader de l'organisation d'extrême droite Patria y libertad. L'alternative populiste paraît cependant peu viable. Pour des raisons économiques d'abord, parce que le Chili est trop endetté pour se permettre des largesses sociales. Pour des raisons politiques ensuite, parce que les secteurs populaires ont été les principales victimes de la répression et du « *modèle de Chicago* ». Alors ? Une ouverture modérée accompagnée d'un calendrier électoral ? Cette solution, qui aurait l'agrément de Washington, paraît toutefois peu compatible avec le maintien du général Pinochet.

FIN

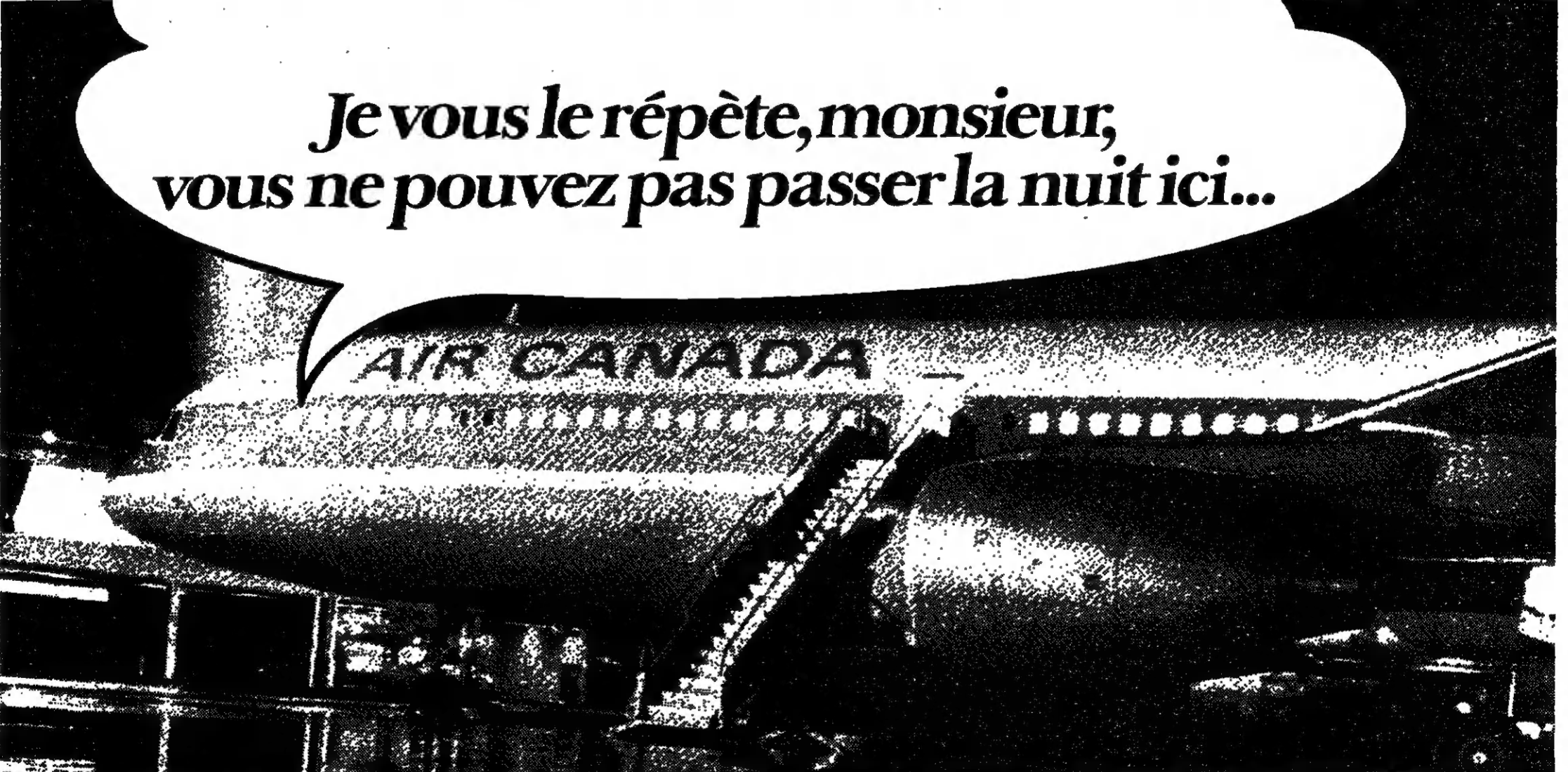
(1) Le général Carlos Ibáñez a été président du Chili de 1926 à 1931.

(2) La C.N.S. a été créée en 1975 en marge de la loi. C'est l'organisation syndicale la plus radicalisée. Dominent en son sein la D.C. et le P.C.

(3) L'U.D.T. (ex-groupe des 10), illégale elle aussi, est dominée par la D.C.

(4) La droite « *démocratique* » rassemble d'anciens sénateurs et d'anciens députés conservateurs et libéraux qui ont adopté une attitude critique à l'égard du régime militaire des 1970. Ils pourraient être rejoints par des membres du parti national qui viennent de rompre avec le général Pinochet. L'idée est de constituer un nouveau parti, le « *parti républicain* », qui regrouperait l'ensemble de la droite modérée.

Je vous le répète, monsieur, vous ne pouvez pas passer la nuit ici...



Une grande Classe Affaires, c'est comme un grand hôtel: on prolongerait bien son séjour.

(Comet du Tourisme et des Affaires) Nous venons de découvrir une nouvelle grande adresse: la Classe Affaires Intercontinental d'Air Canada.

Pour un tarif raisonnable, elle offre aux voyageurs d'affaires un ensemble de prestations hôtelières inconnues à ce jour. Nous avons pu en juger lors d'un récent séjour à Toronto et Montréal.

Dès l'entrée, un personnel aussi discret que polyglotte nous a conduit à notre siège. Disons-le tout net: palace n'est pas un mot trop fort. Nous

avons pris possession d'une véritable suite où les fauteuils sont séparés de plus d'un mètre par rangée. Des sièges que d'autres compagnies réservent habituellement à leur première classe!

On nous a servi, dans de la porcelaine, un mémorable menu de 4 services, dont le plat du jour au choix, arrosé des meilleurs crus et liqueurs.

Nous avons savouré le film et les programmes musicaux distillés par d'extraordinaires écouteurs stéréophoniques. Et nous avons apprécié comme elles le méritent ces attentions parfaites qui font la différence entre un

simple accueil et la véritable hospitalité: grands quotidiens et magazines proposés en 3 langues, masque et chaussons pour la détente, et même un très joli cadeau à l'arrivée.

Charmés et conquis, nous avons donc renouvelé l'expérience, en 1^{re} Classe, cette fois. Et là, avouons-le, les superlatifs nous manquent...

Retenez bien cette adresse: Air Canada Intercontinental. Nous ne saurions trop vous conseiller de réserver à l'avance votre chambre, pardon votre siège, chez Air Canada ou chez votre agent de voyages.

C'est si bon que vous voudrez rester à bord.



Plan. Service Tourisme - 36, bd des Capucines 75002 Tél (1) 742.21.21 - Lyon 55, place de la République 69002 Tél (1) 862.43.17 - Bruxelles 26, bd de l'Impératrice 1050 Tél (2) 54.62.21
Air Canada se réserve le droit d'opérer des modifications de ses conditions de transport

PROCHE-ORIENT

L'ÉPILOGUE DU PROCÈS SUR LES « BRUTALITÉS » EN CISJORDANIE

Quatre soldats israéliens ont été condamnés
à des peines d'emprisonnement de deux à six mois

De notre correspondant

Jérusalem. — Le tribunal militaire de Jaffa a condamné le jeudi 17 février quatre soldats israéliens à des peines d'emprisonnement de deux à six mois ferme, pour des brutalités commises contre des habitants de Cisjordanie, dans la région d'Hébron, en avril 1982 : lors de la répression des manifestations provoquées par la destitution des maires de la plupart des villes des territoires occupés. Trois autres inculpés parmi lesquels un officier, ancien adjoint du gouverneur militaire d'Hébron, ont été acquittés faute de preuve.

Ce procès, dont les audiences ont duré près de deux mois, a retenu l'attention des Israéliens, car il a confirmé à leurs yeux l'emploi souvent systématique de méthodes abusives et parce qu'il a mis clairement en cause les instructions données au plus haut niveau de l'armée, notamment des consignes édictées par le chef d'état-major, le général Rafael Eytan. Celui-ci avait recommandé, selon ses propres termes, une tactique de « harcèlement de la population dans les territoires occupés » (le Monde, 23-24 janvier). C'était la première fois qu'un chef d'état-major était appelé à témoigner dans un procès de ce genre et à y répondre de ses ordres.

Autre particularité de cette affaire : la procédure avait été engagée par des officiers de réserve, membre du mouvement La paix maintenant, qui, choqués par le comportement de l'armée avait estimé de leur devoir de mettre un terme à une sorte de « loi du silence ».

Dans son jugement, le tribunal a critiqué leur témoignage parce qu'il s'était avéré parfois « douteux ». Mais le texte de ce jugement n'en dénonce pas moins des consignes rédigées par le général Eytan, surtout quand il suggère des mesures de châtiment collectif, l'expulsion des manifestants palestiniens, des représailles d'ordre économique et administratif contre les localités où se produisent des troubles et des sanctions « contre les parents » pour les actes commis par leurs enfants. Sur ce point, le général Eytan avait déclaré lors de son audition que cette méthode s'était avérée « efficace ». Le jugement décrit par ailleurs un exemple des brimades imposées par

les soldats lors de rafles effectuées l'an dernier dans une localité proche d'Hébron. Les personnes interpellées ont été contraintes de se donner mutuellement des coups, de ramper en aboyant comme des chiens, de « compter les étoiles », de prononcer des injures contre le chef de l'O.L.P., M. Arafat, de faire les louanges de M. Begin et de chanter l'hymne israélien. Enfin, le jugement reconnaît que les soldats, lors des manifestations du printemps dernier, ont agi dans des conditions difficiles. Le tribunal souligne que la « population locale » doit savoir qu'elle encourt des risques lorsqu'elle manifeste dans les rues et lorsque des pierres sont lancées contre les militaires israéliens.

FRANCIS CORNU.

■ Les amis de La paix maintenant (Chalom archav) appellent « tous les juifs soucieux de préserver l'avenir démocratique d'Israël » à un rassemblement « silencieux et sans banderole » à la mémoire d'Émile Groszweig, militant de Chalom archav, tué le 10 février à Jérusalem. Le rassemblement est prévu le samedi 19 février devant le 37 de la rue Cambon (métro Madeleine) à 19 h 15.

AU CONGRÈS NATIONAL PALESTINIEN

MM. Habache et Hawatmeh proclament
leur « rejet catégorique » du plan Reagan

Alger (A.F.P.). — Prenant la parole, jeudi 17 février, devant le Congrès national palestinien, MM. Georges Habache (Front populaire pour la libération de la Palestine) et Nayef Hawatmeh (Front démocratique pour la libération de la Palestine) ont tour à tour proclamé leur « rejet catégorique » du plan américain et mis en garde l'auditoire contre toute tentative visant à priver l'O.L.P. de sa « représentativité » et à réduire à néant les revendications nationales des Palestiniens.

■ Au plan odieux, qui, sans ambages, dit non à l'O.L.P. et à l'Etat palestinien, nous répondons non à Reagan et non à l'Amérique », a dit M. Habache, qui a ajouté : « Les Américains ne veulent pas négocier avec nous. C'est pourquoi bien ce qu'ils ont fait en réalité durant la guerre du Liban. Ils veulent maintenant que nous laissions la liberté à d'autres Etats arabes de participer au processus », faisant allusion au rôle attribué par le plan Reagan à la Jordanie dans d'éventuelles négociations.

■ Il ne saurait y avoir de paix et de stabilité au Moyen-Orient sans la satisfaction des droits nationaux du peuple palestinien (...). », a affirmé de son côté M. Hawatmeh, qui a plaidé en faveur d'une « accentuation de la lutte armée et des opérations clandestines ». Les chefs des deux organisations marxistes ont, d'autre part, fait applaudir l'Union soviétique et la Syrie, et se sont prononcés contre un rapprochement

avec l'Egypte tant que, a ajouté M. Hawatmeh, le « régime de Moubarak restera enchaîné dans un processus de Camp David ».

Selon le chef du F.D.L.P., la Syrie constitue « la base arrière de la révolution palestinienne » et il importe d'établir des relations « sur un pied d'égalité » en tenant compte de la « spécificité » de la Syrie et de l'O.L.P.

MM. Habache et Hawatmeh, qui ont chacun pris la parole pendant deux heures, ne se sont pas attardés dans leur critique du plan de Fés, adopté en septembre dernier par les Etats arabes comme plate-forme diplomatique.

M. Habache a émis des réserves sur le « point sept » du plan, qui prévoit implicitement la reconnaissance de l'Etat hébreu. Quant à M. Hawatmeh, il a estimé qu'il était le fruit « de la faillite et des contradictions du monde arabe ». Ils ont tous deux souligné la nécessité de sauvegarder « l'unité de la révolution palestinienne » et de préserver son « indépendance de décision » face aux ingérences extérieures.

Fréquentement applaudis, surtout M. Habache, les deux dirigeants palestiniens ont dressé un sévère réquisitoire contre les régimes arabes, dénonçant leur « passivité », leur « complaisance » à l'égard des pays occidentaux et leur « défaitisme », n'épargnant, dans leur critique, que les « forces patriotiques libanaises ».

Liban

Israël utilise le commandant Haddad
pour miner l'autorité du gouvernement

Les attaques contre l'armée israélienne au Liban ont fait deux nouvelles victimes jeudi 17 février, deux soldats tués par des inconnus près du village d'Al-Zhalta, dans la montagne du Chouf au sud-est de Beyrouth.

D'autre part, des soldats israéliens ont arrêté jeudi un convoi du contingent français de la FINUL à Khaldé, car « ils étaient à bord de véhicules blindés ayant des mitrailleuses en batterie ». Selon l'officier israélien qui a autorisé finalement le passage du convoi, soldats israéliens et « casques bleus » français ont eu quelques mots malheureux.

De notre correspondant

Beyrouth. — Israël a testé mercredi la détermination de l'Etat libanais à faire respecter son autorité fraîchement rétablie sur le secteur chrétien de Beyrouth. L'armée libanaise s'est montrée ferme, barrant la voie à une patrouille blindée israélienne qui, venant de la montagne, a tenté de forcer le passage à Mkalles, en banlieue, en direction de Beyrouth. Les soldats libanais de faction ont disposé des véhicules en travers de la route, et les Israéliens, qui avaient un colonel à leur tête, ont rebroussé chemin au bout d'une demi-heure, à la suite de l'intervention des négociateurs américains.

Cet incident, qui n'est pas sans rappeler les provocations auxquelles les « marines » américains ont été soumis récemment, est considéré dans les milieux officiels de Beyrouth comme traduisant l'irritation israélienne devant l'élargissement de la zone où s'exerce le pouvoir central libanais. Selon ces sources, le gou-

vernement israélien souhaiterait que la situation demeure gelée jusqu'à ce que le Liban ait cédé à ses exigences et conclu un règlement à ses conditions.

Pour arriver à cet objectif, Israël utilise son homme-lige, le commandant Haddad, qui bien que ne disposant selon les autorités libanaises que de huit cent quarante hommes, se manifeste spectaculairement dans tout le Sud et même à la lisière de la Bekaa, de plus en plus loin de la frontière israélienne : après Salda, ses troupes ont pris position à Nabatayeh et Hasbaya.

■ L'expansionnisme de cet officier en rupture d'armée, en même temps qu'il hypothèque l'avenir et complique la tâche de l'Etat libanais, bat en brèche directement, dans l'immédiat, l'implantation croissante des forces libanaises dans le Sud. Cela explique le commentaire nettement hostile fait par leur chef M. Fadi Frem : « L'armée majoritaire des Libanais continue à refuser de se laisser embrigader sous la bannière de l'occupant étranger, quel qu'il soit ».

Cela étant, pour réussir qu'il soit, le déploiement de l'armée libanaise dans le Grand Beyrouth — un arc de cercle de 12 kilomètres de rayon autour de la capitale — n'est toujours pas complet. Les milices chrétiennes, tout en se montrant coopératives, n'ont toujours pas rétrogradé à l'Etat le contrôle du cinquième bassin du port et de la portion du littoral allant de la sortie de Beyrouth à Dbaye. M. Frem a assuré qu'il n'y avait « pas de problème » à ce sujet, tout en précisant que la restitution du cinquième bassin entraînerait dans le cadre de la solution globale du cas des ports illégaux.

LUCIEN GEORGE.

■ Le président du parti communiste libanais, M. Nicolas Chacoh, est décédé jeudi soir 17 février à Beyrouth, d'une crise cardiaque, a annoncé un communiqué du parti communiste libanais.

[Né en 1912 à Tripoli (Liban-Nord), M. Chacoh avait adhéré au P.C. libanais en 1934 pour en devenir le secrétaire général en 1964 à la suite de l'assassinat en Syrie, dans des circonstances mal élucidées, de l'ancien secrétaire général, M. Farajallah Hleou.

M. Chacoh avait occupé le poste de secrétaire général jusqu'en 1979, date à laquelle il avait été élu président du parti. Il avait cependant réduit ses activités ces dernières années et était secondé par le secrétaire général adjoint actuel du parti, M. Georges Hachad. M. Chacoh avait joué un rôle important pour l'indépendance de son pays, sous mandat français, ce qui lui avait valu en 1939 deux ans de prison.]

■ Une délégation de la Fédération mondiale des villes jumelées, conduite par M. Jean-Marie Bressand, s'est rendue au Liban du 5 au 11 février, à l'invitation du gouvernement de Beyrouth. Une programme de coopération entre la F.M.V.J. et les autorités libanaises a été rendu public à cette occasion, jeudi 14 février. Il prévoit notamment le jumelage systématique des communes libanaises avec des villes de pays industrialisés désireux « de participer à la reconstruction du Liban », et la réalisation d'un « village des Cités-Unies » qui pourrait bénéficier de l'exterritorialité. Beyrouth a demandé à être jumelée avec Lille.

■ F.M.V.J. 2, rue de Logelbach, 75017 - Paris, tél. 766-75-10.

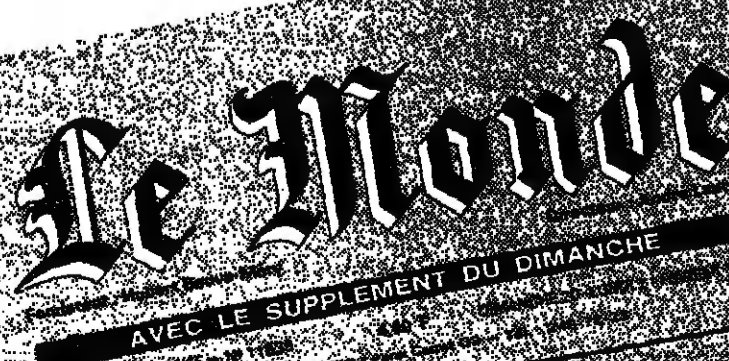
■ L'Association de défense des droits de l'homme et des libertés démocratiques dans le monde arabe (1), récemment constituée par un groupe d'intellectuels arabes résidant en France, tiendra, le dimanche 20 février, à 15 heures, la Maison du Brésil, 7, boulevard Jourdan, Paris-14, sa première réunion d'information. L'Association, qui proclame dans un appel son indépendance à l'égard de tous les régimes, organisations et partis arabes, se propose d'informer l'opinion arabe et internationale sur les atteintes aux droits de l'homme, de défendre les détenus politiques et d'assurer la sauvegarde des libertés individuelles, syndicales et politiques.

(1) 46, rue de Vaugirard, Paris-6.

SAMEDI DIMANCHE

- **ISRAËL - LIBAN :**
L'occupé, l'occupant et le préoccupé.
- **NIGÉRIA :**
La mort d'un mythe africain.
- **CHINE :**
L'enfant unique, clé du progrès.
- **FRANCE :**
L'avenir politique de Pierre Mauroy.
- **DOSSIER :**
Les nazis devant les tribunaux français.
- **DÉBAT :**
L'utilisation médicale du fœtus humain.

Chaque week-end une nouvelle lecture
de l'actualité.



DROITS

21 millions d'...

ASIE

Inde
de vingt morts
en Assam
sur la deuxième
tour de scrutin

DROITS DE L'HOMME

SELON UN RAPPORT DE L'ONU

Deux millions de personnes au moins ont été exécutées sommairement en quinze ans

De notre correspondante

Genève. — Le rapport d'un juriste kenyan, M. Amos Wako, sur les exécutions sommaires et arbitraires, destiné à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, soulève de violents remous au Palais des Nations, avant même que sa discussion ait commencé. La conclusion en est terrifiante : au moins deux millions de personnes ont été, ces quinze dernières années, exécutées sans procès équitable et sans aucune possibilité de recours.

Une exécution sommaire est définie dans le rapport comme la conséquence d'un jugement prononcé à la suite d'une procédure insuffisante ; une exécution arbitraire est considérée comme une mise à mort sur ordre d'un gouvernement, ou avec son accord, sans procédure judiciaire préalable ; enfin, une exécution extrajudiciaire est un meurtre commis en contradiction avec des lois nationales ou des conventions internationales.

Sur la base de ces définitions, M. Wako a répertorié les Etats membres de l'ONU de l'informant sur ce qui se passe dans leur pays. Il s'est également adressé aux institutions spécialisées de l'ONU et à diverses organisations non gouvernementales.

Si les organisations sollicitées ont coopéré d'une manière efficace (les données du rapport confirment celles d'Amnesty International), on ne saurait en dire autant de la plupart des gouvernements. Sur les quelque cent cinquante pays alertés, fort peu ont répondu de manière satisfaisante. Nombreux sont ceux qui, non contents de protester contre l'enquête, accusent « les terroristes responsables de nombreux assassinats » d'avoir fourni des renseignements qui forment la base du rapport.

M. Wako écrit : « Les gouvernements ont été extrêmement réticents pour procéder à des enquêtes et, en cas de culpabilité établie, pour sanctionner ceux de leurs agents, militaires ou civils, responsables de l'application de la loi, qui ont abusé de leur autorité ou qui se sont

rendus coupables d'exécutions sommaires ou arbitraires ».

M. Wako fait abstraction de meurtres commis lors de conflits internationaux ou internationaux s'ils n'ont pas été explicitement interdits par les conventions humanitaires.

Une étude incomplète

Les deux millions d'exécutions sont produites un peu partout. Les principales victimes sont des opposants ou supposés tels, ainsi que des groupes ethniques, raciaux ou religieux. L'auteur présente comme particulièrement vulnérables les réfugiés, les syndicalistes, les intellectuels, les villageois, les membres des gouvernements renversés par un coup d'Etat. Il reconnaît que de nombreux cas n'ont pas pu être recensés faute de renseignements irréfutables. Il estime cependant que le chiffre de deux millions de victimes est « modéré » et très probablement en dessous de la réalité.

Trente-neuf pays seulement sont mentionnés, dont un seul en Europe, la Turquie. (M. Wako semble dépourvu d'informations sur l'URSS et l'Est européen.) Six pays du Proche et Moyen-Orient sont mis sur la sellette : Afghanistan, Iran, Irak, Liban, Libye et Syrie ; neuf pays d'Asie : Bangladesh, Cambodge, Inde, Indonésie, République de Corée (sud), Malaisie, Pakistan, Philippines et Thaïlande ; dix pays d'Amérique latine : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Salvador, Guatemala, Honduras, Paraguay, Suriname ; treize pays d'Afrique : Angola, Burundi, République centrafricaine, Ethiopie, Guinée, Lesotho, Mali, Mozambique, Namibie, République sud-africaine, Ouganda, Tchad et Zaïre.

ISABELLE VICHNIAC.

AFRIQUE

Namibie

Dix-sept maquisards de la SWAPO ont été tués dans l'Ovamboland

De notre correspondant

Johannesburg. — Dix-sept maquisards de l'armée de libération du peuple namibien (plan-branché militaire de la SWAPO) ont été tués, mardi 15 février, dans l'Ovamboland, a annoncé le quartier général des forces sud-africaines mises en place en Namibie par Pretoria.

Selon un communiqué publié jeudi à Windhoek, l'escarmouche, qui aurait coté la vie des dix-sept maquisards, s'est produite dans le nord-ouest du territoire, non loin de la frontière angolaise. « Les terroristes étaient entièrement équipés de neuf et disposaient d'argent, d'explosifs et de mines antipersonnel », a ajouté le communiqué.

Pour le haut commandement de l'armée territoriale, en principe fusionnée avec ceux des forces sud-africaines d'occupation, « les insurgés ont, depuis le début de ce mois, adopté une approche plus offensive couvrant les trois provinces frontalières avec l'Angola ». A l'appui de cette thèse, l'armée indique que le plan a reçu, au cours des trois dernières semaines, le renfort d'environ « deux cents terroristes nouvellement recrutés ».

Une « unité spéciale » de la SWAPO serait actuellement entraînée quelque part en Angola avec pour objectif de s'infiltrer, le moment venu, dans les zones agricoles tenues par les fermiers blancs. Au nombre des actions imputées ce mois-ci par les autorités aux maquisards figurent le sabotage d'un transformateur électrique, l'explosion d'une forte charge qui a entièrement détruit le poste d'Osakati, en Ovamboland, et « le meurtre gratuit de six Bushmen désarmés, trois enfants et trois femmes ».

Au cas où le moindre doute subsisterait, un porte-parole de l'armée a démenti les informations publiées jeudi par le Washington Post, et indiquant qu'aucun cessez-le-feu, « de jure ou de facto », n'était, « pour le moment », intervenu dans la zone opérationnelle. « Nous savons que

les affaires étrangères s'entretenaient bien avec l'Angola, c'est tout ». En attendant, « les terroristes se déploient dans le sud de l'Angola et s'apprêtent à intensifier leur assaut », a conclu le porte-parole.

De fait, à en juger par les déclarations du premier ministre sud-africain au New York Times, les tensions en Afrique australe ne paraissent guère sur le point d'être désamorçées. Confirmant pour la première fois, après son ministre de la Défense, le vœu nettement offensif pris par sa politique régionale, M. Pieter Botha, ouvre virtuellement les bras à tous les combattants « anticomunistes » du sous-continent.

« Je suis un Africain », déclare-t-il, « et je considère le communisme mauvais pour l'Afrique. Si des Africains sont menacés par cette idéologie malfaisante (...), s'ils réclament notre assistance (...), si c'est dans l'intérêt de notre pays et de la stabilité de ses frontières (...), alors nous les assisterons ». Renouveau au passage l'offre, quelque peu contradictoire d'entrer, avec tous ses voisins dans des pactes de non-agression, le premier ministre s'est toutefois employé à sauver les dernières apparences. Le soutien déjà apporté par son gouvernement à tous les mouvements dissidents républicains « anticomunistes » du sous-continent n'a pas été directement confirmé.

PATRICIE CLAUDE.

EUROPE

Pologne

Une manifestation d'étudiants a eu lieu à Cracovie

Une nouvelle manifestation d'hostilité au régime, la quatrième en moins d'une semaine après celles de Varsovie, Gdansk et Wrocław, dimanche dernier, a eu lieu jeudi 17 février à Cracovie. Il s'agissait, cette fois-ci, d'une manifestation d'étudiants qui entendaient marquer le deuxième anniversaire de l'enregistrement de leur union indépendante, le N.Z.S., fondée du temps de Solidarité et dissoute peu après l'instauration de l'état de guerre.

Les églises étant désormais les seuls lieux de réunion possibles, c'est à la faveur d'un office commandé à l'église des Dominicains, leur paroisse, que les étudiants se sont rassemblés. Dans l'homélie qu'il prononce à la fin de la messe, le prêtre ne parle pas par allusion. « Il nous faut, dit-il, revenir à un passé très proche pour nous rappeler ces moments où, chez plusieurs d'entre vous, ont triomphé le courage et l'amour de la liberté. C'étaient des moments magnifiques d'unité avec la vérité et la liberté. De cette façon, vous avez donné — au prix de douloureuses conséquences — la preuve de votre véritable foi de chrétiens ».

R.F.A.

ARRESTATION D'UN IMPORTANT AGENT SOVIÉTIQUE

Après plusieurs mois de filature, les services du contre-espionnage ouest-allemand ont arrêté jeudi 17 février, devant la cathédrale de Cologne, M. Batachev, membre de la mission commerciale soviétique (qui compte quatre-vingt-cinq membres), a annoncé un porte-parole du ministère de l'Intérieur. Il s'agit d'un important agent du K.G.B. peut-être même du chef de l'ensemble du réseau d'espionnage soviétique en République fédérale.

M. Batachev ne bénéficiant pas de l'immunité diplomatique, il a été possible de le placer en garde à vue jusqu'à ce que son inculpation lui soit notifiée par un magistrat instructeur, a précisé ce porte-parole.

Il a reconnu que cette affaire d'espionnage concernait le domaine de l'électronique et a confirmé que M. Batachev avait été interpellé en flagrant délit. Mais il s'est refusé à confirmer les informations publiées par le quotidien Bild, selon lesquelles l'homme avait été arrêté au moment où un Allemand de l'Ouest lui remettait des documents sur un appareil de cryptage employé par les services de renseignement de R.F.A. — (Reuter, U.P.I.)

Pour cela, toute la population, jeunes et vieux, doit vous marquer sa reconnaissance afin que le compromis ne s'impose jamais à votre esprit. — Ce sont, conclut-il, les vœux de vos directeurs de conscience pour cette messe anniversaire qui est la vôtre et la nôtre ».

Après ce sermon, qui tranche sur la prudence des déclarations du cardinal primate et d'autres ecclésiastiques, un cortège de mille à deux mille personnes défile autour de la vieille ville. Pendant une heure environ, les manifestants vont scander, sans que la police intervienne : « Libérez les prisonniers politiques ! », « Les nouveaux syndicats au cimetière ! », « A bas le régime ! », « A bas Jaruzelski ! ». On applaudit aussi longuement les noms de M. Walesa, du syndicat dissous, et aussi de la Confédération de la Pologne indépendante (K.P.N.), dont les dirigeants, détenus comme ceux du KOR, ont déjà été condamnés.

Au coin du Collegium Novum, l'un des bâtiments gothiques de l'ancienne université jésuitarde, le cortège s'arrête une dizaine de minutes pour entonner des hymnes patriotiques et religieuses devant une plaque fraîchement posée au pied d'une statue de Copernic. On y lit une citation d'un poète du début du siècle, de l'époque où la Pologne était occupée par la Russie, la Prusse et l'Autriche : « Donnez-nous confiance dans notre force et donnez-nous, vivante, notre Pologne ». Suit cette signature : « Mouvement universitaire de résistance, N.Z.S., 17.01.1981-17.02.1983 ».

Peu avant vingt heures, alors que la milice prend position et lance par haut-parleurs un ordre de dispersion, la manifestation prend fin.

Le procès de Radio-Solidarité

Quelques heures auparavant, le tribunal militaire de Varsovie avait rendu son verdict dans le procès des animateurs de Radio-Solidarité dont les émissions avaient commencé quelques mois après l'instauration de l'état de guerre, à l'initiative de militants réfugiés dans la clandestinité. Le principal d'entre eux, M. Zbigniew Romaszewski, ancien membre du KOR et de la commission nationale de Solidarité, contre lequel le procureur avait requis huit années de détention, a été condamné à quatre ans et demi. Sa femme, Zofia, s'est vu infliger trois ans de détention. Les autres peines sont : deux ans et demi pour un chauffeur d'usine, M. Marek Rasinski ; deux ans pour un technicien en électronique, M. Dariusz Rutkowski ; un an et demi pour M. Jacek Bak, un bibliothécaire ; sept mois pour M^{me} Anna Owczarska, employée, et un an et demi avec sursis pour M^{me} Irena Rasinska, caissière dans une pharmacie, et M. Zbigniew Pietrzak, reporter photographe. Le procès, officiellement public, s'est déroulé en l'absence des correspondants étrangers pour lesquels il n'y avait pas de place dans la salle d'audience.

L'un des pionniers du mouvement pour la création de syndicats libres en Pologne, M. Kazimierz Switon, dont le rôle a été relativement effacé du temps de Solidarité mais qui bénéficie d'une grande notoriété dans son pays, vient de lancer un appel au général Jaruzelski pour que le pape puisse se rendre en Silésie lors de son voyage dans sa patrie, prévu pour le 18 juin prochain. Dans sa lettre ouverte, déposée jeudi au siège du conseil des ministres, et dont copie est parvenue à la presse étrangère, M. Switon rappelle tout d'abord que Jean-Paul II a accepté avec « une grande joie » l'invitation à se rendre en Silésie qu'il lui avait remise, au nom des mineurs, en janvier 1981, comme membre de la délégation de Solidarité reçue alors au Vatican. Affirmant ensuite que les autorités, tout comme en 1979, refuseraient d'envisager cette étape au cœur du pays minier, il en conclut qu'« en employant les mêmes méthodes que l'équipe compromise de Gierk (...) le gouvernement ne prend en compte ni les droits, ni les besoins spirituels du monde du travail silésien ».

Qualifiant cette attitude de « tentative de provocation » et demandant au général Jaruzelski si le pouvoir souhaite que le sang coule à nouveau, M. Switon poursuit : « Je vous déclare (...) que la mort des mineurs de la mine Wujek n'a pas brisé le moral des Silésiens ni arrêté par la terreur leur combat pour une représentation syndicale indépendante », mais n'a « qu'engendré la haine à l'égard des autorités ».

Écrivant ensuite que la tension actuelle ne pourrait être désamorcée que par la venue de Jean-Paul II et que sa visite devrait être précédée par une amnistie générale, M. Switon conclut : « Je suis convaincu que mon appel sera appuyé par des milliers d'ouvriers qui vous envoient des lettres semblables. J'attends une réponse, même si ce doit être sous la forme d'un mandat d'arrestation ».

ASIE

Inde

Plus de vingt morts en Assam pour le deuxième jour de scrutin

La deuxième journée du scrutin pour l'élection de l'Assemblée législative régionale dans l'Etat d'Assam, qui avait lieu jeudi 17 février, a été marquée par de nouvelles violences. D'après les informations fragmentaires parvenues dans la capitale de l'Etat, Gauhati, ou à New-Delhi, au moins vingt-deux personnes ont été tuées, dont huit au cours de bagarres dans le district de Darrang, où cent cinquante villageois autochtones avaient été massacrés à la fin de la semaine dernière par des immigrants népalais et des membres de tribus locales.

Selon les premières estimations officielles, 30 à 40 % seulement des électeurs appelés à voter jeudi ont participé au scrutin.

Les circonstances dans lesquelles des membres des forces de l'ordre fédéral — six, selon l'agence indienne P.T.I. — et non quatre comme annoncé précédemment (le Monde du 18 février) — ont été tués par des policiers locaux restent encore obscures. L'incident, qui s'est produit dans le district de Goalpara, est qualifié de « méprise » par la police de l'Etat. D'après certaines informations, la fusillade aurait fait également neuf blessés, et les deux forces en présence n'auraient déposé les armes que vingt-quatre heures après les premiers coups de feu.

A New-Delhi, le premier ministre, M^{re} Gandhi, a refusé d'ajourner la troisième journée du scrutin prévue pour dimanche en Assam. L'opposition conservatrice, à laquelle s'est joint le parti autonomiste Sikh, a décidé de boycotter vendredi la séance d'ouverture de la session budgétaire du Parlement et le discours de rentrée du président de l'Union indienne.

A l'autre extrémité du pays, dans l'Etat méridional du Karnataka, de violents incidents se sont produits à Bellary, où la foule a attaqué un commissariat, dont elle accusait les policiers d'être impliqués dans le viol d'une jeune fille de seize ans. Les policiers ont ouvert le feu. On compterait sept morts et plusieurs dizaines de blessés. — (A.F.P., Reuter, A.P.)

DENTIFRICE
LIC. MARK ALLEN
COSUSA
Kontrol
POUDRE USAGE QUOTIDIEN
PÂTES : à la menthe et au salicylate
Vente exclusive en pharmacie

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél : 326-51-09

L'Irish Moon du Prince de Galles :
à découvrir très rapidement.
Roger et son équipe au bar, à 18 h : Daniel Kandyoti au piano.
Hôtel Prince de Galles (un hôtel Inter-Continental) 33, avenue George-V Paris-8

ROVER 2000



9 cv, 5 portes, boîte mécanique 5 vitesses, direction assistée, sièges en velours de nylon, appuie-tête avant, siège arrière rabattable, lave essuie-glace arrière, montre à affichage digital, compte-tours, pré-équipement radio, feux arrière de brouillard.

Consommation pour 100 km :
6,6 L à 90 km/h, 8,6 L à 120 km/h, 11,8 L en parcours urbain (normes UTAC).

Modèle 83. Prix clés en main au 1/1/83.
Financement Leyland Crédit/Leyland Leasing.

ROVER Pense **Casini**

Paris 5^e - Gde Latine - 196, rue St-Jacques - 325 88 10
Paris 8^e - Gde St-Sulpice - 11/13, rue Lobou - 328 04 09
Paris 11^e - Gde d'Aligre - 86, rue Beaumarchais - 700 49 50
Paris 12^e - Gde d'Aligre - 23, rue Beaumarchais - 343 55 00
Paris 14^e - Ets Boulard - 29 bis, rue Boulard - 322 35 50
Paris 15^e - Ets Potiche - 55, rue Fondary - 579 81 51
Paris 16^e - Franco Britannic - 21, avenue Kleber - 500 85 19
Paris 17^e - Gde Victor Hugo - 62, rue St-Dider - 553 88 00
Paris 17^e - Gde de l'Arc de Triomphe - 30, rue de l'Arc - 380 53 11
Paris 17^e - Gde Boursault - 11, rue Boursault - 253 65 65
Paris 17^e - Gde Sarce - 53, avenue de St-Denis - 228 30 70
Paris 17^e - Ets J. Savoye - 237, Bd Pereire - 574 82 80
Paris 18^e - Gde St-Jacques - 42, quai de la Loire - 607 15 03

77 Seine-et-Marne
Brie-Comte-Robert - Brie Autos - 46, rue du Gal Leclerc - 405 70 48
Fontainebleau - Gde St-Antoine - 111, rue de France - 422 31 88

78 Yvelines
Châteaufort - Gde Phéol - 8, place M. Berteaux - 562 11 28
Marmonville-La Motte - Gde de la Motte - 38, bis rue de la Motte - 965 05 32
Montesson-Jouy - Magnanville Ets Dupire - Route de Dreux - 477 23 08
Maurepas - Ste Léger - 24, rue de Chevreuse - 050 04 83
St Germain-en-Laye - Gde Prieur - 69, rue Prieur - 873 09 31
Viroflay - Alva Prolet Versailles - 189, av. du Gal Leclerc - 054 06 16

91 Essonne
Corbeil-Essonnes - EAO - 94, Bd Jean Jaurès - 496 58 06
Stamennes - Gde St-Pierre - Route de Pithiviers - 494 90 00
Juvigny-sur-Orge - Auto Racing 91 - 4 bis, Avenue de la Cour de France - 921 55 20
Yverny - Essonne Auto - 1 rue de la gare - 948 71 02

92 Hauts-de-Seine
Boulogne-sur-Seine - Ste Garabedian - 77, avenue P. Grenier - 409 15 32
Châtillon-Malakoff - Gde de la Butte Rouge - 53, avenue de la Division Leclerc - 651 04 10
Clichy-la-Guye - A FIVA - 88, Bd de la Mission Marchand - 788 76 00
La Garenne - Ets Baral - 48, Bd de la République - 781 91 81
Levallois-Perret - Franco Britannic Autos - 25, av. P.V. Couturier - 757 90 24
Levallois-Perret - Gde Wilson - 116, avenue du Rd Wilson - 739 52 50
Malakoff - Autram 92 - 166, avenue P. Brossollette - 655 52 10
Nanterre - Houdayer Autos - 38, avenue Lemaire - 724 64 91
Neuilly-sur-Seine - S&S Ota - 110, avenue du Roule - 657 29 80

93 Seine-Saint-Denis
Aulnay-sous-Bois - C.T.A. - 10-14, rue J. P. Ponce - 966 60 08
Pantin - Gde O. Pavin - 55, avenue E. Vaillant - 845 27 37
St-Ouen - Gde André-Michel - 74, rue du Docteur Bauer - 252 20 68
Villetaneuse - Ets M. Prieur - 13 bis, avenue Galien - 528 31 11
Centre Commercial Rosny 2 - Porte 3 - 528 47 10

94 Val-de-Marne
Aillyville - Ets Lesieur - 173, rue Veron - 375 16 98
Ivry-sur-Seine - Verdun Autos - 33, avenue de Verdun - 672 13 45
La Varenne-St-Hilaire - Newcars - 4, avenue du Chêne - 883 15 68
Le Perreux - SETA - 82, Bd d'Alsace-Lorraine - 324 41 35
Nogent-sur-Marne - Nogent Autos - 44, Grand-Rue 'n de Gaule - 873 68 90
St Maurice - St Maurice Autos - 25 bis, avenue de la Vierge - 893 08 68
Vincennes - Gde Parcuz - 18, avenue de Paris - 328 64 50

95 Val d'Oise
Argenteuil - Select Autos - 198, Bd J. A. Lemaire - 960 70 74
Montmagny - Gde Clemenceau - 12, avenue G. Clemenceau - 964 21 93
St-Ouen-l'Aumône - G.S.O.A. - 16, rue de Paris - 037 00 72

Le Monde

politique

1983 ÉLECTIONS MUNICIPALES

Y a-t-il des villes sans mémoire ?

Y a-t-il des villes sans mémoire ? Des villes où le taux de renouvellement de la population est tel qu'il est inutile, pour un maire sortant, de se préoccuper de son bilan. Inutile ou tout au moins inefficace car une partie importante de la population, n'ayant pas connu la situation qui prévalait avant l'accès au pouvoir municipal du maire, n'est pas à même d'apprécier le travail accompli.

Orléans semble entrer dans cette catégorie, notamment de par le poids électoral d'Orléans-La Source. Grenoble a également connu un boule-

versement de sa structure démographique et sociologique, notamment à partir de 1968.

Mais les difficultés économiques rencontrées depuis 1975, associées à une pénurie de logements dans la ville de Grenoble, due notamment au fléchissement très fort de la construction, ont eu pour conséquence de figer la situation telle qu'elle se présentait à la veille des élections de 1977.

Le dernier recensement, nous indique notre correspondant Claude Francillon, montre que la

population grenobloise a diminué d'environ cinq mille habitants pour atteindre cent cinquante-cinq mille personnes, et qu'elle n'a pas échappé au phénomène général de vieillissement des villes-centres enregistrés en France.

Paradoxalement, la baisse de la population et son vieillissement ont été accompagnés d'une montée des effectifs scolaires dans les écoles maternelles et primaires, preuve qu'une population relativement jeune est revenue dans le centre-ville.

Des mouvements de population se sont également produits entre 1975 et 1980 au cours de la

ville, dus notamment à la politique de rénovation et de réhabilitation des quartiers anciens. La population qui y résidait a été, en effet, temporairement déplacée, mais ce phénomène, qui portait sur cinq à six cents logements, n'a pas eu d'influence marquante sur la structure générale de la population grenobloise.

A la mairie de Grenoble, on dénonce « les manœuvres récentes de la droite » tendant à encourager les commerçants, qui habitent généralement les communes périphériques de Grenoble, à s'inscrire sur les listes électorales grenobloises. Mais ce phénomène reste toutefois marginal.

GRENOBLE : une O.P.A. de la chambre de commerce

De notre envoyé spécial

Grenoble. — Deux villes et deux listes : droite et gauche. Deux hommes : M. Alain Carignon (R.P.R.) et M. Hubert Dubedout (P.S.) (1). Deux mondes : le vaste front du refus et le « peuple de gauche ». Deux bâtiments : la vieille chambre de commerce et d'industrie et la rutilante mairie. Deux programmes. Deux écologies. Deux générations. Deux slogans : « un dynamisme qui ne doit pas s'arrêter » (c'est la gauche qui parle) et « un nouvel élan pour Grenoble » (c'est la droite qui le dit).

Pour une seule ville, c'est trop. A moins que Grenoble, derrière son image rassurée de ville moderne, ses allures de vitrine exemplaire, sa façade moderniste, technicienne, « deuxième gauche », ne fasse partie de ces mythes qui simplifient l'analyse des visages pressés, au point de leur brouiller la vue. A moins que, derrière cette ville agréable, coquette, rayonnante, ne se cache, tapie dans les nostalgies, l'odeur des intérêts catégoriels, une population de « petits Blancs » effarés par la modernité, rendus méfiants par les immigrants (les Maghrébins ou les ingénieurs sans attaches...), crispés sur leur centre éternel traversé d'autobus, rétifs au « changement ». Renfort utile d'une droite moderne qui se donne, ici, des airs de gauche.

Une jeune droite pour la reconquête. Qui aurait cru, quand il devint maire, en 1965, que M. Dubedout, l'ancien officier de marine, ingénieur « importé » à Gre-

avait battu M. Dubedout aux cantonales précédentes. En 1977, M. Carignon est dans la liste de la majorité d'alors. En 1978 et 1981, il est battu aux législatives par le maire de Grenoble.

M. Carignon est plutôt agréable de rapports, dit M. Dubedout. Au point que, dans l'entourage du maire, on n'hésite pas à présenter le jeune R.P.R. comme « la caution de gauche de sa propre liste ».

Le patronat contre le maire

C'est qu'elle fait problème cette liste. L'intérêt la considère comme « la plus représentative du tissu grenoblois que l'opposition ait jamais présentée ici ». « Pas du tout », répond-on à gauche, c'est la plus réactionnaire qui nous ait été opposée depuis 1963. Et M. Dubedout affirme qu'elle traduit « une O.P.A. de la chambre de commerce sur la mairie ». Faisons le compte. Tête de liste : Alain Carignon, directeur général adjoint de la chambre de commerce ; numéro deux : Pierre Gascon, ancien président de ladite chambre ; numéro huit : René Michal, président en exercice ; numéro douze : Jean Folco, avocat, qui est à conseiller la chambre de commerce ; numéro vingt-deux : Christian Gauduel, vice-président. Ajoutez le numéro quinze : Robert Mozier, président de la chambre des métiers. Et le directeur de la campagne, M. Denis Boazy, respon-

C'est le grief majeur que la droite fait ici à la gauche. Celle-ci se serait « coupée » depuis quelques années des agents économiques, elle n'aurait pas « joué le jeu de la concertation ». Comment, résumet-on, favoriser l'emploi en brimant les employeurs ? Comment les encourager à être inventifs, hardis, si l'on fait passer sur eux une pression fiscale exceptionnelle ? Défendre l'emploi, dit M. Michal, c'est défendre les entreprises et le « socialisme » est mal placé pour cela. Et puis, glisse M. Michal, dix-huit ans de Dubedout, ça commence à bien faire. M. Carignon a axé sa campagne sur la « dégradation des relations entre Hubert Dubedout et le patronat ».

Tout le patronat ? La gauche le conteste. Elle fait valoir que la chambre de commerce, ce sont les petits patrons locaux, essentiellement des commerçants — mais que la réalité du pouvoir patronal est ailleurs que dans cette institution « néo-poujadiste ». Et il est vrai que les grands centres de décision, qu'il s'agisse de Neyprie, de Hewlett-Packard, de P.U.K., de Rhône-Poulenc et de tant d'autres sont loin du Dauphiné. On se console aisément, à gauche, de cette montée au créneau du petit patron (largement représenté sur la liste Carignon), car elle facilite, par contre-coup, selon un responsable socialiste, « la mobilisation de la gauche, qui avait bien besoin d'être réveillée ».

M. Dubedout a une autre approche de l'emploi. Il constate que « les jeunes au chômage sont des jeunes non formés », tandis que, chaque jour, « des patrons se plaignent de ne pas trouver les techniciens dont ils ont besoin pour leurs industries de pointe ». Il engage donc une action en aval avec un programme de rénovation des enseignements professionnels locaux. M. Carignon, lui, annonce que, s'il est élu, il créera un conseil de valorisation de l'économie grenobloise, pour réconcilier les créateurs d'emploi et leur ville.

Palier fiscal

Sur fond de crise, chacun s'adapte. La gauche, interpellée sur le poids des impôts locaux, admet qu'un « palier » est nécessaire. Bien équipée, Grenoble a profité à temps — après les Jeux olympiques d'hiver de 1968 — d'emprunts à des taux intéressants. Avec ce que l'on a, dit M. Dubedout, on peut faire mieux sans dépenser plus d'argent. « Il faut donner un coup de frein à la fiscalité locale », dit M. Jean Giard (P.C.), adjoint aux finances, qui signale que le taux d'endettement du budget de la ville est passé de 13,9 % en 1977 à 10,7 % en 1983.

Va pour cette rigueur-là. Mais la droite trouve qu'on en a trop fait. Dans le domaine des emplois communaux, par exemple. « Ils ont, affirme M. Michal, été multipliés par quatre depuis 1963. Et on insiste sur les quatre cents emplois créés par la ville après la signature, en juillet 1982, d'un contrat de solidarité prévoyant le passage aux trente-cinq heures. « Nous ne reviendrons pas là-dessus », dit M. Carignon, mais nous nous engageons à ce que, d'ici à la fin de notre mandat, la pression fiscale soit ramenée à la moyenne nationale ».

« Écoles » en renfort

Fiscalité, emploi, logements. Dans ces trois domaines, on guerroyait gentiment devant des auditoires, nous l'avons constaté, où les préoccupations sont plus terre-à-terre que celles des élus. Des auditoires qui se passionnent pour le projet de tramway. M. Dubedout est pour. M. Carignon aussi, mais, dans sa liste, tout le monde n'est pas d'accord, aussi propose-t-il un référendum local pour tourner la difficulté. Des auditoires qui s'inquiètent de la manière dont la ville rachète à bas prix — pour les « réhabiliter » — des logements anciens, quasiment inhabitables, une opération exemplaire mais discutée.

Changer la ville sans la détruire, sans détruire l'homme. C'est le credo des écologistes au sens large. Ils sont de deux sortes ici, et très

ORLÉANS : « digérer » la croissance

De notre correspondant

Orléans. — On se demande à Orléans qui a bien pu inspirer au maire de la ville, M. Jacques Doufflaques (U.D.F.-P.R.), une affiche électorale aussi peu électoraliste. On voit la silhouette du maire se détacher au-dessus des toits de la vieille ville, dominée par la cathédrale, sur un fond de ciel aux couleurs sombres, qui évoquent davantage le crépuscule que l'aube d'un nouveau mandat. La référence au vieux Orléans — certes nécessaire, puisque c'est là que sont rassemblés tous les centres de décision — n'est pas des plus habiles. Au-delà du fleuve, Orléans-La Source, quartier nouveau, avec son campus, ses monuments déjà, symbolise un autre Orléans.

Pendant vingt ans, entre 1958 et 1978, Orléans et son agglomération ont bénéficié du grand courant de décentralisation des activités de la région parisienne. L'agglomération a presque doublé en population, passant de 140 000 à 250 000 habitants, la ville elle-même, à l'étrémité dans ses limites, progressant de 80 000 à près de 105 000 habitants : les activités étant des plus diversifiées, la ville a mieux résisté à la crise.

M. Doufflaques, tout comme M. Jean-Pierre Sueur, député socialiste et tête de liste de la gauche, est un nouvel arrivant. Ce sont les hasards d'une carrière administrative (après l'ENA, la Cour des comptes et la Préfecture) qui l'ont fixé à Orléans. Encouragé, d'ailleurs, par un préfet en poste à Orléans, M. Doufflaques a vite franchi le Rubicon : député en 1978, conseiller général en 1979, le voilà maire en 1980, après être entré au conseil municipal, en 1978, à la suite d'une élection partielle provoquée par le décès de René Thinat (radical), maire depuis 1971 et réélu en 1977 à la tête d'une coalition modérée. M. Doufflaques s'est installé dans le fauteuil de maire à nouveau rendu vacant, en 1980, par le décès de Gaston Gelloux (R.P.R.), qui avait succédé à René Thinat.

A l'inverse de ses prédécesseurs, comme Roger Secrétain ou René Thinat, aux allures un peu gaulliennes, qui s'identifiaient à la ville et à ses traditions, M. Doufflaques a adopté un style plus direct, plus ouvert, et a profité de sa jeunesse (il a quarante-et-un ans). Le changement est plus profond : à des édules inspirés par Alain ou Péguy, a succédé un homme qui a fréquenté le Club de l'Hortologie. La mairie, elle-même, a fait peu neuve. Elle est

devenue plus proche de ses habitants.

M. Doufflaques a des atouts dans cette campagne. La ville a fait un important effort d'équipement dans les domaines scolaire et social. Il peut tirer parti des réalisations décidées sous ses prédécesseurs (une nouvelle mairie, un nouveau musée). Il a un avantage non négligeable aussi, c'est de pouvoir se désolidariser de ses prédécesseurs — il n'est maire que depuis 1980 — lorsque les projets ou les réalisations sont contestables. Depuis quinze jours, le maire tire abondamment profit d'une enquête d'un hebdomadaire classant Orléans « troisième meilleure ville de France ».

En revanche, le maire d'Orléans a sa route parsemée de cailloux. Il a vu se constituer à côté de lui — on peut le dire — une liste suscitée par M. Henri Duvallet, ancien ministre du général De Gaulle. La famille gaulliste est en pleine discordie : certains militants du R.P.R. se retrouveront sur les deux listes de l'opposi-

DÉSUNION À GAUCHE DANS LE LOIRET

Les négociations entre socialistes et communistes pour la constitution de listes d'union ont abouti à un constat d'échec dans plusieurs communes, et notamment à Montargis. Le maire sortant communiste, M. Max Dubois, affirmait que M. Claude Dupont, P.S., premier adjoint sortant, et président du district urbain, qui avait devancé le candidat du P.C. lors des élections législatives de 1981.

D'autres primaires à gauche devraient avoir lieu — sauf accord de dernière heure — à Fleury-lès-Aubrais et à Châteauneuf-sur-Loire, deux communes où les maires sont communistes, ainsi qu'à Amilly et à Saint-Jean-de-la-Ruelle, où les maires sortants sont socialistes.

En outre, M. Doufflaques a eu beaucoup de mal à constituer sa propre liste. Comme d'autres villes, Orléans a ses « affaires » et ses petits scandales : à l'autisme dernier M. Roger Rollin, adjoint au maire, chargé des travaux, s'est vu notifier par le parquet de Versailles une inculpation pour « ingérence ». Agent immobilier, il aurait vendu des logements construits par une société d'économie mixte dont il était l'administrateur pour le compte de la ville. Un autre adjoint, M. Robert Rolando, partant certain — et en bonne place — il y a encore quelques semaines sur la liste de M. Doufflaques, a été mis en cause. La société de services dont il est le P.-D.G. aurait bénéficié indirectement d'un marché de la ville. Dernière affaire en date : pour des fausses factures, M. Jacqueline Fourmignat, commerçante en épicerie fine, conseillère municipale, chargée des sports, vient d'être inculpée de faux en écritures et de complicité d'abus de biens sociaux.

La gauche se montre discrète sur ces affaires et préfère parler de gestion municipale et d'urbanisme. Elle insiste sur les « points faibles », selon elle, de M. Doufflaques : la circulation, les voies piétonnes, l'équipement des quartiers populaires et la démocratie municipale. L'adversaire de M. Doufflaques, M. Jean-Pierre Sueur, député socialiste rocardien, enseignant en linguistique, a aussi le privilège de la jeunesse (trente-cinq ans). Il a battu M. Doufflaques pour sa première « sortie » politique en juin 1981 et n'a pas cessé depuis d'occuper le terrain, sillonnant sa circonscription en tous sens, sachant mettre en avant son travail parlementaire avec un sens du contact certain. Il est surtout épaulé par M. Michel de la Fourrière, proche de M. Rocard, membre du secrétariat national du parti socialiste chargé des droits de l'homme, en seconde position sur la liste, qui, avec ses amis du Groupe d'action municipale, peaufine depuis des années un projet urbain avec des idées neuves pour la ville. « D'abord digérer la croissance », affirme M. de la Fourrière « ensuite réconcilier la ville avec son histoire ».

RÉGIS GUYOTAT.

Téléphonez-moi

De notre envoyé spécial

Grenoble. — « Une campagne à gros budget. » « Non, dit M. Carignon, une campagne dynamique de militants. » Voyante, en tout cas. Affiches sur des emplacements retenus de longue date, « colleurs » impérialistes, riches plaquettes sur le « programme » diffusées dans les quatre-vingt mille boîtes à lettres de Grenoble. La routine ? Pas tout à fait. M. Carignon a fait appel à des spécialistes de la communication. Ils insistent sur son image d'« homme de cœur », qu'ils veulent opposer à celle de M. Dubedout, présenté comme un « technocrate » qui n'est peu à peu coupé des réalités.

C'est de bonne guerre. Ce qui l'est moins, c'est la vaste campagne téléphonique lancée à Grenoble, à partir du siège du P.R. Pendant un mois, du 18 janvier au 15 février, vingt personnes, des femmes, recrutées pour une agence lyonnaise de marketing par une société grenobloise de travail temporaire, se seront relayées pour appeler les grenoblois, au hasard de l'annuaire. L'animatrice de l'opération, une

jeune étudiante de l'Ecole supérieure de commerce de Paris, estime à cinq mille le nombre des personnes touchées. C'est un minimum.

Coûteuse opération et, selon la gauche, douteuse. Au bout du fil, les électeurs n'auront pas eu connaissance du questionnaire nominal que les « collaboratrices » de M. Carignon auront rempli pendant les conversations. Et, notamment, de la dernière partie de ses fiches conçues aux « intentions de vote ». « Illégal et scandaleux », dit-on à la mairie, où l'on a décidé de saisir la Commission informatique et libertés.

« Nulle crainte à avoir », répond-on, gêné, dans l'entourage de M. Carignon : le plus part des fiches remplies ne comportent aucune réponse à cette question, car nous y avons peu répondu. « Quelques Grenoble ont toutefois l'intention de demander qu'on leur communique la fiche indiscrette les concernant. — Br. F.

noble, créateur du Groupe d'action municipale (GAM), présenté comme apolitique jusqu'à son adhésion au parti socialiste (en 1974), ferait un jour figure de vieux routier de la politique face à la droite grenobloise ?

Qui aurait cru que ce ministre « rentré » de 1981 (futur ministre s'il est réélu, dit-on ici, ça se discute rien...), qui aurait cru qu'il aurait à mener sa plus dure campagne — et la plus incertaine — dix-huit ans plus tard, face à un jeune freluquet R.P.R., de vingt-six ans son cadet ?

En 1965, M. Carignon, âgé de seize ans, était au lycée. « Nous avons, dit M. Dubedout, exactement le même âge politique, puisque Alain Carignon a quitté le lycée pour faire de la politique et n'a jamais fait que cela, son poste à la chambre de commerce lui servait de couverture. » C'est un peu vrai. En 1971, à vingt-deux ans, il est déjà délégué de l'Union des jeunes pour le progrès (U.J.P.) de la région Rhône-Alpes, tandis que M. Dubedout commence son deuxième mandat de maire. En 1973, première « rencontre » : le jeune homme est suppléant du député U.D.R. sortant « sorti » par M. Dubedout. En 1976, à vingt-sept ans, il prend pied, sous les couleurs du R.P.R., au conseil général de l'Isère, battant... un ancien gaulliste passé au P.S. et qui

sable de la documentation à la chambre de commerce.

Alors, le patronat contre le maire ? A visage découvert ? « C'est un mélange dangereux des genres », dit M. Yves Cuny (P.S.), l'homme qui monte à gauche puisque ce mitrandiste sera le premier adjoint de M. Dubedout en cas de succès. « Le risque est grand de voir privilégier les intérêts à court terme d'une catégorie socio-économique. » M. Carignon n'a pas bon de sa liste : « La chambre de commerce, ce n'est pas notre problème. C'est au maire que ça pose un problème. Je serais maire, le président de la chambre de commerce serait candidat contre moi, je me dirais que j'ai mal fait mon travail. »

La polémique va bon train. En réponse à M. Dubedout, le président de la chambre de commerce, M. René Michal, boulanger dynamique et matinal, a fait diffuser dans toutes les boîtes aux lettres un texte dénonçant les « attaques grossières » du maire, décernant à son employé, M. Carignon, un certificat de bonne conduite. « Je suis, écrit-il, à Grenoble depuis plus de cinquante ans et à la tête de mon commerce depuis 1957 (...). Comment M. Dubedout peut-il prétendre résoudre les difficultés des grenoblois sans associer les acteurs de la vie économique ? »

1983 ÉLECTIONS MUNICIPALES

La découverte d'un engin explosif à la mairie envenime la polémique à Marseille

Un engin explosif a été découvert, jeudi matin 17 février, dans un local jouxtant la salle des commissions de la mairie de Marseille. Selon communiqué du ministère de l'intérieur, cet engin était composé d'une masse explosive de 100 grammes, type N-40, (explosif civil utilisé dans les carrières) - d'un détecteur pyrotechnique et d'un système d'allumage électrique ajoute : « L'endroit où l'objet a été découvert est parfaitement invisible depuis la salle des commissions, mais a été visité par les artificiers lors des visites de sécurité, les 8 et 11 novembre 1982. L'état de l'engin, notamment l'absence de poussière, ne permet pas de conclure qu'il est destiné à cet endroit relativement récemment. Sa position accrédite l'hypothèse qu'il a été posé depuis la voie publique par la fenêtre, munie de barreaux, mais qui ferme mal. Il faut à noter que le détecteur n'est pas sensible aux champs et non électrique ou chimique ».

Après cette tentative d'attentat, M. Gaston Defferre, qui n'était pas à Marseille, a déclaré: « Si cet engin avait explosé pendant une séance de commission ou à un moment où la salle était occupée, il y aurait eu des blessés et peut-être des morts. Est-ce un retour aux méthodes du SAC? Ou est-ce plus banalement l'effet incitatif sur des responsables des propos tenus par Chrax, Comiti, Santoni, Gaudin la semaine dernière, salle Valtier? » (1).

Le quotidien *le Soir*, édition de l'après-midi du *Provençal* (proche de M. Defferre), se demandait si « la violence qui caractérise actuellement la campagne de la droite pour les municipales [n'a pas] incité un ou des inconnus à commettre un acte inqualifiable et qui aurait pu se transformer en tragédie ».

Chef de file de l'opposition à Marseilles, M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, a expliqué :

LA CAMPAGNE A PARIS

M. Chirac : la France n'est pas soudainement devenue marxiste en 1981

Après le meeting qu'il a tenu jeudi 17 février dans le quatorzième arrondissement, à Montparnasse, M. Chirac n'encastra pas les reproches que lui avaient valus ses propos tenus deux jours auparavant à Montmartre (*le Monde* du 17 février). Le président du R.P.R. n'a attaqué sur le plan personnel aucun membre du gouvernement et n'a même pas répondu aux propos tenus par M. Defferre à son égard après la découverte d'un engin explosif à Marseille.

M. Chirac n'en a pas été moins sévère pour la majorité en démontrant tous les aspects de la politique gouvernementale. Il a notamment opposé les déclarations faites par M. Mauroy la veille sur le maintien du pouvoir d'achat avec la publication par l'INSEE de statistiques établissant que « le seul blocage de prix qui a été provoqué a entraîné une baisse de 0,5 % du pouvoir d'achat des familles » pour demander : « qui dit la vérité, qui a raison ? »

Je dis au gouvernement et au chef de l'Etat que dans le débat actuel on nous dit une vérité qu'on ne nous donne pas. Pour le maître de Paris, la constitution de la majorité est la seule vérité. Mais pour nous, il faut rappeler au gouvernement qu'en mai 1981 la France n'est pas devenue soudainement marxiste avec conviction.

Le programme municipal de M. Chitrac est fondé sur trois points : le bilan de la municipalité sortante est « substantiel et honnête », son projet est « ambitieux et réaliste », enfin l'unité de Paris doit être sauvegardée par l'élection de conseils

**M. PAUL QUILÈS VEUT CRÉER
UN SERVICE DE « PIÉTONS
MUNICIPAUX ».**

M. Paul Quilès, député socialiste du sixième arrondissement, candidat à la mairie de Paris, a déclaré jeudi 17 février : « Il faut assouplir et démultiplier les moyens d'échange entre les élus et leurs administrés. C'est notamment vrai en ce qui concerne tous ces problèmes de logement qui nous irritent à juste titre : c'est la plaque de rue qui manque, le réverbère étincelant, le trottoir défoncé. Parfois — plus grave — c'est l'accès pompier d'un immeuble régulièrement encombré de voitures et de poubelles. Ce dernier problème persiste parce qu'il est difficile de trouver la bonne porte où frapper et l'interlocuteur vraiment responsable. » M. Quilès propose, s'il est élu, de créer à Paris « un service de pionsniers municipaux », dont le rôle serait d'effectuer des tournées dans les rues pour déceler les anomalies et les signaler au service compétent.

moindre élément d'enquête, d'imputer la responsabilité d'un tel acte à ses adversaires politiques, le ministre de l'intérieur fait plus que perdre une nouvelle fois son sang-froid. Par un tel procédé, il déshonore la démocratie. Depuis plusieurs semaines déjà, je mène, à Marseille, une campagne municipale dont la dignité et la sérénité contrastent avec l'agressivité de celle conduite par M. Durrant. J'ai même dans son journal, (...) Aussi l'exige que toute la lumière soit faite sur cette affaire et par la police et par la justice. (...) Les propos du maire sortant étant totalement inacceptables, je l'attaque en diffamation devant le tribunal correctionnel de Marseille. »

M. Gaudin, interrogé vendredi matin 18 février sur un micro d'Europe 1, n'a pas confirmé son intention d'attaquer en Justice le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation. Après avoir qualifié de « gâchis » les attaques de M. Defferre, M. Gaudin, pour qui cette affaire est « un pétard mouillé du 14 Juillet », a rappelé qu'à la veille des élections cantonales de mars 1982 M. Defferre avait été condamné en correctionnelle pour « les propos scandaleux » qu'il avait tenus sur MM. Pons et Pagnia.

Le maire de Marseille, quant à lui, nous a déclaré, vendredi matin : « C'est très sérieux. Si cela était arrivé à l'opposition, nous aurions entendu des cris et des hurlements. »

(1) Le maire de Marseille évoque les propos tenus samedi 12 février par M. Chirac. Ce dernier avait notamment accusé M. Defferre de « triquer les scrutins » et s'était demandé comment on pouvait faire confiance « à un homme dont on s'aperçoit tout d'un coup que quarante de ses fonctionnaires [de la mairie] sont aujourd'hui à la prison des Baumettes ». M. Defferre avait répondu point par point dans un éditorial publié par le *Provençal* du mardi 15 février (*le Monde* des 15 et 16 février).

NE A PARIS

n'est pas soudainement liste en 1981

« Envoient M. Paul Quilès, il a déclaré : « Les quelques *Lad nous* sont faites sous volontiers irresponsables, souvent haineuses et tristement démagogiques. » Il a tenu à réfuter certaines accusations de son concurrent, notamment le fait qu'« un millier d'ateliers d'artisans ont été victimes de la rénovation, alors que la ville n'en a construit qu'une soixantaine » dans le quartier arrondissement. Selon M. Chirac, en réalité, cinquante ateliers ont été détruits, et cinquante autres ont été reconstruits, cinq autres étant en cours... »

A propos du statut, il a dit qu'il n'avait pas l'intention de sacrifier « l'efficacité de l'action au chaos des comités qui diluent les responsabilités, brisent les efforts, engendrent des palabres sans fin et coûtent toujours plus cher », évoquant aussi « les comités fantômes qui auront tendance à s'abandonner à la loi des minorités les plus agiles ».

M. Chirac avait été précédé à la tribune par le député communiste de la Seine-Maritime, Jacques Quatrebès. M. Jacques Joubon, candidat centriste de M. Quilès, avait lancé : *Les Parisiens ne voteront pas pour les mauvais candidats d'un mauvais gou-*

vernement qui mènent une campagne de minibiabisme et de marginalisme. » M. Yves Lanciai, député R.P.R. du Quatorzième, avait proclamé : « Notre objectif, c'est l'option zéro pour Paul Quilès. Le gouvernement veut nous faire payer les conséquences de ses incompétences. » Enfin, M. de La Malène, sénateur, premier adjoint au maire, tîze de liste dans ces arrondissements, avait demandé, après avoir ironisé sur le verbiage de M. de Quilès : « Pour gérer la capitale, sans deux millions deux cent mille habitants et son budget de 15 milliards, on nous annonce quoi ? La convivialité : on nous prépare quoi ? Le pouvoir de l'imagination et tout cela on le fera comment ? Mais avec de la tendresse ! ».

ANDRÉ PASSERON.

**EXPRESSION
ORALE
&
MAÎTRISE
DE SOI**
*
documentation sans engagement
COURS LE FÉAL
☎ 387 25 00
30, rue des Dames Paris 17^{ème}

Dans la région Rhône-Alpes

**M. MAUROY : LE GOUVERNE-
MENT MÉRITE LES FÉLICI-
TATIONS DU JURY**

(De nos correspondants.)

Saint-Etienne. — M. Pierre Mauroy s'est rendu, jendi 17 février, dans la région Rhône-Alpes, où il a visité notamment Saint-Etienne, Bron, Villeurbanne et Villefranche-sur-Saône.

A Saint-Etienne, le premier ministre a inauguré un nouveau tronçon (3 kilomètres) du tramway. Le fils aîné du ministre, le transporteur, qui l'accompagnait, a servi : « Je ne dirai pas qu'à Saint-Etienne, le socialisme ça marche ça roule ! ». M. Mauroy a ajouté : « Et au gouvernement, ça roule aussi ! ». Dans l'allocution qu'il a prononcée à l'hôtel de ville, le premier ministre a évoqué MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Barre : « Je ne crois pas, a-t-il dit, que les Français qui viennent de renvoyer l'écurie ces trois cavaliers de malheur aient vraiment envie de les voir revenir... Quant à M. Jean Lecanuet, président du C.D.S., comme tous les redoublants, il se croit autorisé à chahuter dans les rangs et il réclame un maître d'école ». Le premier ministre a également noté l'opposition du gouvernement. Ses résultats, selon lui, « pourraient être meilleurs, mais les circonstances », il sont « excellents ». « On devrait lui voter les félicitations du jury », a estimé le premier ministre.

M. Mauroy a remarqué une nouvelle fois qu'il n'y a « *ni à changer de route ni à changer de rythme* », mais que si les circonstances l'exigent, « *c'est aux plus riches que seront demandés les plus grands sacrifices* ».

Au cours de ses étapes à Brou, puis à Villeurbanne (deux villes dirigées par des maires socialistes, MM. André Soussi et Charles Hernu (ministre de la défense), le premier ministre a négligé les thèmes d'intérêt local pour poursuivre une campagne très pédagogique sur le thème de la politique gouvernementale.

A. Bon, à l'hôtel de ville — dont l'accès a été interdit à M. Vincent Guittard, conseiller général U.D.F., — M. Mauroy a loué les « charmes » de la V^e République, « à commencer par celui de la stabilité », en réponse à ceux qui, dans l'opposition, souhaiteraient voir la majorité se démettre après les scrutins municipaux.

A propos du changement, le chef du gouvernement a estimé que le chiffre de deux millions de chômeurs était « une performance par rapport aux deux millions et demi que nous aurions eus si nous n'avions pas pris de mesures. »

Mémoires théoriques nationaux un peu plus tard à Villeurbanne, la ferveur populaire en plus. Le premier ministre a évoqué les récentes prises de position de MM. Valéry Giscard d'Estaing, Chirac et Barre : « Si les autres affichent des contre-vérités, M. Barre, lui, accepte les résultats du gouvernement. Mais c'en pour dire aussi : Sur le chômage il y a un truc, puisqu'il y a des contrats de solidarité. » « C'est vrai, M. Barre, a poursuivi M. Mauroy, il fallait les faire ces contrats quand vous étiez au pouvoir. » A propos des personnes qui exportent du capital, le premier ministre a déclaré : « Ça ne s'applique à ces mauvais citoyens, c'est d'être des Français qui veulent barrer l'avenir de la France ».

A Villefranche-sur-Saône où le maire socialiste, M. André Pontisou, est menacé par le député U.D.F., M. Francisque Perru, le chef du gouvernement a dû faire face à une manifestation de quelques centaines de personnes rassemblées à l'extérieur de la mairie à l'appel des partis de l'opposition. Sur leurs banderoles, deux slogans choc : « Non à la baisse du pouvoir d'achat » et « Non au massacre des entreprises ».

**PHILIPPE MEHNERT
et CLAUDE RÉGENT.**

● **Le P.S. et le P.S.U.** ont conclu, jeudi 10 février, un accord national pour la constitution de listes d'union aux élections municipales. Dans une déclaration commune, les deux partis indiquent qu'ils « feront ensorte, avec les autres forces de gauche et de progrès, que l'application de l'accord national (...) contribue à la confirmation et à la consolidation des municipalités de gauche, et aide à gagner d'autres villes, d'autres localités ».

Le P.S. et le P.S.U. - affirment leur volonté de voir se poursuivre et se développer la politique de changement, qui permet, dans une période difficile, le progrès social, le renouveau économique, l'élargissement des libertés ». Des listes d'union ont été formées dans 95 % des cas », précise-t-on au P.S.U.

AFFAIRES
extraordinaires!
du 18 au 28 février
Soldes
dans les magasins
FOURRURES DU NORD

115, 117, 119, rue La Fayette
PARIS 10^e
PRES GARE DU NORD

MANTEAUX

Rat d'Amérique	8 250 F	6 350 F
Murmel	4 350 F	3 450 F
Belette	6 450 F	5 250 F
Marmotte Canada	15 850 F	11 850 F
Zorinos	6 750 F	4 850 F
Castor rasé	11 750 F	8 250 F
Mouton doré	5 850 F	4 350 F
Renard bleu	11 850 F	8 750 F
Astrakan pleines peaux	5 450 F	4 250 F
Chevrette	3 650 F	2 850 F
Lapin façon Castor	2 450 F	1 850 F
Ragondin	8 750 F	6 850 F
Kid gris	3 850 F	2 750 F
Pahmi	6 850 F	5 350 F
Patte Astrakan col agneau Toscane	2 850 F	1 750 F
Vison dark	14 850 F	11 450 F
Vison dark allongé	18 350 F	14 250 F
Vison ranch	20 250 F	15 650 F
Vison pastel	22 350 F	17 250 F

VESTES

Lapin de Chine	480 F	370 F
Chevrette	2 350 F	1 650 F
Mouton doré	3 650 F	2 450 F
Murmel	3 250 F	2 650 F
Renard roux	10 500 F	7 850 F
Chacal	2 350 F	1 950 F
Chat d'Asie	1 650 F	1 250 F
Ragondin	5 450 F	3 950 F
Agneau Toscane	1 850 F	1 350 F
Renard lustré noir	4 350 F	3 250 F
Chevrette marron	1 650 F	1 250 F
Vison dark mille raies	8 650 F	6 850 F
Queue de Vison	4 850 F	3 450 F
Agneau Béarn	1 250 F	980 F

PELISSES

Intérieur flancs de Marmotte _____ **2 650 F** 1 850 F

CREDIT GRATUIT 12 MOIS

FOURRURES DU NORD

MAGASINS OUVERTS TOUS LES JOURS DE 9H. A 19H.
SANS INTERRUPTION SAUF LE DIMANCHE

Le Monde

société

Aucun étranger ne figure parmi les militants d'extrême droite arrêtés en Espagne

De notre correspondant

Madrid. — Les sept militants d'extrême droite arrêtés ces derniers jours à Barcelone et Valence sont-ils impliqués dans les attentats commis, en août et octobre 1980, à la gare de Bologne en Italie et à la synagogue de la rue Copernic, à Paris (le Monde 18 février) ? La presse espagnole l'affirme en donnant vendredi de nouvelles précisions. La discrétion reste, toutefois, de mise au ministère de l'Intérieur où l'on affirme que des arrestations supplémentaires n'étant pas à exclure, toute information préjudiciable pourrait porter préjudice à l'enquête en cours.

Le ministre de l'Intérieur, M. Barrio-Nuevo, n'en a pas moins donné le 17 février une importante précision : toutes les personnes arrêtées sont de nationalité espagnole, ce qui dément les rumeurs incluant parmi elles des Français et des Italiens. Elles sont accusées de délits de droit commun commis en Espagne, à préciser le ministre, mais maintenaient des liens étroits avec des milieux d'extrême droite étrangers. M. Barrio-Nuevo s'est refusé à confirmer ou démentir leur possible participation aux attentats de Bologne et à Paris.

Selon la presse de Madrid, l'identité de trois des personnes arrêtées serait maintenant connue. Outre M. Rafael Tormo, activiste d'extrême droite de Valence, dont le nom avait déjà été cité, figurent parmi elles M. Ernesto Milà Rodríguez et Luis García. Plusieurs organes de presse et la première chaîne de télévision émettent l'hypothèse que M. Milà Rodríguez pourrait être le fameux « homme à la moto » de l'attentat contre la synagogue.

Après un hold-up dans une bijouterie à Barcelone, en 1978, il s'était installé à Paris, où il avait travaillé au sein de la revue d'extrême droite *Confidentiel* avec deux autres militants connus, MM. Stefano Della Chise et Salvatore Francia. M. Milà Rodríguez avait auparavant appartenu en Espagne au petit parti national syndicaliste, puis à la formation Fuerza Nueva dont il avait été exclu en 1977. Il serait également lié avec le groupe ultra, italien, Noyaux armés révolutionnaires, qui avait revendiqué l'attentat de Bologne.

THIERRY MALINIAC.

Copernic : une piste douteuse

On il est à nouveau question d'une « piste espagnole » dans l'enquête sur les auteurs de l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic, à Paris... Ce pourrait être le titre d'un chapitre du roman-feuilleton que brodent certains à partir de l'explosion criminelle qui entraîna la mort de quatre personnes, le 3 octobre 1980. Littérature douteuse, parce qu'elle ne s'appuie sur rien.

A nouveau, en effet, des sources incontrolées, à Madrid et à Valence, à Paris aussi, avancent que certaines des personnes arrêtées en Espagne — MM. Ernesto Milà Rodríguez et Rafael Tormo Angosta, — sont impliquées dans l'attentat de la rue Copernic. Or ces personnes ont déjà été l'objet d'enquêtes minutieuses en France. Pour ne prendre que le cas de M. Milà Rodríguez, il fut arrêté le 22 juillet 1981 à Paris et interrogé durant deux jours sous la responsabilité de la Cour de sûreté de l'Etat. Celui qu'on disait être l'« homme à la moto » de la rue Copernic fut mis alors hors de cause. Les témoins ne le reconnurent pas. Son alibi se révéla bon. Un policier français résume aujourd'hui l'affaire : « La piste espagnole a été suivie et abandonnée. Toutes les perquisitions, toutes les vérifications, sont tombées à l'eau. Officiellement, la police espagnole nous a toujours indiqué que Milà Rodríguez n'était pas mêlé à Copernic ».

Pas plus qu'hier, la brigade criminelle, dirigée par le commissaire Gentil, n'entend toutefois écarter, a priori, une hypothèse. Même si de-

puis deux ans la police française a considérablement progressé dans sa connaissance du terrorisme international, même si cette connaissance rend de plus en plus indubitable une « piste palestinienne » envisagée sérieusement dès les premières semaines de l'enquête (le Monde du 4 avril 1981).

Ainsi les enquêteurs français savent-ils, d'après les informations d'un service secret occidental, que cinq hommes, partis de différentes villes du Proche-Orient, sont arrivés à Paris par avion dans des vols différents, ont commis l'attentat de la rue Copernic, puis sont repartis ensemble vers Beyrouth. Deux membres de cette équipe ont laissé à Paris des traces de leur passage, sous les noms d'emprunts d'Alexander Panadry et de Joseph Mathias. On sait aujourd'hui que leurs passeports chypriotes étaient des faux, fabriqués dans une officine au Liban. L'exploit qu'ils ont utilisé — la penthrite — avait déjà servi dans certains attentats en Europe, revendiqués par des militants arméniens. Selon divers renseignements, les auteurs de l'attentat appartenaient à un groupe palestinien marginal. Depuis qu'il n'est plus ministre de l'Intérieur, M. Christian Bonnet a publiquement confirmé l'existence de cette piste-là.

LAURENT GRELSAMER.

JUSTICE

Les évasions de François Besse

Lorsque François Besse s'était fait reprendre le 20 janvier 1982 en Espagne, des policiers, des détenus français, avaient laissé entendre que sa future prison, pas plus que les précédentes, ne pourrait retenir cet évadé célèbre.

Pari tenu, ou presque. François Besse s'est enfui, mercredi 16 février, en compagnie d'un détenu colombien, Alfonso Vargas, pendant son transfert de la prison d'Alcalá-de-Henares, proche de Madrid, au tribunal de la capitale espagnole (le Monde du 18 février). Il a su profiter d'une bousculade, peut-être préparée, pour être « miraculeusement », devant le tribunal, pour disparaître dans la foule, après avoir, selon la police, blessé son gardien. La réputation de ce malfaiteur français d'allure frêle, âgé de trente-huit ans, va sans doute se parer, dans les cellules, d'une gloire nouvelle. Sa course vers la liberté, le sixième en dix ans, fera rêver encore des détenus qui pensent à l'évasion sans jamais croire en leurs propres chances.

Spécialiste du hold-up, considéré comme un proche de Jacques Mesrine, François Besse prouve, une fois encore, qu'il est une exception dans le monde sans espoir des prisons. Il sait placer, mieux que d'autres, son énergie dans l'échappée, et son indécrottable optimisme lui a, jusqu'à présent, toujours réussi. En 1971, puis en 1974, à la prison de Gracignan (Gironde) ; en 1975, à celle de Fresnes. Le 8 mai 1978, il s'échappa avec Jacques Mesrine de la maison

d'arrêt de la Santé. Leur compagnon, Carman Rives, est tué par les policiers, au seuil du mur. Le 26 juillet 1979 encore, Besse s'enfuit du palais de justice de Bruxelles en prenant en otage un magistrat. Un complice avait placé un pistolet sous un banc du tribunal.

Il n'est pas, dans la clandestinité, plus prudent, plus avisé qu'un autre. Il a toujours été repéré. En 1974, après vingt-quatre heures de liberté, A. Valence (Espagne), en 1982, après un trafic un peu voyant de faux dollars, et alors qu'on le croyait en Inde, occupé à une autre vie. Mais François Besse porte loin le refus de la prison qu'il exprime, après lui, tant de jeunes malfaiteurs. De cette nouvelle génération, il a la violence, la peur de l'enfermement et une forte dose d'inconscience.

Dans le « milieu » criminel, il est aussi considéré comme un marginal, intelligent et solitaire. Ses amis, souvent, n'appartiennent pas à l'univers des « truands » mais lui sont, dit-on, d'une fidélité à toute épreuve. Une commission, un chauffeur de taxi, des prostituées, des parieurs belges, sa sœur Noëlle Besse, surtout, lui ont tout à tour porté secours dans les heures difficiles de l'incarcération. Pour rendre sa liberté à cet obéissant de l'évasion qui avait su forger leur tendresse, ils ont, parfois, payé eux-mêmes le prix d'un emprisonnement.

PHILIPPE BOGGIO.

FAITS ET JUGEMENTS

M^{me} Solange Troisier entendue par un magistrat marseillais

Le professeur Solange Troisier, ancien médecin inspecteur de l'administration pénitentiaire, a été entendue mardi 15 février par M. Christian Rayssiguier, juge d'instruction à Marseille, après l'arrestation et l'inculpation du docteur Alain Colombani, médecin chef de la prison des Baumettes (le Monde du 12 février). L'audition de M^{me} Troisier est relative à la mise en liberté, pour « raisons médicales », le 16 juillet 1981, de Robert Kechichian, à propos de qui elle avait écrit qu'il souffrait « d'une affection si grave que ses jours [étaient] en danger ».

M. Mesmer et les documents de M^{re} Kiersfeld

Après les révélations de M^{re} Serge Kiersfeld, dans le Monde du 16 février, faisant état d'un document de la sécurité militaire française du 7 novembre 1963 signalant la présence de Klaus Barbie à La Paz, M. Pierre Mesmer a confirmé l'authenticité du document. « Mon impression, nous a déclaré M. Mesmer, qui était à l'époque ministre des armées, c'est que le document a tous les caractères de l'authenticité, comme le montre une critique interne du texte. Toutefois, à l'époque, je n'en ai pas eu connaissance. Il s'agit d'un document in-

ÉDUCATION

DANS L'ATTENTE D'UN NOUVEAU STATUT POUR L'I.N.R.P.

M. Savary insiste sur l'importance de la recherche pédagogique

M. Alain Savary, ministre de l'Éducation nationale, s'est adressé, jeudi 17 février, aux personnels enseignants, chercheurs et administratifs de l'Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.). Dénonçant « l'injuste exil dans lequel le pouvoir précédent avait tenu la recherche en éducation », le ministre a souligné le rôle fondamental de l'I.N.R.P. dans cette recherche au moment où « l'éducation nationale est engagée dans une réforme qui concerne tous les niveaux d'enseignement ».

L'I.N.R.P., selon M. Alain Savary, doit jouer le rôle de coordination entre les « enseignants chercheurs » et les « chercheurs-enseignants », être, par le biais de la décentralisation notamment, l'instrument de plus larges contacts entre l'éducation nationale et le milieu extérieur et faire connaître les nombreuses innovations pédagogiques en cours « alors que l'opinion manifeste un certain scepticisme sur l'avenir ou la portée des réformes » dans le domaine éducatif. « Vous êtes appelés, a conclu le ministre, à jouer un rôle très important au sein du ministère de

l'éducation nationale dans la période de transformation qui s'ouvre. Je compte sur vous pour le jouer pleinement ».

Des groupes de travail constitués sur l'initiative du conseil scientifique et du conseil d'administration de l'I.N.R.P. proposeront, au début du mois de juin, au ministre, un projet de nouveau statut de l'Institut.

Il y a eu, à la suite des Assises nationales de la recherche, deux comités universitaires, professeurs de l'enseignement secondaire et chercheurs en sciences de l'éducation — parmi lesquels de nombreux membres de l'I.N.R.P. — ont lancé un « appel pour la recherche en éducation » (le Monde du 28 janvier 1982). Le 18 mai, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'Industrie confie à un député socialiste de la Côte-d'Or, M. Roland Carraz, une mission sur « la recherche en éducation et en socialisation de l'enfant », enjoint ainsi avec les concours de chercheurs de l'I.N.R.P. sur le domaine de compétences de M. Savary (le Monde du 12 octobre 1982). La « mission Carraz » n'a pas encore rendu son rapport qui devait être achevé pour la fin de l'année 1982.]

Une convention interministérielle favorable à la formation à la connaissance de l'environnement

Un potager dans chaque école ?

Va-t-on revenir à la tradition du jardin potager dans toutes les écoles ? C'est, en tout cas, le souhait

des ministres de l'éducation nationale et de l'environnement qui ont signé, le 15 février, un protocole d'accord pour l'éducation à la connaissance de l'environnement dans les établissements scolaires et universitaires.

Aux termes de cet accord, une action va être entreprise dès l'année scolaire 1983-1984 pour inclure la connaissance de l'environnement dans la formation initiale des instituteurs des professeurs des collèges, des lycées et des instituts universitaires de technologie. Les deux ministères soutiendront financièrement les enseignements interdisciplinaires et les projets d'actions éducatives (P.A.E.) touchant à l'environnement, comme la création d'un potager dans l'enceinte de l'école, l'étude socio-économique d'une région, la participation à l'élaboration d'un plan d'occupation des sols (POS) ou la découverte d'un milieu naturel. Le ministère de l'environnement s'efforcera, en particulier, de faciliter les déplacements « à moyenne distance » des élèves des zones défavorisées.

Les établissements seront invités à travailler avec les organismes compétents en matière d'éducation à l'environnement : parcs naturels (nationaux ou régionaux), centres permanents d'initiation à l'environnement (C.P.I.E.), muséums d'histoire naturelle, associations de protection de la nature, etc. Des renseignements pourront, à temps partiel, « apporter leur concours aux parcs naturels et aux C.P.I.E., dans le cadre d'un service éducatif de l'environnement ».

Enfin, il sera procédé à l'inventaire des enseignements relatifs à l'environnement dans l'enseignement supérieur. Un groupe de travail sera mis en place pour élaborer un module d'enseignement interdisciplinaire sur l'environnement et son insertion dans certaines licences d'enseignement (histoire, géographie, biologie, sciences sociales et économiques). L'Institut de gestion des énergies de Limoges, récemment inauguré (le Monde du 5 février), devra préparer un programme triennal pour inclure les « technologies propres » dans la formation des ingénieurs.

« Que choisir ? »

perd son procès

contre huit amaigrisseurs

Que choisir ? a perdu son procès contre huit médecins amaigrisseurs. Mercredi 16 février, la 16^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris, présidée par M^{me} Jeanne Delobean, a déclaré irrecevable l'action intentée par l'Union fédérale des consommateurs, qui édite cette revue, contre ces huit médecins, accusés d'avoir prescrit des « cocktails amaigrissants » à des patientes, en contradiction avec la réglementation en vigueur (le Monde du 13 janvier).

Le tribunal a estimé que l'U.F.C. n'avait pas qualité pour engager cette action en justice et la condamné aux dépens. L'U.F.C. avait décidé de poursuivre les huit médecins après la publication dans le numéro de juin 1982 de *Que choisir ?* d'une enquête intitulée « Maigrir sur ordonnance ».

La cour d'appel d'Angers a condamné, pour proxénétisme, le 17 février, Mme Michèle Guyader, dite « Nadia », à quatre ans de prison dont trois ans et huit mois avec sursis et cinq ans d'interdiction de séjour. Cet arrêt confirme celui de la cour d'appel d'Orléans — annulé par la Cour de cassation — qui l'avait condamnée le 26 octobre 1982. Mme Guyader avait, en 1977, ouvert un bar à Chailly en Gâtinais (Loiret) près de Montargis, où elle se livrait à la prostitution. Lors de son premier procès, en 1981, un comité de défense avait été créé dans le village, et « Nadia », mère d'une petite fille de sept ans, avait même été élue présidente de l'Association de parents d'élèves en 1982. Mme Guyader, ayant déjà effectué quatre mois de détention préventive, est sortie libre du palais de justice.

SPORTS

TENNIS

NOAH PASSE ET LECONTE CHUTE AU TOURNOI DE MEMPHIS

Yannick Noah s'est qualifié, jeudi 17 février, pour les quarts de finale du tournoi de Memphis (Tennessee), doté de 315 000 dollars, en battant le Britannique Buster Mottram, 7-5, 6-2. Le Français, qui craignait d'être gêné par un début de tendinite au genou gauche, s'est montré particulièrement brillant au service, où il a réussi seize « aces », dont quatre sur les quatre derniers points. Il rencontrera en quart de finale l'Australien Peter McNamara, vainqueur de l'Américain Sandy Mayer, 1-6, 7-5, 6-2.

Le frère de ce dernier, Gene, a été plus heureux en battant le Français Henri Leconte, 1-6, 6-0, 6-0. Leconte avait réussi, aux dires des observateurs, le meilleur set de sa carrière dans la première manche. « La très grande variété des coups du Français m'a rappelé le jeu à leur top niveau d'un Rod Laver ou d'un John McEnroe », avouait Gene Mayer après le match. Je m'attendais à tout, sauf à son total effondrement dans les deux dernières manches ».

HANDBALL. — Continuant sa préparation pour le Championnat du monde, l'équipe de France a été battue par celle du Japon, 23 à 21, le 17 février, à Troyes.

CRÉATEURS D'ENTREPRISE, EXPORTATEURS, INVESTISSEURS
Votre siège à Paris, Londres, Jérusalem
de 150 à 350 F par mois
Constitution de Sociétés
G.E.I.C.A. 26 bis, rue du Louvre 75002 PARIS
TEL. 330-41-12



LA HOLLANDE PAR LE TRAIN

FORFAITS VOYAGES D'AFFAIRES ET DE TOURISME SÉJOURS

RENSEIGNEMENTS "STANDS FLEURIS" GARES DE PARIS-NORD ET PARIS-LYON DU 18 AU 25 FÉVRIER 1983

NADAUD 18/24, rue Tiphaine 75015 PARIS
tél. 579.82.37 et 337.71.16 +
Métro La Motte Picquet Grenelle
centre de formation pédagogique
PRÉPARATION SPÉCIALE AU CONCOURS D'ENTRÉE AUX ÉCOLES NORMALES D'INSTITUTEURS cours le mercredi après-midi

Volcans

EGYPTE
UNE CROISIÈRE SUR LE NIL
742 68 48
72 33 34

MÉDECINE

Le mouvement de grève dans les C.H.U. parisiens

Les étudiants s'opposent à la création du nouvel examen de sixième année

La grève des étudiants en médecine (externes) continue dans les hôpitaux et les facultés de Paris (le Monde du 18 février). Au terme de l'Assemblée générale qui réunissait, le 17 février à l'hôpital Saint-Antoine, les délégués des onze centres hospitaliers universitaires (C.H.U.) de la région parisienne, un mot d'ordre a été adopté dans lequel les étudiants précisent « s'opposer à la création d'un examen classant, valide, et obligatoire de fin de deuxième cycle des études médicales ». Une manifestation groupant l'ensemble des étudiants grévistes devrait avoir lieu à Paris le 22 février dans l'après-midi.

Le 17 février, les ministères de la santé et de l'éducation nationale ont publié un communiqué commun dans lequel ils soulignent que « le mouvement de grève de certains étudiants en médecine tra-

duit, pour une part, des interrogations compréhensibles à la veille de l'application de la réforme ». Les deux ministères affirment « qu'ils n'y aura aucun sursis classant pour l'examen valide et classant de fin de deuxième cycle, le nombre prévu de postes d'externes permettant d'accueillir tous les étudiants en fin de deuxième cycle dans des conditions d'encadrement satisfaisantes ».

« D'ici au 1^{er} mars, indiquent-ils d'autre part, seront annoncées les modalités des concours régionaux de 1984 (pour l'accès aux spécialités) dont découleront celles de l'examen valide et classant de fin de deuxième cycle ». Enfin, ils précisent que « le statut de l'interne et son niveau de rémunération, qui seront identiques pour tous à l'ancienneté égale, seront indiqués dans les meilleurs délais ».

La règle du jeu modifiée

Pourquoi maintenant ? L'actualité mouvement des étudiants en médecine, nouvelle effervescence subite agitant le monde hospitalier, risque fort d'être perçue comme une action marquée politiquement. Les principaux intéressés s'en défendent avec véhémence. Ils doivent alors répéter qu'il ne faut voir que coïncidence dans le but de leur grève quelques jours avant un autre mouvement auquel sont invités à participer - le 24 février - les médecins hospitaliers ; qu'il est inutile de chercher dans l'ombre une main politique tirant les ficelles pour le général MM. Rattat, ministre de la santé, et Savary, ministre de l'éducation nationale.

Avec ce mouvement de protestation, c'est bien le vieux serpent de mer de la réforme des études médicales qui refait surface. Mise en chantier et en partie votée avant le 10 mai 1981, « gelée » ensuite durant un temps, cette réforme, dans sa partie concernant la troisième année (1), a été adoptée en 1982 par l'Assemblée nationale. Il s'agissait, notamment, de respecter la priorité imposée par les directives de la Communauté européenne en matière de formation médicale.

Le texte de la loi a été publié sous la signature conjointe des ministres de la santé et de l'éducation nationale au Journal officiel du 21 décembre 1982. Il modifiait profondément certains points importants de la loi

du cursus des études médicales. Il donnait, en particulier, une nouvelle notion de « l'interne » : tous les médecins généralistes et médecins spécialistes en formation au sein d'un hôpital, du titre d'interne, il résulte, en parallèle, un examen obligatoire en fin de deuxième cycle valant comme le principal point névralgique. Aux termes de la loi (article 47), l'entrée dans la « filière de l'interne » est soumise à la présentation de l'étudiant de son projet de

concours « ouvrant la voie à des autres filières (spécialités, public, recherche médicale) ».

Essuyer les plâtres

Schématiquement, deux types de problèmes se posent. D'un côté, de nombreux étudiants, directement concernés, craignent de voir leur l'entrée dans la filière de l'interne se voir modifier les modalités exactes de l'examen. « La situation est telle, expliquent-ils, que les étudiants aujourd'hui inscrits en cinquième année ne connaissent rien à l'examen qu'ils devront passer au début de l'année prochaine pour lequel on a bouleversé l'ordre prévu des épreuves de troisième année. On ne connaît ni le programme, ni les modalités, ni ce qui nous attend en cas d'échec ».

D'un autre côté, on craint « l'économie » emportant sur la pédagogie, le nombre des places offertes en aval des places offertes en amont, ce qui signifie que l'examen ne se transforme ainsi en un véritable concours. Un « goulet d'étranglement » d'autant plus inacceptable à leurs yeux qu'un concours entre les étudiants et que les cinq années d'études sont truffées d'épreuves d'orthographe.

On retrouve, à l'évidence, dans ce mouvement de protestation, les craintes qui ont animé, l'an dernier, les étudiants de C.H.U. à l'occasion de la mise en œuvre de la réforme. Il s'agit, de la même manière, de la protestation d'une communauté étudiante dont on a bouleversé les règles du jeu, sans expliquer suffisamment tôt quelles seraient les modalités de la réforme. Les étudiants ont exprimé d'agir lentement et de ne pas laisser aucune chance à la réforme gouvernementale. Mais les étudiants ont exprimé d'agir lentement et de ne pas laisser aucune chance à la réforme gouvernementale.

Souci obsessionnel, ne pas se laisser récupérer : « On a bien le droit de dire non à la réforme », disent les étudiants. Les syndicats d'étudiants ont les municipalités ! Les yeux compliqués de ceux qui jouent avec le feu, certains glissent néanmoins à leurs voisins de banc : « Il paraît qu'on est soutenu à Paris, dans notre action, par la droite ! » - J.-Y. N.

« IL PARAÎT QU'ON EST SOUTENU A MOINS DE LA DROITE »

Faible gagnant : de part et d'autre de la Seine, les bastions hospitaliers marquent un à un, fauchés par la grève : le blocage des caisses des hôpitaux ; leurs standards téléphoniques paralysés ; ou, au sein d'un hôpital, dans l'ambulance de l'hôpital Saint-Antoine, les garages et les attitudes des anciens de l'OH, aujourd'hui médecins internes.

Service d'ordre spontané, apprentis révolutionnaires à l'extrême, amphithéâtre enthousiaste au constructeur, toutes vocales. Avec tact, pourtant, on s'est ingénié à ne pas mettre d'huile sur le feu. Saint-Antoine était « plutôt pour l'abandon de la loi », la Pitié-Salpêtrière, « plutôt contre ». Tout le monde, en définitive, s'est retrouvé sur le même terrain.

Incident, conséquence pour l'environnement, devrait donner lieu à une immobilisation de l'unité pendant une quinzaine de jours, le temps pour les ingénieurs de colmater la fuite. Il n'est pas sans rappeler celui intervenu en décembre dernier et prouve, à l'évidence, que les générateurs de vapeur de la centrale ont vieilli et se sont usés plus vite que prévu.

Pour cette raison, le commissariat à l'énergie atomique a décidé de remplacer certaines parties de ces générateurs de vapeur - heureusement la conception modulaire - dans le tunnel du premier réacteur en 1983, mais il reste singulièrement silencieux sur le prix réel d'une telle opération.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75007 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 1547 F 1547 F

ABONNEMENTS

FRANCE
341 F 554 F 767 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
441 F 654 F 867 F
ÉTRANGER
(par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 594 F 807 F
IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1185 F 1430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (tous virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Comparez avant de Louer

LE VÉHICULE DE VOTRE CHOIX
par jour T.V.A. 50 km inclus - 2 jours minimum
5 R - 104 74 F 305 - FUEGO 116 F
R 20 TS - 505 152 F GTI - BMW à partir de 159 F

Express Assistance

504.01.50 et 502.19.19

- On peut l'essayer ?
Chez Citroën du 16 au 26 Février 1983
Un simple essai et vous pouvez gagner la nouvelle LNA II RE. Venez participer au grand tirage au sort dans toutes les concessions, succursales et agents Citroën. Il y a des voitures et des planches à gagner.

Plus Beauvais - Château-Thierry - Compiègne - Nogent-s/Oise - Noyon - Romilly - Sézanne

CARNET

Publication judiciaire

CABINET D'AVOCATS LELOUP
61, rue Renaudot, 92000 POISSY

Extrait du jugement du Tribunal de grande instance de Roanne du 11 février 1982

ENTRE :
Demanderesse : Société anonyme SAIMAP, dont le siège est à SAINT-PIERRE-DES-CORPS (Indre-et-Loire).
Représentée par la S.C.P. BUFFARD-LUCCHARI, avocat : par M^{re} LELOUP, à POISSY.

Défenderesses : 1. La S.A.R.L. BRICOMAT, dont le siège est avenue Lyon, ROANNE (Loire) ; 2. La Société anonyme PEYLET, dont le siège est rue de Charlieu, ROANNE (Loire).
Représentées par M^{re} ROBERT, avocat.

LE TRIBUNAL
Constata que la marque BRICOMAT est la propriété exclusive de la SAIMAP.

Constata la contrefaçon commise par la S.A.R.L. ROANNE BRICOMAT, ainsi que la S.A. PEYLET hors la cause. Interdit à la SA PEYLET de faire usage de la marque BRICOMAT sous quelque forme que ce soit, la dénomination BRICOMAT : lui impartit un délai de quinze jours à compter du jour du présent jugement pour qu'elle se conforme à la loi de 1859 sur la propriété industrielle, de CINQ CENTS FRANCS (500 F) par jour de retard.

Ordonne en tant que la SAIMAP la confiscation, au profit de la SAIMAP, de tous documents, objets et produits portant la marque contrefaite. Condamne la SAIMAP à payer à la SA PEYLET les sommes de CINQ MILLE FRANCS (5 000 F) de dommages-intérêts et DEUX MILLE FRANCS (2 000 F) par application de l'article 700 du code de procédure civile, sans intérêts légaux.

Dit que dans la huitaine du présent jugement, la SAIMAP devra procéder à une demande d'inscription modificative au registre du commerce en vue de l'abandon de la dénomination ROANNE BRICOMAT.

Ordonne la publication intégrale du dispositif du présent jugement dans un journal quotidien de professionnelle au sein de la SAIMAP, à frais de la SA PEYLET. Rejette toutes prétentions plus ou moins contraires. N'y a voir lieu à exécution provisoire.

Condamne la société ROANNE BRICOMAT aux dépens, dépens afférents à la mise en cause de la société PEYLET, à la charge de la demanderesse, distraction au profit de la S.C.P. BUFFARD-LUCCHARI dans la mesure où elle aura fait l'avance sans avoir reçu provision. Pour extrait conforme : JANA-MARIE LELOUP, avocat.

Naissances

- Véronique BOUILLIER et Michel CAILLIAUX, heureux de faire part de la naissance de
Aurélien,
le 5 février 1983,
25, rue Serpente, 75006 Paris.

- Maurice DAROUX, Dominique et Rodolphe DAROUX-OGILVY sont heureux d'annoncer la naissance de
Robin,
à Carisles (Royaume-Uni), le 11 janvier 1983,
22, rue Locourbe,
75013 Paris (France).

- Didier DORMONT et Anne PERROT-DORMONT ont le plaisir d'annoncer la naissance de
Sarah,
le 14 février 1983,
70, rue du Javelot,
75013 Paris.

- Marie et Guy (Michel) SAUNIER ont le plaisir d'annoncer la naissance de
Cyril,
le 11 janvier 1983,
22, rue Henri-Barbuse,
75005 Paris.

Mariages

- M. et M^{me} André Blanc, Le préfet M^{re} Philippe Faraut, font part du mariage de leurs enfants,

Martine et Cyrille,
mariés à Paris, le 11 février 1983,
14, rue Emile-Duclos,
75013 Paris.
Préfecture,
Saint-Pierre-et-Miquelon.

Décès

- M. Jean Aumonier, enfants, petits-enfants, et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de
M^{re} Lucie AUMONIER,
née Mercier,
obituée à Paris, le 11 février 1983, à l'âge de 84 ans, à son domicile, 19, rue des Argences, 75005 Paris-Ville.

- M. Jean Bodart, son épouse, M. et M^{me} Jagit Lauba et leur fils Patrick, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BODART,
obitué le 13 février 1983 à l'âge de quatre-vingt-trois ans, à son domicile, 4, rue Féron à Montmorency (Val d'Oise).

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale le 17 février 1983.

- La famille et les amis de Anne-Marie GIRARD, née Descamps, médaille de la Résistance, médaille de guerre 1939-1945, titulaire de la Légion d'honneur, ont la tristesse de faire part de sa mort, survenue le 12 février 1983 en sa quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques ont eu lieu au Panthéon en présence de quelques intimes.

ROBLOT S. A.

522-27-22
ORGANISATION D'EXPANSION

ODOUL Garde-meubles

208 10-30
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

Vente directe

MOQUETTE

100% pure laine
-50%
de sa valeur

Grand choix de coloris
Petite et grande largeur
Devis gratuits
pose par spécialistes
354 rue de Valenciennes
Paris 19^e
042.42.68
380.41.88

Listes de Mariage

AUX TROIS QUARTIERS

- Oui, et on peut la gagner !
et de nombreuses planches à voile



Profitez de la plus belle des voitures de la Citroën.

Réseau Citroën Paris et Région Parisienne

Plus Beauvais - Château-Thierry - Compiègne - Nogent-s/Oise - Noyon - Romilly - Sézanne

CITROËN

DE LA FORME des eaux romaines

découvrir toutes en expansion, convoquant toujours plus de curistes leurs sources. A Digne-les-Bains, Gréoux-les-Bains, Camoins-les-Bains, Aix, les « des Romains » se portent bien. Toutefois, sous le même climat méditerranéen — nuancé selon la plus ou moins grande proximité de la mer — les quatre sources offrent des visages différents bien des titres.

tamment après avoir aux environs, sous Marins, quelque 100 000 Teutons — vinrent soigner leurs divers traumatismes au fond des grottes, « car les de Gréoux meurent à la lumière ». Laissée de par le Second Empire, « l'âge d'or du thermalisme », la station s'est réveillée en fanfare, marquant le pas en 1978-1979, pour repartir d'un autre pied depuis deux ans. Logement : un « trois étoiles » abusif retombé en « deux étoiles », que réaménagé. Se sont ouverts quatre nouveaux hôtels, résidences à deux hôtels-restaurants « dont l'un a obtenu le label de la Gaule Millau ». Aux thermes, derrière la belle façade en pierre de

Rognes, la zone de soins s'est agrandie et équipée à neuf pour recevoir ensemble 300 curistes, la nouvelle piscine « mobilisation » offre 36 places, etc. Pour résumer : en 1983, seulement, 20 millions de francs ont été investis.

Il n'empêche. Au-delà de cet effort d'équipement, l'autre carte toujours dans la nature, celle du Digne, le Verdon et ses gorges proches. C'est si vrai qu'à côté du projet d'un grand hôtel thermal figure un nouveau camping, le quatrième, aux inévitables de la nature. « Les thermes, ce sont les eaux. Les eaux, c'est naturel », l'adage en forme de slogan.

Digne-de-la-Montagne

Digne n'est pas explosive. Ce n'est pas non plus une capitale des Alpes-de-Haute-Provence, « premier département de qualité de vie », elle a, au pied des cimes, le calme du montagnard pour aller à l'avant. Elle est l'obstination. La dérive de la station qui avait reconstruit l'établissement thermal en 1933 ne l'a pas découragé.

En 1976, la ville elle-même a pris les choses en main. Nombre de curistes : zéro. Au pied de la dure falaise de Saint-Pancrace coulaient en effet des sources chaudes — à qui les vestiges de piscines romaines témoignent leur antique curatif. L'obstacle en obstacles, d'aménagements en extensions, les nouveaux thermes viennent de rendre son nom à Digne-les-Bains. En 1981-1982, l'investissement s'est élevé à 15 millions de francs, il a été duquel la

dernière année voyait déjà la construction de la progression.

Pour 1983, une nouvelle tranche de travaux : captage et stockage des eaux — permettre un nouveau pas en avant. Il s'agit d'atteindre six ans, une année après l'autre, huit ou dix mille curistes. Pour l'hébergement, le village de vacances du Chaudourne apporte son appui à l'hôtellerie de la ville. La site est celui qui rappelle à la fois le thermalisme et la montagne. Témoignant de la façon la plus tonique le pays, elle y mûrit le projet. Entre Aix-la-Ville et Gréoux-les-Bains, Digne-de-la-Montagne propose un autre équilibre. Au pied des pics, mais à 1 000 mètres d'altitude, nous ne pouvons pas nous en passer. Digne-de-la-Montagne, nous allons nous en passer.

Camoins-sur-Pagnol

Camoins-les-Bains, c'est autre chose : une histoire de banlieue, on peut le dire d'Enghien. On prend, au pied de la falaise, l'autobus 12, la route du pied du village perché à Pagnol, La Treille, et curieusement aménagé au pied de la falaise, la grand-ville alors qu'il se trouve en pleine campagne, entre champs et forêts « aux goudrons ».

Sur place, on se demande tout à coup si la fameuse passion de « Marcel », l'industriel à la recherche de sources nouvelles, ne poursuivait pas le rêve de voir surgir un jour des Thermes Pagnol. Ceux d'aujourd'hui ne sont pas les plus connus de France. Pourquoi ? C'est tout simplement que les thermes ne sont pas gardés pour eux, à 100 %. Cette discrétion, cette modestie, fait qu'on s'étonne d'apprendre le nombre de curistes. Bon an, mal an : 4 000. Et ici non plus on n'est pas en rester là. Une direction nouvelle a été mise en place pour étendre et moderniser en parti-

culier les services de rhumatologie. Si, en prévision de cette extension, un hôtel voulait se monter à proximité, il n'y a rien de plus à la nouvelle direction. Un appel, en somme.

Ainsi donc, de la montagne à la mer, la Provence paraît saisie par le thermalisme. Il se dit même que Hyères, où naît la source de la Vierge, veut à son tour ouvrir une station. Pourquoi cette volonté de développement, de création d'emplois et d'investissement — qui aujourd'hui ne courent pas les rues ? L'investissement, le directeur de l'un des quatre établissements français son optimisme sur la mauvaise situation de l'industrie en France par rapport à l'Allemagne de l'Europe : « 500 000 curistes seulement l'an dernier contre, par exemple, 2 millions en Allemagne. Alors, en partant de si bas, alors que nous détenons une situation, notamment en France, où on ne trouve à la fois le soleil et les « eaux des Ro-

JEAN RAMBAUD.

Le tourisme c'est aussi la santé

APRÈS les réalisations mises en place pour leur grande part en 1982, le thermalisme auvergnat observe cette année une relative au niveau des investissements. Les millions de francs de subventions distribués dans le cadre du plan thermal mis en place par la région (elle a participé pour moitié au montant de l'enveloppe) ont d'ores et déjà produit des effets.

Aujourd'hui modernisés, les dix stations se sentent mieux à même d'affronter la rude concurrence. Globalement, elles ont bien passé le cap de la saison dernière : « On note une légère augmentation », précise M. Charles Beaucourt, un des responsables du Syndicat intercommunal thermal du Puy-de-Dôme, auquel adhère également la seule station cantalienne, Chaudes-Aigues.

L'Auvergne va continuer à mettre à l'argent ses eaux cette année, notamment au niveau de la promotion. Un record : 100 millions anciens sont consacrés à une campagne publicitaire, à la communication urbaine Lille-Roubaix-Tourcoing.

La région de l'action des deux tiers battus dans la mesure où, pour la première fois, le Syndicat du Puy-de-Dôme et de l'Allier font équipe. « Jusqu'à présent, nous souffrions de trop d'individualisme », indique M. Beaucourt. Si les marchands de la force d'impact ont pu multiplier et surmonter, nous pourrions établir une image de marque commune. Je ne suis pas un thermaliste, nous n'avons pas pris en compte l'entité Auvergne. Nous allons nous en passer.

Cette volonté se traduit sur le plan de l'animation par une opération de prestige en cours de montage. Il s'agit de la création d'un festival musical qui viendrait d'eaux et d'août, rendu possible grâce à la présence récente d'un orchestre régional de belle qualité et accueilli avec chaleur à Chaudes-Aigues.

La question des soins soulève de possible mélange des genres — tourisme et thermalisme — semble parfaitement réglée. « L'animation ne permet pas seulement de rompre l'ennui », dit M. Beaucourt. Elle participe à l'éducation sanitaire : elle représente un prolongement de la cure. « Il s'agit de quoi il parle. A Saint-Nectaire, le site exerce une responsabilité, les soins sont responsables de l'efficacité de la cure d'application diététique.

Royat est un exemple. Cette petite ville de quatre mille habitants, où le Clermont-Ferrand l'étage supérieur de l'amphithéâtre ceinturant à l'ouest la capitale régionale, s'est développée il y a trois ans des majorités et du fait de la « prendre en charge plus globale de l'individu », explique le directeur de M. Marie-Thérèse Schmitt, première adjointe chargée du domaine local.

Il ne s'agit pas d'un effet pro-

duit pour relancer la station. Royat, en effet, se sent bien. Elle a acquis une très sérieuse réputation au sein du corps médical. Le docteur d'artériologie du Royat — font depuis dix ans — Je crois pouvoir dire, sans forfanterie, la crédibilité de la station n'est plus à démontrer », souligne le docteur Jean-Claude Richard, adjoint chargé des problèmes de thermalisme. La recherche médicale — thermique représente une préoccupation constante. C'est un gros travail.

Il n'est pas que l'animation mise en place ajoute à cette crédibilité auprès des curistes, au nombre de vingt-trois mille en 1982. La moyenne d'âge : soixante-cinq ans. Mais un rajeunissement se manifeste.

« Optique de prévention », prise en compte de la maladie de contexte... Telles sont les expressions qui reviennent à la bouche de ceux qui animent le club Santé-Curiosités. Il a été créé, en 1981, par la municipalité et la région thermale. Il a inspiré les travaux de l'université du troisième âge de Toulouse, qui dispose d'une antenne à Luchon. Un de ses animateurs, le professeur Pierre Vellas, est à Royat pour procéder à une mission de réflexion.

« Nos objectifs peuvent se résumer en un seul mot : mieux-être », indique M. Schmitt. Santé-Curiosités présente à chaque saison un programme fourni d'activités physiques et intellectuelles. Voici qui a été proposé pendant un séjour de trois semaines : « L'été culturel », les visites du musée d'art populaire de Riom, du château de Montferrand, de Montferrand, conférence sur Alexandre Vialatte, un auteur de la plus illustre curiste actuelle du Royat, le cardinal Marty ; « L'été santé », promenades au sein desquelles les curistes apprennent à bien respirer, à mieux maîtriser leur équilibre, à confier à la recherche de Royat, sur le thème : « Que peut-on faire de différentes ? ».

« La vie sociale facilite l'accès à différents domaines. Le curiste les aborderait moins facilement sans lui. Nous tâchons de susciter un climat de confiance », explique le docteur Richard, qui ne cesse de proclamer que l'efficacité de la cure est toujours la même.

LIBERT TARRAGO.

CASTERA-VERDUN (65) Village Thermal de GASCogne

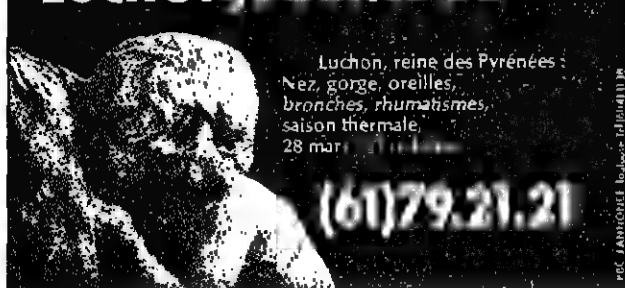
BOUCHE (69) GENCOVES

O.R.L.

Appareil Digestif et Urinaire

Ren. : S.I. TAA (62) 68-10-06

LUCHON, SOURCE DE VIE.



Luchon, reine des Pyrénées : Nez, gorge, oreilles, bronches, rhumatismes, saison thermique, 28 mars.

(61) 79.21.21

BAINS-LES-BAINS

station thermique des Vosges

CŒUR et ARTÈRES

MALADIES CARDIO-VASCULAIRES

27 avril - 30 septembre 1983

ARTÉRITE

OFFICE DE TOURISME

100000 36-31-76

URIAGE

10 km Grenoble

EAU SULFUREE INJECTABLE

PSORIASIS - ECZEMAS

DERMATOSES

RHUMATISMES-ARTROSES

NEZ - GORGE - OREILLES

Inscription préalable obligatoire à l'Étab. Thermal 38410-URIAGE

(76) 1117

terme!!! Padoue-Italie
COLUMBIA
Thermes Hôtellerie SMERALDO
LA SANTE PENDANT VACANCES
Tradition et hospitalité. En situation merveilleuse.
Toutes les cures de thermalisme.
Hôtel, Fangothérapie et physiothérapie contre rhumatismes, arthrites, douleurs, obésité, etc. Ozone, la ruche, graminées, piscines thermales couvertes et en plein air. Tennis, piscine, salle de gymnastique, parking, garage, cuisine excellente au choix, petit déjeuner copieux, plusieurs amusements, excursions. Demandez-nous prospectus des hôtels et programmes pour nos clients.
Tel. 19.994/60.001 (heures de bureau). Telex 430260.

VACANCES-CURES à MONTEGROTTO TERME

(Venise-Italie)



Hotel Solievo Terme

Tel. 041/777777 - Telex 430160

Montegrotto Terme (Padoue-Italie)

FANGOTHERAPIE (Thérapie de la boue)

Thermalismes, arthrites, rhumatismes, etc.

3 PISCINES THERMALES

Tennis - Maître de Tennis (Aussi pour les clients âgés)

NAVETTES D'AUTOCARS DE LUXE HEBDOMADAIRES NICE-MONTEGROTTO TERME (Directement aux Hôtels) ET RETOUR.



Hotel COMMODORE Terme

Tel. 041/777777 - Telex 430160

Montegrotto Terme (Padoue-Italie)

FANGOTHERAPIE (Thérapie de la boue)

Thermalismes, arthrites, rhumatismes, etc.

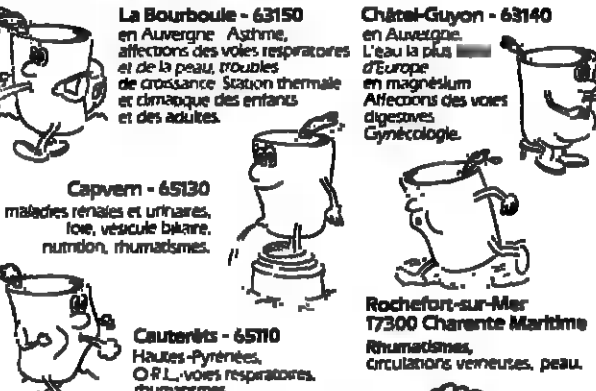
3 PISCINES THERMALES

(avec différentes températures)

CURES - CULTURELLES - SPORT

Cure thermique 1983 21 jours pour renaître

21 jours, c'est la durée de votre cure thermique et le temps qu'il vous faut pour vous occuper enfin de vous. Chaque année les stations EURO-THERMES accueillent plusieurs dizaines de milliers de curistes.

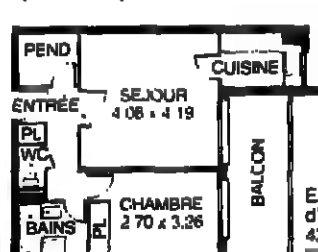


EUROTHERMES

Pour tous renseignements : Etablissement Thermal de chaque station ou 5, rue St-Augustin - 75002 Paris - Tél. (1) 296.9131.

VACANCES RESIDENTIELLES à BAGNOLES-DE-L'ORNE

À la Résidence "La Madeleine", bien aménagée, de surcroît, trois pièces, qui justifie à lui seul qu'il y ait un séjour dans la célèbre station thermique normande. Imaginez alors l'agrément de la vie quotidienne à Bagnoles. Car remarquablement située de l'Orne, "perle" de la Normandie, dans Bagnoles de l'Orne - Tassé dit "du confort, du calme, du Madeline", résidence proche. Tout cela pour un prix du m² qualité : vastes, bien conçus, tellement attrayant lui aussi.



RESIDENCE "LA MADELEINE"

Place de l'Eglise - Tassé la Madeleine

Renseignements : sur place, à l'Agence LEBLANC.

Place de la République 61140 Bagnoles-de-l'Orne. Tél. (03) 37.92.38.

Livraison immédiate. Une adresse à l'Immoec.

Pour renseignements : documentation sur la Résidence "La Madeleine" contactez le GEFIC, 4 Place d'Iéna 75118 Paris.

Nom : _____

Adresse : _____

Tél. _____

ABANO TERME

1973-1983 DIXIEME ANNIVERSAIRE

★★★★★

En pleine saison aucun prix supplémentaire pour les cures. Rabais de 10% sur le prix de pension à tous les clients qui se soumettront à une cure pendant la période du 1/3 au 7/3.

JUILLET : Enfants jusqu'à 3 ans - GRATIS

Garçons et jeunes filles jusqu'à 12 ans - rabais 50%

Garçons et jeunes filles jusqu'à 16 ans - rabais 20%

NOVEMBRE : Rabais 10% sur le prix de pension à tous les clients qui feront la cure pendant 1 mois.

L'Hôtel vous propose pour : silhouette une diète amaigrissante particulière, décidée par une diététicienne spécialisée et contrôle médical.

Tel. 049/667111-669113 Telex 430225 SAVOY-I

SAVOIA

1973-1983 DIXIEME ANNIVERSAIRE

★★★★★

En pleine saison aucun prix supplémentaire pour les cures. Rabais de 10% sur le prix de pension à tous les clients qui se soumettront à une cure pendant la période du 1/3 au 7/3.

JUILLET : Enfants jusqu'à 3 ans - GRATIS

Garçons et jeunes filles jusqu'à 12 ans - rabais 50%

Garçons et jeunes filles jusqu'à 16 ans - rabais 20%

NOVEMBRE : Rabais 10% sur le prix de pension à tous les clients qui feront la cure pendant 1 mois.

L'Hôtel vous propose pour : silhouette une diète amaigrissante particulière, décidée par une diététicienne spécialisée et contrôle médical.

Tel. 049/667111-669113 Telex 430225 SAVOY-I

SAVOIA

1973-1983 DIXIEME ANNIVERSAIRE

★★★★★

En pleine saison aucun prix supplémentaire pour les cures. Rabais de 10% sur le prix de pension à tous les clients qui se soumettront à une cure pendant la période du 1/3 au 7/3.

JUILLET : Enfants jusqu'à 3 ans - GRATIS

Garçons et jeunes filles jusqu'à 12 ans - rabais 50%

Garçons et jeunes filles jusqu'à 16 ans - rabais 20%

NOVEMBRE : Rabais 10% sur le prix de pension à tous les clients qui feront la cure pendant 1 mois.

L'Hôtel vous propose pour : silhouette une diète amaigrissante particulière, décidée par une diététicienne spécialisée et contrôle médical.

Tel. 049/667111-669113 Telex 430225 SAVOY-I

SAVOIA

1973-1983 DIXIEME ANNIVERSAIRE

★★★★★

En pleine saison aucun prix supplémentaire pour les cures. Rabais de 10% sur le prix de pension à tous les clients qui se soumettront à une cure pendant la période du 1/3 au 7/3.

JUILLET : Enfants jusqu'à 3 ans - GRATIS

Garçons et jeunes filles jusqu'à 12 ans - rabais 50%

Garçons et jeunes filles jusqu'à 16 ans - rabais 20%

NOVEMBRE : Rabais 10% sur le prix de pension à tous les clients qui feront la cure pendant 1 mois.

L'Hôtel vous propose pour : silhouette une diète amaigrissante particulière, décidée par une diététicienne spécialisée et contrôle médical.

Tel. 049/667111-669113 Telex 430225 SAVOY-I

SAVOIA

1973-1983 DIXIEME ANNIVERSAIRE

★★★★★

En pleine saison aucun prix supplémentaire pour les cures. Rabais de 10% sur le prix de pension à tous les clients qui se soumettront à une cure pendant la période du 1/3 au 7/3.

JUILLET : Enfants jusqu'à 3 ans - GRATIS

Garçons et jeunes filles jusqu'à 12 ans - rabais 50%

Garçons et jeunes filles jusqu'à 16 ans - rabais 20%

NOVEMBRE : Rabais 10% sur le prix de pension à tous les clients qui feront la cure pendant 1 mois.

L'Hôtel vous propose pour : silhouette une diète amaigrissante particulière, décidée par une diététicienne spécialisée et contrôle médical.

Tel. 049/667111-669113 Telex 430225 SAVOY-I

SAVOIA

1973-1983 DIXIEME ANNIVERSAIRE

★★★★★

En pleine saison aucun prix supplémentaire pour les cures. Rabais de 10% sur le prix de pension à tous les clients qui se soumettront à une cure pendant la période du 1/3 au 7/3.

JUILLET : Enfants jusqu'à 3 ans - GRATIS

Garçons et jeunes filles jusqu'à 12 ans - rabais 50%

Garçons et jeunes filles jusqu'à 16 ans - rabais 20%

NOVEMBRE : Rabais 10% sur le prix de pension à tous les clients qui feront la cure pendant 1 mois.

L'Hôtel vous propose pour : silhouette une diète amaigrissante particulière, décidée par une diététicienne spécialisée et contrôle médical.

Tel. 049/667111-669113 Telex 430225 SAVOY-I

SAVOIA

1973-1983 DIXIEME ANNIVERSAIRE

★★★★★

En pleine saison aucun prix supplémentaire pour les cures. Rabais de 10% sur le prix de pension à tous les clients qui se soumettront à une cure pendant la période du 1/3 au 7/3.

JUILLET : Enfants jusqu'à 3 ans - GRATIS

Garçons et jeunes filles jusqu'à 12 ans - rabais 50%

Garçons et jeunes filles jusqu'à 16 ans - rabais 20%

NOVEMBRE : Rabais 10% sur le prix de pension à tous les clients qui feront la cure pendant 1 mois.

L'Hôtel vous propose pour : silhouette une diète amaigrissante particulière, décidée par une diététicienne spécialisée et contrôle médical.

Tel. 049/667111-669113 Telex 430225 SAVOY-I

SAVOIA

1973-1983 DIXIEME ANNIVERSAIRE

★★★★★

En pleine saison aucun prix supplémentaire pour les cures. Rabais de 10% sur le prix de pension à tous les clients qui se soumettront à une cure pendant la période du 1/3 au 7/3.

JUILLET : Enfants jusqu'à 3 ans - GRATIS

Garçons et jeunes filles jusqu'à 12 ans - rabais 50%

Garçons et jeunes filles jusqu'à 16 ans - rabais 20%

NOVEMBRE : Rabais 10% sur le prix de pension à tous les clients qui feront la cure pendant 1 mois.

L'Hôtel vous propose pour : silhouette une diète amaigrissante particulière, décidée par une diététicienne spécialisée et contrôle médical.

Tel. 049/667111-669113 Telex 430225 SAVOY-I

SAVOIA

1973-1983 DIXIEME ANNIVERSAIRE

★★★★★

En pleine saison aucun prix supplémentaire pour les cures. Rabais de 10% sur le prix de pension à tous les clients qui se soumettront à une cure pendant la période du 1/3 au 7/3.

JUILLET : Enfants jusqu'à 3 ans - GRATIS

Garçons et jeunes filles jusqu'à 12 ans - rabais 50%

Garçons et jeunes filles jusqu'à 16 ans - rabais 20%

NOVEMBRE : Rabais 10% sur le prix de pension à tous les clients qui feront la cure pendant 1 mois.

L'Hôtel vous propose pour : silhouette une diète amaigrissante particulière, décidée par une diététicienne spécialisée et contrôle médical.

Tel. 049/667111-669113 Telex 430225 SAVOY-I

Jeux

échecs N° 1009

MALHEURS D'UN ROI PRIVÉ DE ROQUE

1. e4 c5 2. f3 d4 3. g3 e5 4. f4 d5 5. g4 e6 6. f5 d6 7. g6 e7 8. f7 d8 9. g8 e9 10. f9 d10 11. g10 e11 12. f11 d12 13. g12 e13 14. f13 d14 15. g14 e15 16. f15 d16 17. g16 e17 18. f17 d18 19. g18 e19 20. f19 d20 21. g20 e21 22. f21 d22 23. g22 e23 24. f23 d24 25. g24 e25 26. f25 d26 27. g26 e27 28. f27 d28 29. g28 e29 30. f29 d30 31. g30 e31 32. f31 d32 33. g32 e33 34. f33 d34 35. g34 e35 36. f35 d36 37. g36 e37 38. f37 d38 39. g38 e39 40. f39 d40 41. g40 e41 42. f41 d42 43. g42 e43 44. f43 d44 45. g44 e45 46. f45 d46 47. g46 e47 48. f47 d48 49. g48 e49 50. f49 d50 51. g50 e51 52. f51 d52 53. g52 e53 54. f53 d54 55. g54 e55 56. f55 d56 57. g56 e57 58. f57 d58 59. g58 e59 60. f59 d60 61. g60 e61 62. f61 d62 63. g62 e63 64. f63 d64 65. g64 e65 66. f65 d66 67. g66 e67 68. f67 d68 69. g68 e69 70. f69 d70 71. g70 e71 72. f71 d72 73. g72 e73 74. f73 d74 75. g74 e75 76. f75 d76 77. g76 e77 78. f77 d78 79. g78 e79 80. f79 d80 81. g80 e81 82. f81 d82 83. g82 e83 84. f83 d84 85. g84 e85 86. f85 d86 87. g86 e87 88. f87 d88 89. g88 e89 90. f89 d90 91. g90 e91 92. f91 d92 93. g92 e93 94. f93 d94 95. g94 e95 96. f95 d96 97. g96 e97 98. f97 d98 99. g98 e99 100. f99 d100 101. g100 e101 102. f101 d102 103. g102 e103 104. f103 d104 105. g104 e105 106. f105 d106 107. g106 e107 108. f107 d108 109. g108 e109 110. f109 d110 111. g110 e111 112. f111 d112 113. g112 e113 114. f113 d114 115. g114 e115 116. f115 d116 117. g116 e117 118. f117 d118 119. g118 e119 120. f119 d120 121. g120 e121 122. f121 d122 123. g122 e123 124. f123 d124 125. g124 e125 126. f125 d126 127. g126 e127 128. f127 d128 129. g128 e129 130. f129 d130 131. g130 e131 132. f131 d132 133. g132 e133 134. f133 d134 135. g134 e135 136. f135 d136 137. g136 e137 138. f137 d138 139. g138 e139 140. f139 d140 141. g140 e141 142. f141 d142 143. g142 e143 144. f143 d144 145. g144 e145 146. f145 d146 147. g146 e147 148. f147 d148 149. g148 e149 150. f149 d150 151. g150 e151 152. f151 d152 153. g152 e153 154. f153 d154 155. g154 e155 156. f155 d156 157. g156 e157 158. f157 d158 159. g158 e159 160. f159 d160 161. g160 e161 162. f161 d162 163. g162 e163 164. f163 d164 165. g164 e165 166. f165 d166 167. g166 e167 168. f167 d168 169. g168 e169 170. f169 d170 171. g170 e171 172. f171 d172 173. g172 e173 174. f173 d174 175. g174 e175 176. f175 d176 177. g176 e177 178. f177 d178 179. g178 e179 180. f179 d180 181. g180 e181 182. f181 d182 183. g182 e183 184. f183 d184 185. g184 e185 186. f185 d186 187. g186 e187 188. f187 d188 189. g188 e189 190. f189 d190 191. g190 e191 192. f191 d192 193. g192 e193 194. f193 d194 195. g194 e195 196. f195 d196 197. g196 e197 198. f197 d198 199. g198 e199 200. f199 d200 201. g200 e201 202. f201 d202 203. g202 e203 204. f203 d204 205. g204 e205 206. f205 d206 207. g206 e207 208. f207 d208 209. g208 e209 210. f209 d210 211. g210 e211 212. f211 d212 213. g212 e213 214. f213 d214 215. g214 e215 216. f215 d216 217. g216 e217 218. f217 d218 219. g218 e219 220. f219 d220 221. g220 e221 222. f221 d222 223. g222 e223 224. f223 d224 225. g224 e225 226. f225 d226 227. g226 e227 228. f227 d228 229. g228 e229 230. f229 d230 231. g230 e231 232. f231 d232 233. g232 e233 234. f233 d234 235. g234 e235 236. f235 d236 237. g236 e237 238. f237 d238 239. g238 e239 240. f239 d240 241. g240 e241 242. f241 d242 243. g242 e243 244. f243 d244 245. g244 e245 246. f245 d246 247. g246 e247 248. f247 d248 249. g248 e249 250. f249 d250 251. g250 e251 252. f251 d252 253. g252 e253 254. f253 d254 255. g254 e255 256. f255 d256 257. g256 e257 258. f257 d258 259. g258 e259 260. f259 d260 261. g260 e261 262. f261 d262 263. g262 e263 264. f263 d264 265. g264 e265 266. f265 d266 267. g266 e267 268. f267 d268 269. g268 e269 270. f269 d270 271. g270 e271 272. f271 d272 273. g272 e273 274. f273 d274 275. g274 e275 276. f275 d276 277. g276 e277 278. f277 d278 279. g278 e279 280. f279 d280 281. g280 e281 282. f281 d282 283. g282 e283 284. f283 d284 285. g284 e285 286. f285 d286 287. g286 e287 288. f287 d288 289. g288 e289 290. f289 d290 291. g290 e291 292. f291 d292 293. g292 e293 294. f293 d294 295. g294 e295 296. f295 d296 297. g296 e297 298. f297 d298 299. g298 e299 300. f299 d300 301. g300 e301 302. f301 d302 303. g302 e303 304. f303 d304 305. g304 e305 306. f305 d306 307. g306 e307 308. f307 d308 309. g308 e309 310. f309 d310 311. g310 e311 312. f311 d312 313. g312 e313 314. f313 d314 315. g314 e315 316. f315 d316 317. g316 e317 318. f317 d318 319. g318 e319 320. f319 d320 321. g320 e321 322. f321 d322 323. g322 e323 324. f323 d324 325. g324 e325 326. f325 d326 327. g326 e327 328. f327 d328 329. g328 e329 330. f329 d330 331. g330 e331 332. f331 d332 333. g332 e333 334. f333 d334 335. g334 e335 336. f335 d336 337. g336 e337 338. f337 d338 339. g338 e339 340. f339 d340 341. g340 e341 342. f341 d342 343. g342 e343 344. f343 d344 345. g344 e345 346. f345 d346 347. g346 e347 348. f347 d348 349. g348 e349 350. f349 d350 351. g350 e351 352. f351 d352 353. g352 e353 354. f353 d354 355. g354 e355 356. f355 d356 357. g356 e357 358. f357 d358 359. g358 e359 360. f359 d360 361. g360 e361 362. f361 d362 363. g362 e363 364. f363 d364 365. g364 e365 366. f365 d366 367. g366 e367 368. f367 d368 369. g368 e369 370. f369 d370 371. g370 e371 372. f371 d372 373. g372 e373 374. f373 d374 375. g374 e375 376. f375 d376 377. g376 e377 378. f377 d378 379. g378 e379 380. f379 d380 381. g380 e381 382. f381 d382 383. g382 e383 384. f383 d384 385. g384 e385 386. f385 d386 387. g386 e387 388. f387 d388 389. g388 e389 390. f389 d390 391. g390 e391 392. f391 d392 393. g392 e393 394. f393 d394 395. g394 e395 396. f395 d396 397. g396 e397 398. f397 d398 399. g398 e399 400. f399 d400 401. g400 e401 402. f401 d402 403. g402 e403 404. f403 d404 405. g404 e405 406. f405 d406 407. g406 e407 408. f407 d408 409. g408 e409 410. f409 d410 411. g410 e411 412. f411 d412 413. g412 e413 414. f413 d414 415. g414 e415 416. f415 d416 417. g416 e417 418. f417 d418 419. g418 e419 420. f419 d420 421. g420 e421 422. f421 d422 423. g422 e423 424. f423 d424 425. g424 e425 426. f425 d426 427. g426 e427 428. f427 d428 429. g428 e429 430. f429 d430 431. g430 e431 432. f431 d432 433. g432 e433 434. f433 d434 435. g434 e435 436. f435 d436 437. g436 e437 438. f437 d438 439. g438 e439 440. f439 d440 441. g440 e441 442. f441 d442 443. g442 e443 444. f443 d444 445. g444 e445 446. f445 d446 447. g446 e447 448. f447 d448 449. g448 e449 450. f449 d450 451. g450 e451 452. f451 d452 453. g452 e453 454. f453 d454 455. g454 e455 456. f455 d456 457. g456 e457 458. f457 d458 459. g458 e459 460. f459 d460 461. g460 e461 462. f461 d462 463. g462 e463 464. f463 d464 465. g464 e465 466. f465 d466 467. g466 e467 468. f467 d468 469. g468 e469 470. f469 d470 471. g470 e471 472. f471 d472 473. g472 e473 474. f473 d474 475. g474 e475 476. f475 d476 477. g476 e477 478. f477 d478 479. g478 e479 480. f479 d480 481. g480 e481 482. f481 d482 483. g482 e483 484. f483 d484 485. g484 e485 486. f485 d486 487. g486 e487 488. f487 d488 489. g488 e489 490. f489 d490 491. g490 e491 492. f491 d492 493. g492 e493 494. f493 d494 495. g494 e495 496. f495 d496 497. g496 e497 498. f497 d498 499. g498 e499 500. f499 d500 501. g500 e501 502. f501 d502 503. g502 e503 504. f503 d504 505. g504 e505 506. f505 d506 507. g506 e507 508. f507 d508 509. g508 e509 510. f509 d510 511. g510 e511 512. f511 d512 513. g512 e513 514. f513 d514 515. g514 e515 516. f515 d516 517. g516 e517 518. f517 d518 519. g518 e519 520. f519 d520 521. g520 e521 522. f521 d522 523. g522 e523 524. f523 d524 525. g524 e525 526. f525 d526 527. g526 e527 528. f527 d528 529. g528 e529 530. f529 d530 531. g530 e531 532. f531 d532 533. g532 e533 534. f533 d534 535. g534 e535 536. f535 d536 537. g536 e537 538. f537 d538 539. g538 e539 540. f539 d540 541. g540 e541 542. f541 d542 543. g542 e543 544. f543 d544 545. g544 e545 546. f545 d546 547. g546 e547 548. f547 d548 549. g548 e549 550. f549 d550 551. g550 e551 552. f551 d552 553. g552 e553 554. f553 d554 555. g554 e555 556. f555 d556 557. g556 e557 558. f557 d558 559. g558 e559 560. f559 d560 561. g560 e561 562. f561 d562 563. g562 e563 564. f563 d564 565. g564 e565 566. f565 d566 567. g566 e567 568. f567 d568 569. g568 e569 570. f569 d570 571. g570 e571 572. f571 d572 573. g572 e573 574. f573 d574 575. g574 e575 576. f575 d576 577. g576 e577 578. f577 d578 579. g578 e579 580. f579 d580 581. g580 e581 582. f581 d582 583. g582 e583 584. f583 d584 585. g584 e585 586. f585 d586 587. g586 e587 588. f587 d588 589. g588 e589 590. f589 d590 591. g590 e591 592. f591 d592 593. g592 e593 594. f593 d594 595. g594 e595 596. f595 d596 597. g596 e597 598. f597 d598 599. g598 e599 600. f599 d600 601. g600 e601 602. f601 d602 603. g602 e603 604. f603 d604 605. g604 e605 606. f605 d606 607. g606 e607 608. f607 d608 609. g608 e609 610. f609 d610 611. g610 e611 612. f611 d612 613. g612 e613 614. f613 d614 615. g614 e615 616. f615 d616 617. g616 e617 618. f617 d618 619. g618 e619 620. f619 d620 621. g620 e621 622. f621 d622 623. g622 e623 624. f623 d624 625. g624 e625 626. f625 d626 627. g626 e627 628. f627 d628 629. g628 e629 630. f629 d630 631. g630 e631 632. f631 d632 633. g632 e633 634. f633 d634 635. g634 e635 636. f635 d636 637. g636 e637 638. f637 d638 639. g638 e639 640. f639 d640 641. g640 e641 642. f641 d642 643. g642 e643 644. f643 d644 645. g644 e645 646. f645 d646 647. g646 e647 648. f647 d648 649. g648 e649 650. f649 d650 651. g650 e651 652. f651 d652 653. g652 e653 654. f653 d654 655. g654 e655 656. f655 d656 657. g656 e657 658. f657 d658 659. g658 e659 660. f659 d660 661. g660 e661 662. f661 d662 663. g662 e663 664. f663 d664 665. g664 e665 666. f665 d666 667. g666 e667 668. f667 d668 669. g668 e669 670. f669 d670 671. g670 e671 672. f671 d672 673. g672 e673 674. f673 d674 675. g674 e675 676. f675 d676 677. g676 e677 678. f677 d678 679. g678 e679 680. f679 d680 681. g680 e681 682. f681 d682 683. g682 e683 684. f683 d684 685. g684 e685 686. f685 d686 687. g686 e687 688. f687 d688 689. g688 e689 690. f689 d690 691. g690 e691 692. f691 d692 693. g692 e693 694. f693 d694 695. g694 e695 696. f695 d696 697. g696 e697 698. f697 d698 699. g698 e699 700. f699 d700 701. g700 e701 702. f701 d702 703. g702 e703 704. f703 d704 705. g704 e705 706. f705 d706 707. g706 e707 708. f707 d708 709. g708 e709 710. f709 d710 711. g710 e711 712. f711 d712 713. g712 e713 714. f713 d714 715. g714 e715 716. f715 d716 717. g716 e717 718. f717 d718 719. g718 e719 720. f719 d720 721. g720 e721 722. f721 d722 723. g722 e723 724. f723 d724 725. g724 e725 726. f725 d726 727. g726 e727 728. f727 d728 729. g728 e729 730. f729 d730 731. g730 e731 732. f731 d732 733. g732 e733 734. f733 d734 735. g734 e735 736. f735 d736 737. g736 e737 738. f737 d738 739. g738 e739 740. f739 d740 741. g740 e741 742. f741 d742 743. g742 e743 744. f743 d744 745. g744 e745 746. f745 d746 747. g746 e747 748. f747 d748 749. g748 e749 750. f749 d750 751. g750 e751 752. f751 d752 753. g752 e753 754. f753 d754 755. g754 e755 756. f755 d756 757. g756 e757 758. f757 d758 759. g758 e759 760. f759 d760 761. g760 e761 762. f761 d762 763. g762 e763 764. f763 d764 765. g764 e765 766. f765 d766 767. g766 e767 768. f767 d768 769. g768 e769 770. f769 d770 771. g770 e771 772. f771 d772 773. g772 e773 774. f773 d774 775. g774 e775 776. f775 d776 777. g776 e777 778. f777 d778 779. g778 e779 780. f779 d780 781. g780 e781 782. f781 d782 783. g782 e783 784. f783 d784 785. g784 e785 786. f785 d786 787. g786 e787 788. f787 d788 789. g788 e789 790. f789 d790 791. g790 e791 792. f791 d792 793. g792 e793 794. f793 d794 795. g794 e795 796. f795 d796 797. g796 e797 798. f797 d798 799. g798 e799 800. f799 d800 801. g800 e801 802. f801 d802 803. g802 e803 804. f803 d804 805. g804 e805 806. f805 d806 807. g806 e807 808. f807 d808 809. g808 e809 810. f809 d810 811. g810 e811 812. f811 d812 813. g812 e813 814. f813 d814 815. g814 e815 816. f815 d816 817. g816 e817 818. f817 d818 819. g818 e819 820. f819 d820 821. g820 e821 822. f821 d822 823. g822 e823 824. f823 d824 825. g824 e825 826. f825 d826 827. g826 e827 828. f827 d828 829. g828 e829 830. f829 d830 831. g830 e831 832. f831 d832 833. g832 e833 834. f833 d834 835. g834 e835 836. f835 d836 837. g836 e837 838. f837 d838 839. g838 e839 840. f839 d840 841. g840 e841 842. f841 d842 843. g842 e843 844. f843 d844 845. g844 e845 846. f845 d846 847. g846 e847 848. f847 d848 849. g848 e849 850. f849 d850 851. g850 e851 852. f851 d852 853. g852 e853 854. f853 d854 855. g854 e855 856. f855 d856 857. g856 e857 858. f857 d858 859. g858 e859 860. f859 d860 861. g860 e861 862. f861 d862 863. g862 e863 864. f863 d864 865. g864 e865 866. f865 d866 867. g866 e867 868. f867 d868 869. g868 e869 870. f869 d870 871. g870 e871 872. f871 d872 873. g872 e873 874. f873 d874 875. g874 e875 876. f875 d876 877. g876 e877 878. f877 d878 879. g878 e879 880. f879 d880 881. g880 e881 882. f881 d882 883. g882 e883 884. f883 d884 885. g884 e885 886. f885 d886 887. g886 e887 888. f887 d888 889. g888 e889 890. f889 d890 891. g890 e891 892. f891 d892 893. g892 e893 894. f893 d894 895. g894 e895 896. f895 d896 897. g896 e897 898. f897 d898 899. g898 e899 900. f899 d900 901. g900 e901 902. f901 d902 903. g902 e903 904. f903 d904 905. g904 e905 906. f905 d906 907. g906 e907 908. f907 d908 909. g908 e909 910. f909 d910 911. g910 e911 912. f911 d912 913. g912 e913 914. f913 d914 915. g914 e915 916. f915 d916 917. g916 e917 918. f917 d918 919. g918 e919 920. f919 d920 921. g920 e921 922. f921 d922 923. g922 e923 924. f923 d924 925. g924 e925 926. f925 d926 927. g926 e927 928. f927 d928 929. g928 e929 930. f929 d930 931. g930 e931 932. f931 d932 933. g932 e933 934. f933 d934 935. g934 e935 936. f935 d936 937. g936 e937 938. f937 d938 939. g938 e939 940. f939 d940 941. g940 e941 942. f941 d942 943. g942 e943 944. f943 d944 945. g944 e945 946. f945 d946 947. g946 e947 948. f947 d948 949. g948 e949 950. f949 d950 951. g950

Le reflet du soleil

L'oscar du meilleur film étranger verra en compétition : *Coup de torchon* (France), *Aísho et le Condor* (Nicaragua), *le Vol de l'aigle* (Suède), *Vie privée* (U.R.S.S.), *Recommencer* (Espagne).

Une soif de désastre

MICHEL COURNOT.
Théâtre d'Aulnay-sous-Bois.

L'OLYMPIA
BRUNO COQUATRIX
présente

**Chants et Danses
de l'Ensemble
Soviétique de Géorgie**

Du 28 Février au 6 Mars

Location au théâtre de 11 à 22 h. Par téléphone : 742.25.49. Dans les agences.

Umberto Boccioni & Milan

Boccioni, après 1914, voulait
« tout recommencer ». Il avait
chanté la guerre dans ses ma-
nifestes, il y est maintenant confronté
à l'effort (s'est engagé). Il peint des portraits
d'ouvriers, une étude de nu solide
comme un Derrai, cinq ans à peine
après les déclarations fracassantes
qu'il proclamait le nu en peinture.
L'étrange destin. Il meurt au front, des
sœurs d'une chute de cheval, lui qui a
peint le dynamisme du cavalier. Il n'a
pas trente-cinq ans. Quelle
tragédie ?

GENEVIEVE BRESSETTE.

★ Boccioni à Milan. Palazzo Reale,
jusqu'au 6 mars. Exposition réalisée par
la ville de Milan. Catalogue : introduction
de Guido Ballo. L'exposition doit
être présentée à Rome.

Alécio de Andrade

■ Le prix Weill créé en 1975 en Israël, doté de 100 000 dollars et destiné à récompenser des travaux de recherche internationale dans le domaine des sciences et des arts, est attribué pour l'année 1982 au pianiste américain Vladimir Horowitz, au compositeur français Olivier Messiaen, et à Joseph Tal, qui dirige le département de musicologie à l'Université de Jérusalem.

[illegible]

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

CHAUD ET FROID - Cerd **■**
Mouflet (531-28-34) **■** h 30.

LE CERCLE DE CRAIE CAUCA-
SIEN (ex allemand) Théâtre de
Paris (280-09-30), 20 h 30.

LA FLEUR AU PUEBLI - Boulogne,
T. 1 (24-25-30), 20 h 30.

TRIPTYQUE - Odéon (325-70-32),
20 h 30.

PLATT BAND - Petit Thé (797-
96-06), 20 h 30.

LA COLÈRE D'ACHILLE -
Théâtre de la Ville (24-25-30),
LES DIX PETITS NÈGRES - **■**
Internationale, grande salle (52-
38-69) **■** h 30.

CAVALIER, 4 LITRES **■**
Chézy, Théâtre Paul Eluard (890-
89-79), 20 h 30.

MÈRE COURAGE ET SES EN-
FANTS - Molière, Théâtre 71
(655-43-00), 20 h 30.

LA TONNELLE ORANGE - René-
Malmaison, Théâtre André-
Malraux (749-7-23), 21 h.

LE DÉSERT - Molière, Théâtre 71
(655-43-00), 20 h 30.

Les salles subventionnées

municipales

CHAILLOT (727-81-15) Grand Feu
17 h : Palerme ou Jérusalem ; Grand
Théâtre, 18 h 30 (version intégrale)
Hamlet.

PETIT (525-70-32), J & B

TEP (797-96-04), H & H

maison : J & K

LEBAUBOURG (777-12-35), J & B
vidéo : Nouveaux films BP, 16 h : L'introduction à la musique contemporaine - Musique et modernité ; 19 h : Introduction du feu ; 15 h : Hans-Jürgen - le Torgue dans l'œuvre d'Alfred Schnittke ; 18 h : Concerto/chanson : le Concept ; re : ... musique - ... 18 h 30
Ph. Manoury ; J & Tr. Marcell

THÉÂTRE **MAISON**
4261 10th B31, Concord, 6

(21-79-83), Concerto (voir p. 187).
THEATRE DE LA VILLE (374-73-27)
 20 h 30 : *Les Femmes d'Albi* (M 30) : Dernière
 du concert.
Les univers
A DEJAZET (887-97-34), 22 h 30 : *Rose*
 ou les Épiques de la passion.
AMERICAN CENTER (321-43-20),
 21 h : *Contrepoint*.
ANTOINE (208-77-11), 20 h 30 : *Coup de*
soleil.
ARTS-HENRIOT (37-43-33), 21 h,
ASTELLE - THEATRE (235-53-53)
 20 h 30 : *Le Malade imaginaire*.
ATELER (606-49-34), 21 h, met.
Le Tour du monde.
ATHENÉE (74-67-27), 71 et 20 h 30 : *Le*
Corps étrangers, H 21 : *Ides*.
BASTILLE (357-43-14), 19 h 30 : *Elm*.
 21 h : *K...*
CARTELOFF - PARISIENS (296-60-24)
 20 h 30 : *En* *surcote*, les *seraient*.
CARTOUCHEUR, Théâtre du
(374-24-68), 18 h 30 : *La Nuit des*
Théâtre de la Trappe (326-56-56).
 20 h 30 : *Superduper* (326-56-56).
CASINO DE PARIS (874-56-22)
 20 h 30 : *Neuf* *des* *années*.
CING DIAMANTS (580-18-62), 21 h :
Mort d'Elm.
C.I.S.P. TEL. PARIS 12 (343-19-11),
 20 h 30 : *Bas* *des* *années*.
CINEMA INTERNATIONAL (580-38-69),
 20 h 30 : *Le Bon Dieu* : *Le*
Marchand d'œufs : *Le* *Marchand*
de *œufs* : *Le* *Marchand* *de* *œufs*.
 20 h 30 : *Le* *Marchand* *de* *œufs*.
COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
 20 h 30 : *Le* *Marchand d'œufs*.
COMEDIE ITALIENNE (321-23-22)
 20 h 30 : *Le* *Marchand d'œufs*.
DAINOU (261-69-14), 21 h : *Argent*
de *l'argent*.
DEUX PORTES (261-49-92), 20 h 30 :
Le *Marchand d'œufs*.
EDOUARD-VALENTIN (74-67-49), 21 h :
Le *Marchand d'œufs*.
 Dernière *Nuit* *de* *l'argent*.
ESCALIER D'OR (522-15-10), 20 h 30 :

AU CAFÉ DE LA GARE ■ PARTIR DU 22 FEVRIER 88 à 22 h
La compagnie Serge PAPAGALLI, THEATRE ■ BEFFROY
 présente
"PLUS LA PEINE DE FRIMER"
 ■ NEQUES DE BORLESQUE
 ■ D'HUMOUR SATIRIQUE
 TROIS D'UN AU FESTIVAL DE
 CALDERN 82
 PRIX SPECIAL
 CULTURAL - 88*
 MEMBRE 82
 01, rue du Temple 104

G La Tragédie de Coriolan
de W. Shakespeare, texte mis en scène de J.M.
mise en scène de J.M. Sobel
Du 19 Février au 27 Mars
THEATRE DE GENNEVILLIERS
Centre de la Scène Nationale
41, avenue des Gresillons, 92300 Gennevilliers, Tél. 793 26 30

LUNDI 21 FÉVRIER 1983, A 20 H 30
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
 UNIQUE RÉCITAL
NATHAN MILSTEIN
 avec
Georges PLUDERMACHER
 Au profit de la **Fondation européenne**
 des sciences, des arts et de la culture
GEMINIANI - SCHUMANN - BEETHOVEN - SZYMANOWSKI
LSZCZ - MILSTEIN - STRAWINSKY - WIENIAWSKI
 Place de 30 à 150 F
 Location : Théâtre des Champs-Élysées - 723-47-77

Pour tous renseignements concernant
les programmes ou les salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 18 février

ESPACE MAÏTÉ (327-85-94), 20 h à 30 :
Valéry R. 221

ESPACE-MARAIS (271-10-19), ■ ■ ■ ■ ■
Le Mariage de

FONDATION DEUTSCHE DE LA MEUBERTHE (258-47-55), 20 h à 30 :
de la nuit.

FONTAINE (574-74-40), 18 h à 30 : *Joux de mots*; 20 h à 15 : *Vive les femmes*; 22 h à 30 : S. Joly.

MAÏTÉ-MONTTARNASSE (322-16-18), 20 h à 30 : ■ ■ ■ ■ ■

GALERIE 45 (326-63-51), 21 h : A Separate Peace - After Magritte.

GREAT HALL MONTROUSIEUX (326-04-50), 20 h à 30 : Gilles X / Maréchal de Rais.

GYMNASSE (246-79-79), 21 h : G. Beizos.

HUCHETTE (326-36-99), 18 h à 30 :

LA BRUYÈRE (874-76-99), 15 h : **Maman d'un jour**

LIERRE-THEATRE (506-45-83),
■ ■ ■ ■ ■ Armande

LUCERNAIRE (544-57-34), L
18 h 30 : Les Enfants du silence ; 21 h : Six heures au plus tard ; R. 18 h 15 : Deux enfants ; 22 h 15 : Troubadours de Pendelo

MADRIDINE (241-77-89), 20 h 45 : **Le grand amour**

MATHURINS (241-77-89), 21 h : L'avantage d'être comédien.

MATHURINS (241-77-89), 21 h : **Le grand amour**

MATHURINS (241-77-89), 21 h : **Le grand amour**

MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On diterra au lit

MICHONÈRE (743-95-22), 20 h 30 : *Le*
Vidiane voyageur.

MOGADOR (285-20-80), 20 h : *Le*
grand avocat.

MONT-PARNASSE (320-89-90), 21 h :
R. Davaud : Poète Montparnasse. 21 h :
Trois fois rien.

NOUVEAU (770-53-76), 20 h 30 :
Hold-up pour rire.

ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : *Sarah*
ou le Cri de la linguiste.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 :
la Fille sur la banquette arrière.

POCHE (548-93-97), 21 h : *Le*
cinéma.

POTINÈRE (261-44-16), 20 h 45 : *Sol :*
le m'égayonne à la...

SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 :
Le
cinéma.

TAI THÉÂTRE D'ESSAI (276-70-19) L
20 h 30 : Fred; 22 h : l'Épave des
Joues ; L 20 h 30 : Huis clos.

THÉÂTRE DU BUCHÉMEURS (236-
00-00) L Une poutre; 22 h : Le
Volant sur les ombres vertes; 22 h :
Hamlet.

THÉÂTRE D'EDGAR (322-13-11)
20 h 30 : Les deux cadavres; 22 h : Pas de
garçonne dans le jardin.

THÉÂTRE DU MARAIS (278-03-53)
20 h 30 : le

THÉÂTRE PRÉSENT (203-03-53),
20 h 30 : Fragment.

THÉÂTRE 13 (388-16-30), 20 h 30 : Son-
net.

THÉÂTRE 14 (545-49-77), 21 h : Une
nouvelle

THÉÂTRE DU BOND-POINT (236-
00-00) L 20 h 30 : le Strawn. Poésie mal;
20 h 30 :

THÉÂTRE DU TOURTOUR (867-
82-48), 18 h 30 : le mal court; 22 h : le mal;
20 h 30 : le mal court; 22 h : le mal court;

Les cafés-théâtres
AU FIN (296-29-35), 22 h 30 : *Le Président*.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51),
 19 h 30 : *Sur une île*.
BLANCH-MANTEAU (887-15-84), 1 :
 20 h 15 : *Arush* - MC2 ; 21 h 30 : *Les*
Démocrates London ; 22 h 30 : *Des bulles*
dans l'esmer. - II ; 20 h : *Philippe*
Oguez tout a changé ; 21 h 30 : *Qui a tué*
Betty Grandet ? ; 22 h 30 : *Version origi-*

CARÉ D'EDGAR (322-1102): 1 h 18 h 30 : Laines chanter les cloches; 20 h 30 : Tiers, voilà deux bondines; 21 h 30 : Marguerite d'hommes; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bouquet blanc - 11 h 30 h 30 : Les blaireaux sont toujours; 22 h : Une genre de sang dans le gazon.

CARÉ DE LA CARRÉ (378-52-51): 15 h 15 M. Lapeyrie; Roulard; 22 h : Tragédie au radar.

LE FANAL (233-91-17), 20 h : J. Mailhot; 21 h 15 : Étoiles rouges.

LA CACHETTE (367-62-45), 11 h : Ce n'est pas si grave une femme; 22 h : Les Chénieres.

LE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Bessyev, quel pas sacrilège; 11 h 30 : Donby; 23 h 30 : L'ache me talonne.

POINT-VIRGULE (218-8743) ; 20 h 15 :
Tranches de vie ; 22 h 30 : Elle voit des
glènes parano.

BESTO SHOW (508-0041) ; 20 h 30 - J :
Carnets des djeuns ; 21 h 45 : Et si l'été
était...

**SEPTIÈME DES RALLIES (236-37-27)
(D.) ; 20 h 15 :** On est pas des pigeons ;
21 h 30 : A poil ; 22 h : Autant en com-
pacte le lion.

**SPLENDID SAINT-MARTIN (206-
21-93) ; 20 h 30 :** Le monde est petit, les
Pygmees aussi ; 22 h : Albert.

LETTINAMAREE (867-33-82) ; 20 h 15 :
Pbère ; 21 h 30 : Apocypsal Na.

**THEATRE DE DOX HEURES (330-
07-48) ; 18 h :** Le Jeune de l'axe ;
20 h 30 : Saisons françaises ; 21 h 30 : Les
cousins ont des bérets.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : A la Courto-Psyc.

THEATRE DES DEUX ANES (10-26), 21 h : Les vos Ronds... Floc.

La danse

A DEJAZET (887-97-34), 18 h 30 : A la mémoire de ma fille chérie; 20 h 30, J. Gaudin : Les...

PALAIS DES BEAUX-ARTS (828-40-90), 20 h : du XIX^e siècle.

STUDIO DES QUATRE TEMPS (773-65-11), 21 h : De Mienne Dangrois.

TEMPS LIBRES (272-94-26), 20 h 30 : Bal-

Le music-hall

BOBINO (322-74-84), 20 h 45 : B. Haller.
CENTRE MANDAPA (589-01-60),
20 h 30 : Pausanias.
COLOMBO (579-73-54), 21 h : Es-
telle.
FORUM (297-53-47), 21 h : E. Wieser.
LUCERNAIRE (544-57-34), 22 h 30 :
J. Ramenay, J. Ads.
MARGINT (236-04-41), 21 h : Thierry Le
Luron.
OLYMPIA (742-04-41), 21 h : M. Josses.
PALAI DES CONGRES (756-13-03),
21 h : M. Sardon.
PALAI DES GLACES (607-49-93),
20 h 30 : Dancin.
THEATRE DES CHAMPELLES
(723-47-77), 20 h 30 : gala de l'ESSCA.
J. Joly.
**THEATRE DE LA PORTE SAINT-
MARTIN** (607-37-33), 20 h 30 :

A. Cordy.
TROTTOURS DE BUENOS-AIRES
(260-44-41), 21 h 30 : L. Rizzo, M. Fernandez, Josefina.

Les concerts

RANELAGH, 18 h 30 : E. Gatti, R. Es-
sandrini (Boaonciani, Uccolini,
Merula.).

RADIO-FRANCE, GRAND AUDITO-
RIUM, 8 h : Chœurs de Radio-France.

Les opérettes

RENAISSANCE (208-21-75), ■ ■ 30 : le
Magabond triganç.

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUICHETTE (35-05), 21 h 30: **Il Collier's London** (233-6455).
CLUB DES (35-05), 21 h 30: **Agbavia** (237-24-24).
CLOTRE DES (35-05), 21 h 30: **Il Collier's London** (233-6455).
DEPOT-VENTE (637-31-87), 21 h 30: **G. Perrin Blouin**.
DINERS (35-05), 21 h 30: **E. Watson** (237-24-24).
NEW MORNING (523-51-61), 20 h 30: **Congo, S. Massamba Ociot**.
PETTIT JOURNAL (328-28-59), 21 h 30: **Watergate Seven + one**.
PETTIT OPPORTUN (236-31-06), 23 h: **F. L. Collier's, L. Roux**.
SLOW CLUB (32-84-34), 21 h 30: **M. Lefebvre**.

En région parisienne

ANTONY, Th. F. - **Chef** (66-02-74),
20 h 30 : L'Opéra de Smyrne.
AUBREYVILLE, Th. ■ ■ ■ ■ ■
(82-02-29), 20 h 30 : Les Femmes à Peters-
bourg, - II. M. B. ■ ■ ■ ■ ■
AULNAY, M.C. (83-11-45), 20 h 30 : ■ ■ ■
Ames stories.
BÉZONS, C.A.C. P.-Ezard (92-30-88)
■ ■ ■ ■ ■
J. N. P. Prébois.
BOLLANGE-BILLANCOURT (60-3-
60-44), 20 h 30 : ■ ■ ■ ■ ■
19 : Fleur au fauil.
BRIE-COMTE-ROBERT,
M. G. (82-02-53), 20 h 30 : ■ ■ ■ ■ ■
charentais
CHATELON, Eugène ■ ■ ■ ■ ■
20 h 30 : Chœurs d'enfants de Saint-
Michel, Ensemble vocal P. Haffray, E.
Oudecote, dir. A. P. Haffray
(Mozart).
CERGY-PONTOSE, C.C. A-Mahraz
(80-46-01), 21 h : M. Cure.
CHATILLON, M.C. (67-22-11), 21 h :

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : A la Courte-Pyee.

THÉÂTRE DES DEUX ANS (10-26), 21 h : Mes vos Ronds... Flic.

La danse

A DEJAZET (887-97-34), 18 h 30 : A la mémoire de ma fille chérie; 20 h 30, J. Gaudin : Les ...

PALAIS DES BEAUX-ARTS (828-60-90), 20 h 15 : ...

STUDIO DES QUATRE TEMPS (773-65-11), 21 h : De Mienne Dangrong.

TEMPLIERS (272-94-26), 20 h 30 : Bal...

La music-hall

LE MUSIC-HALL

BOLENO (322-74-84), 20 h 45 : B. Haller.
CENTRE MANDAPA (589-01-60),
20 h : Faustino.
CLUB ELITE (579-73-54), 21 h : En-
semble Carlos Vio.
FORNIA (533-24-41), 21 h : E. Winner.
LES CHATELAINES (544-57-34), 22 h 30 :
J. Humery, J. Ads.
MARGNY (256-04-41), 21 h : Thierry Le
Luro.
OLYMPIA (743-25-09), 21 h : M. Jones.
PALAIS DES CONGRES (758-13-03),
20 h 30 : J. Humery.
PALAIS DES GLACES (607-49-93),
20 h 30 : J. Humery.
THEATRE DES CHAMPELLES
(723-47-71), 20 h 30 : gala de l'ESSCA.
et Magasin, S. Joly.
**THEATRE DE LA PORTE SAINT-
MARTIN** (607-37-53), 20 h 30 :

A. Cordy.
TROTTOURS D

Les concerts

RANELAGH, 16 h 30 : E. Gatti, R. F. Sandrini (Boonocini, Uccolini, Merula...).

RADIO-FRANCE, GRAND AUDITORIUM, 8 h : Chœurs de Radio-France.

LE VÉSINET CAI
Comme sur la main.

VILLEPREUX, CAC (443-49-97), 21 h :
la Rooster, la Lande, la Librairie.

UGC BIARRITZ
CINE BEAUBOURG LES H.

DANIEL MESGUEN
GABRIELLE LAZUR

LA BE

UN

CHAUD & FROID
OU L'IDÉE DE NE DOM.
Location 531.29.34

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
27 fév., 1^{er} et 30 mars, 20 h 30

QUATUOR

AMADEUS

BRUNO CAMINO (1)

MARIA TIPO (2)

■ ■ ■ : 2 quatuors pour piano (1)
1^{er} mars : 2 sélections de Brahms
■ ■ ■ : Quintette pour piano (2)
Quintette

Loc. 723-47-77

TEP 797 86 06
Mo Sambetta

pip simmons group

présente
en français

Snuff

le silence

Vous êtes aux Champs-Élysées... Pourquoi faire la queue au restaurant ?

La Caravelle

VOUS PROPOSE UNE GRANDE CARTE AU PRIX D'UN PUB
TOUS LES LUNDIS UN PLAT DU JOUR 4,90 €

Tél. : 369-14-35

4, RUE ARSÈNE-HOUSSAYE - Paris-8

Ouvert jour et nuit

U.G.C. NORMANDIE v.o. - MONTE CARLO v.o. - PARAMOUNT ODFON v.o. - CINÉ BEAUBOURG ■■■ - PARAMOUNT OPÉRA v.f. - PARAMOUNT MARIVAUX v.f. - PARAMOUNT MONTPARNASSE v.f. - PARAMOUNT MONTMARTRE v.f. - PARAMOUNT GALAXIE v.f. - CONVENTION SAINT CHARLES v.f. - PARAMOUNT BASTILLE v.f. - PARAMOUNT La Varenne ■■■
4 MOUSQUETAIRES St-Michel-s-Orge - CLUB ■■■
■ PERRYAY St-Geneviève-des-Bois - VII JAGS Nemilly

LA CAGE AUX FLICS



PARTNERS

UGC BIARRITZ - CLUNY ECOLES - PARNASSIENS
CINE BEAUBOURG LES HALLES - UGC BOULEVARDS - 14 JUILLET BEAUGRENELLE

DANIEL MESGUICH, CYRIELLE CLAIRE, DANIEL EMILFORK
GABRIELLE LAZURE (DANS LE RÔLE DE MARIE-ANGÈLE) ET FRANÇOIS CHAUMETTE

LA BELLE CAPTIVE

UN FILM D'ALAIN ROBBE-GRIFFET

Productions
en accord
avec Armée Variétés
présentent

Julien Clerc

Porte de Pantin

à partir du 22 Février 1983.

Sur chaque cassette

Soirée 0 h 30, matinée 16 h Dimanche : 14 h 30, 16 h 30, 18 h 30. 245 000 FF.

Prix des : 130 F, 100 F, 80 F, 60 F. Location : RTL, Porte de Pantin (Paris) ou à l'Agence et agences où il est possible de louer. 98 11.

Une retraite complémentaire pour les écrivains ?

هكذا من الامثلة

La C.F.D.T. appelle les salariés à la grève lundi 21 février pour s'opposer au licenciement des trois délégués

pas comparables ■■■■ de Citroën, il n'en demeure pas moins que ■■■■ le ministre du travail ■■ nouveau en première ligne. Après ■■ fermes déclarations, condamnant les violences, ■■ refusant les « arrangements », ■■ propos ■■ l'affaire Citroën, ■■ ministre devra aussi trancher ■■■■ la nouvelle affaire Renault sans sous-estimer ■■ risques



de dérapage social et politique. Social, chez Renault, la C.F.D.T. s'est prononcée pour la grève, chez Citroën, la C.G.T., apparemment modérée, a répété qu'elle refusait les licenciements. « Je vous donne parole qu'il n'y a pas de licenciement. La direction doit négocier la suite », a déclaré, jeudi 17 février M. Ghazzi, l'un des délégués du comité de licenciement. « Si Citroën refuse, nous nous chargerons de l'action », a ajouté M. F. Grégori, responsable des métallurgistes parisiens.

« Il a fallu une semaine pour que les délégués adoptent une position », rétorque la direction. Apparaissent, il y a des insultes, violences. Il s'agit de sanctionner l'attitude de trois personnes qui ont été un peu trop loin. » Dialogue des sourds ? La Régie campe sur sa position de l'Etat et de la loi : elle « n'est plus seule en cause » ; elle ajoute que désormais, c'est l'inspecteur du travail puis éventuellement au ministre de prendre leurs responsabilités.

Selon M. Menu, le président de la C.G.C., la loi sur le salaire est le langage de la C.G.C. Mais les besoins du pays, l'obligation de maintenir l'équilibre économique et monétaire, ne permettent pas de pratiquer une politique salariale, où toutes les rémunérations sont augmentées en même temps, d'où le rôle de revaloriser les bas salaires. C'est en substance la réponse qu'a donnée M. Menu, qui souhaite rencontrer prochainement le premier ministre.

Rencontre La Hénin, et la maison de production et de négoce **André Cordier** (300 millions de francs de chiffre d'affaires et 80 % à l'exportation) est un bon exemple des restructurations et synergies nécessaires au secteur. Mais il s'agit ici surtout de vins d'appellation.

La date limite du dépôt (ou remise) des plis est fixée au 23 ~~juin~~ ~~1982~~.

Les soumissionnaires ~~participent~~ engagés par leurs offres pendant neuf (9) mois.

10 rue de Valenciennes - 75063 PARIS Cedex 02 - Tél. : (1) 36.46.46
Agences : Paris - Lille (Croix) - Strasbourg - Lyon - Clermont-Ferrand
Marseille - Noisy-le-Grand.

Mais le mal plus profond dont souffre la viticulture **■** son insuffisante force **■** frappe **■** et commerciale. L'accord d'association qui devrait être signé **■** Salins du Midi (marque Lisle) notamment, filiale du groupe rapprochement politique tient lieu **■** logique industrielle. Les **■** entre M. Doumeng, la C.G.T. et le Model seront-ils suffisants pour combler le trou **■** la Sicavins **■** lui donner **■** moyens d'être efficiente ?

JACQUES GRAI

We had previously announced that our Tender due on 12 th January 1983 at 15,00 hours for the construction of a slipway with 500 tonnes lifting capacity for our Iskenderun port has been postponed to 14 th. February 1983 at 15,00 hours and that only bidders from member countries of the World Bank and from Switzerland may participate in this tender. Kindly inform us that this time the mentioned tender has been postponed to 8 th March 1983, Tuesday at 15,00 hours due to necessity concerned.



Why is the financial director of a Greek shipping company phoning Hamburg about today's edition of an English-speaking newspaper?

Well, he knows his colleague in Hamburg will have the same newspaper on his desk, because the Financial Times is now hand-delivered direct to offices in 35 major cities.

And he knows it will already have been read. As businessmen, they both need to know what is happening in the world, why it is happening and what is going to happen next.

The FT's daily coverage of business news in Europe, the Middle East, the United States, Japan and

the Far East is not only earlier than other newspapers, it is reported for Europeans by Europeans. World news. News of European companies. Currency exchange rates. Freight rates and shipping news. All these, together, build a picture of the whole. The Financial Times interprets the world of business to the European business world every day. It is where the day's business begins.

Everyone speaks the Financial Times.

For more information about how to receive a regular copy of the FT, ring or write to: Anne-Marie Tazet, Financial Times (Europe) Ltd, Centre d'Affaires Le Louvre, 88 Rue de Rivoli, F-75004 Paris Cedex 04, tél. 37 20 00, télex 22004.

Les inquiétudes
des entreprises

Nominati

FINANCIAL
Times

1250

Les résultats inquiétants des industries électriques et électroniques en 1982

Les importations accrues de matériels électroniques auront, en 1982, annulé le traditionnel excédent commercial de la branche électrique et électronique. D'après les chiffres que s'apprête à publier la Fédération des industries électriques et électroniques (F.I.E.E.), l'excédent est brutalement tombé de 7,4 milliards de francs en 1981 à seulement 700 millions de francs en 1982.

Trois secteurs sont responsables de l'essentiel de cette chute : l'informatique, l'électronique grand public (T.V., magnétoscopes, hi-fi...) et l'électroménager. Le déficit de l'informatique est passé de 1 milliard de francs en 1981 à 5,3 milliards (les importations ont ainsi grimpé de 41 %), celui de l'électronique grand public de 3,9 à 5,8 milliards, tandis que dans l'électroménager les importations (surtout de gros matériels) ont progressé de 25,6 % alors que les exportations régressaient de 2,8 % (le déficit y atteint 1,9 milliard de francs).

Les experts n'ignoraient pas les problèmes de ces secteurs où des restructurations sont en cours. Ils s'attendaient notamment à un déficit de la « filière électronique » (autre classement que celui de la F.I.E.E.) de 12 milliards de francs en 1982 contre 6 milliards l'année précédente (le Monde du 22 janvier). Mais le reste des activités ne manque pas non plus d'inquiéter. Hors les biens d'équipements électriques, seul secteur satisfaisant qui porte son excédent de 8,3 milliards à 10 milliards de francs, la plupart des autres activités s'essouffent ou régressent comme la radiologie (300 millions de francs de déficit), la mesure (400 millions) ou les composants (1,9 milliard). Si l'on détache l'informatique et l'électronique grand public du reste des résultats de la F.I.E.E., le solde commercial (14,1 milliards de francs) a chuté pour la première fois. La progression tendanciellement forte s'est cassée.

E. L.-R.

Nominations

● M. CLAUDE MANDIL vient d'être nommé directeur général de l'Institut du développement industriel. M. Edouard Silvy et Christian Langlois-Meurine sont nommés directeurs généraux adjoints.

[Né le 9 janvier 1942 à Lyon, M. Claude Mandil est ancien élève de l'École polytechnique et ingénieur en chef des mines. Chargé de mission à la DATAR, il est directeur interdépartemental de l'industrie en pays de Loire (1976-1981) avant d'être nommé conseiller technique au cabinet de M. Pierre Mauroy en novembre 1981.]

● M. NOEL GOUTARD vient d'être nommé directeur délégué, directeur des opérations du groupe Thomson. Dans ce nouveau poste, il assurera les responsabilités de direction générale du groupe auprès du P.-D.G. M. Gomez. Il aura autorité sur toutes les directions horizontales (finances, plan, social, recherche), à l'exception du « commercial », placé sous la direction de M. Gerald Cauvin, et de la « communication », qui reste directement rattachée à M. Alain Gomez. Il sera ainsi le numéro deux du groupe.

[Né le 22 décembre 1931, licencié en droit, M. Goutard est resté plusieurs années aux États-Unis comme analyste financier. Directeur général de Gévelot, de 1966 à 1971, il occupe ensuite, jusqu'en 1976, les fonctions de directeur général des Compteurs Schumberger. En 1976, il devient administrateur di-

recteur général adjoint des Chargeurs Réunis.]

● M. ROGER RÉMOND, agriculteur, a été nommé, en Conseil des ministres, président du C.N.A.S.E.A. (Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles), établissement public qui assure la politique gouvernementale en matière de structure des exploitations. Il succède à M. Jean Michardière, ancien directeur de cabinet de M. Michel Cointat (1971-1972), président du C.N.A.S.E.A. depuis 1979.

[Né le 3 février 1925, à Oisilly (Côte-d'Or), M. Roger Rémond, père de huit enfants, est conseiller municipal depuis 1950 et maire de Quéigny (Côte-d'Or) depuis 1959. Ancien vice-président du Centre national des jeunes agriculteurs, il est administrateur de la F.N.S.E.A., fondateur et président de la SAFER de Bourgogne et président de l'Association départementale d'aménagement des structures agricoles. Conseiller général de la Côte-d'Or depuis 1976, il est aussi vice-président du conseil économique et social de Bourgogne.]

● M. FRANCK VAINGNE-DROVE vient d'être nommé président-directeur général de la Compagnie industrielle de matériel de transport, C.I.M.T.-Lorraine, filiale à 52 % de la CEM dont Alstom-Atlantique vient de prendre le contrôle.

(Publicité)



Texte en langue française du message publicitaire inséré en page ci-contre :

Pourquoi le directeur financier d'une compagnie maritime grecque appelle-t-il Hambourg au sujet de la dernière édition d'un quotidien de langue anglaise ?

Il sait que son collègue de Hambourg a devant lui le même quotidien, le *Financial Times* étant maintenant distribué directement dans les bureaux de trente-cinq grandes villes. Il sait aussi qu'il l'a déjà parcouru.

Hommes d'affaires tous les deux, ils ont besoin de savoir ce qui se passe dans le monde, pourquoi cela se passe et ce qui va se passer.

Les actualités économiques en Europe, au Moyen-Orient, aux États-Unis, au Japon et en Extrême-Orient paraissent dans les rubriques quotidiennes du *Financial Times* plus vite qu'ailleurs. Et elles sont commentées par des Européens pour des Européens.

Nouvelles du monde entier, nouvelles des sociétés européennes, taux de change, tarifs fret et informations shipping : l'ensemble vous donne une image fidèle du marché.

Le *Financial Times* interprète chaque jour le monde des affaires pour tous les hommes d'affaires européens. C'est avec lui qu'ils attaquent la journée.

Parler affaires, c'est parler *Financial Times* !

Pour de plus amples renseignements sur la manière de recevoir régulièrement un exemplaire du F.T. appeler ou écrire à :

Anne-Marie Tozzi - *Financial Times* (Europe) Ltd
Centre d'Affaires Le Louvre
168, rue de Rivoli - F75044 PARIS CEDEX 01
Téléphone : 297-20-00. - Téléc : 220044

LES EXPORTATIONS DE MAGNÉTOSCOPES

Paris n'est pas totalement satisfait de l'accord d'autolimitation entre la C.E.E. et le Japon

Paris n'est pas totalement satisfait de la manière dont la Communauté européenne a négocié avec le Japon, une limitation des exportations de magnétoscopes (le Monde du 15 février).

A l'origine, il était prévu de négocier de façon à obtenir une limitation par les Japonais de leurs exportations de magnétoscopes vers l'Europe à 3,5 millions d'unités. Or, l'accord s'est fait sur la base de 4,55 millions. En outre, bien des points restent dans l'ombre. Ainsi, la question des magnétoscopes assemblés en Europe - les « kits » ou appareils prêts à monter - ne paraît pas définitivement tranchée, même s'il « semble » qu'un volume de 600 000 magnétoscopes soit incorporé dans les 4,55 millions. Que se passera-t-il si ce chiffre augmente ou si la valeur ajoutée des chaînes de montage japonaises en Europe s'accroît ?

Il n'y a pas, d'autre part, de répartition des exportations japonaises par pays. La question des stocks - on compterait 200 000 appareils à Poitiers - reste également posée. Sont-ils inclus ou non dans l'accord ? Les pouvoirs publics français attendent donc d'en savoir plus et ne se font pas outre mesure d'illusion sur l'efficacité réelle des mesures d'autolimitation.

En aucun cas, rappelle-t-on, l'accord conclu par la Commission avec le Japon n'engage la France pour la levée des formalités de dédouanement de Poitiers. On ajoute, non sans ironie, que la Commission et les partenaires de la France qui avaient participé au concert de réévaluation lors de l'application des mesures de Poitiers ont été en fait fort satisfaits de s'appuyer sur l'action du gouvernement français pour négocier.

● Le groupe Prouvost prend une participation dans Mic-Mac (prêt-à-porter). - Le capital de la société Mic-Mac vient d'être redistribué. M. Gunther Sachs, la famille Faure (créatrice de la firme) et l'entreprise japonaise Renown qui en étaient les actionnaires cèdent une partie de leurs intérêts au groupe Prouvost et au groupe Sylvain Floirat (ami de la famille Faure). Les quatre parties possèdent chacune 20 % à 25 % des actions. Mic-Mac a un chiffre d'affaires de 140 millions de francs, dont les deux tiers proviennent de ses ventes à l'étranger (surtout en Extrême-Orient). Elle fait fabriquer ses modèles et les commercialise principalement par des boutiques « franchisées ».

REPRISE DU DOLLAR

Le dollar était plus ferme sur les marchés des changes ce vendredi matin. On le cote à Francfort 2,405 DM (contre 2,3985 la veille) et à Paris, 6,83 F (contre 6,78). Le cours de nuit s'élevait à Paris 6,85 F, soit un gain d'environ 2,350 F. On ne notait aucun changement sur les taux d'intérêt, le taux au jour le jour à Paris s'établissant, comme la veille, à 12,15/16 %. Le cours de l'or continuait à Londres à 360,10 \$ l'once, l'once se traitait sur la base de 591 à 592 dollars (elle avait été cotée par opposition jeudi après-midi 594,75 dollars).

ÉNERGIE

La baisse du prix du pétrole anglais

(Suite de la première page.)

Quelle sera, dans l'hypothèse d'une baisse des prix de ces pays, la réaction des autres membres de l'OPEP et notamment de l'Arabie Saoudite ? Elle s'est déclarée prête à « soutenir à tout prix » le nouveau prix du brut dans le cas d'une baisse. Pour ce faire, un accord général des pays de l'OPEP sur le plafond de production, les quotas pays par pays et l'échelle relative des prix selon les qualités est indispensable.

Pour l'heure, cependant, le consensus semble loin de l'emporter au sein de l'OPEP. Mais la généralisation de réduction des prix pratiquée dans le désordre risquerait de déclencher la spirale à la baisse redoutée de tous les pays producteurs de pétrole.

Ainsi M. Caldero Bertl, ministre vénézuélien du pétrole, s'est déclaré opposé « à la convocation immédiate d'une réunion extraordinaire de l'OPEP. Une réunion de ce type, sans accord ou consensus préalable, pourrait devenir un facteur de perturbation », a ajouté le ministre. « Il serait dangereux pour l'OPEP que les pays producteurs de la mer du Nord fixent le prix du pétrole sur le marché international. »

V. M.

cier avec les Japonais. Sans Poitiers, aucun accord d'autolimitation - même avec ses lacunes - n'aurait été signé.

Dans l'immédiat, on réfléchit à Paris sur la possibilité d'accélérer les procédures de dédouanement des magnétoscopes. Mais on prendra, semble-t-il, le temps de la réflexion et de voir comment les accords d'autolimitation avec les Japonais se mettent en place.

Pour les groupes nippons, qui ont misé sur une croissance rapide du marché des magnétoscopes et investi en conséquence, les années 1983-1984 pourraient bien être celles d'un ajustement de leur stratégie. Les statistiques de 1982 font certes apparaître une vive progression des exportations, qui ont atteint 10,56 millions d'unités, dont 2,5 millions vers les États-Unis (+ 5,5 % seulement par rapport à 1981) et 4,9 millions vers la C.E.E. (+ 73,3 %).

Avec leur marché intérieur, la production des usines nippones a avoisiné les 13 millions d'unités. Or leur capacité de production annuelle serait de 18 millions ! Les marchés japonais et américains atteignant un taux d'équipement important, la C.E.E. fermant à moitié ses portes, on peut se demander si les Japonais n'ont pas vu trop grand. Dans ce cas, il va leur falloir trouver de nouveaux produits (vidéodisque, magnétoscope 8 mm ?), qui assurent l'emploi et maintiendront un volume important d'exportations. On relèvera, à cet égard, l'annonce officielle du lancement au Japon de son vidéodisque par la société J.V.C.

J.-M. G.

En Irlande

UN GROUPE AMÉRICAIN SE LANCE DANS LA PRODUCTION INDUSTRIELLE D'INTERFERON

Le groupe pharmaceutique américain Schering Plough (1) va construire, en République d'Irlande, à Brinny, dans le comté de Cork, la plus grande unité mondiale d'interféron. La nouvelle a été rendue publique jeudi soir 17 février à Londres. Le coût de l'investissement sera de 106 millions de dollars (742 millions de francs). L'installation sera opérationnelle en 1985 et emploiera trois cents personnes.

Schering Plough (14 milliards de francs de chiffres d'affaires, 27 000 salariés) prend un risque énorme mais calculé. Le groupe n'a pas reçu l'autorisation de la Food and Drug Administration (F.D.A.), le très sévère organisme américain qui surveille l'industrie pharmaceutique des États-Unis. En outre, les travaux de laboratoire n'ont pas encore réussi à démontrer vraiment l'efficacité réelle de ce produit dans le traitement de nombreuses maladies, le cancer notamment, ni sa parfaite innocuité. En novembre dernier, les essais de l'interféron Pasteur ont été suspendus.

Mais Schering Plough parie sur un développement très rapide de la demande d'ici à 1990 et veut prendre de vitesse la firme suisse Hoffmann-Laroche et les groupes japonais. Preuve de l'intérêt de cette opération : l'Industrial Development Authority of Ireland a décidé de financer ce projet à hauteur de 5 % à 7 %.

L'Irlande est un berceau fiscal pour l'industrie pharmaceutique internationale. Ses exportations de médicaments sont passées de 34 millions de dollars en 1979 à 1,5 milliard de dollars l'an dernier.

(1) Ne pas confondre avec le groupe allemand Schering A.G. avec lequel Schering Plough n'a aucun lien.

SIDÉRURGIE

Les salariés de la Chiers acceptent majoritairement le plan de reconversion

Après les explosions de violence de la fin de l'année passée, le calme va-t-il s'installer durablement sur le bassin de Vireux-Molbain (Ardennes) ? Deux événements peuvent le laisser espérer. Le vote majoritairement positif des 800 salariés de l'usine sidérurgique de la Chiers (sous-filiale d'Usinor) acceptant le plan social - qui doit accompagner la fermeture du site, prévue pour la fin de l'année. Et l'annonce de deux implantations industrielles dans le bassin par le premier ministre ce vendredi 18 février à Charleville-Mézières.

Le vote demandé par l'intersyndicale (C.F.D.T., F.O., C.G.C.) a donné 441 réponses positives, 191 négatives, 24 nulles sur 656 votants. La majorité des 797 salariés s'est donc prononcée en faveur du plan malgré l'appel à l'abstention de la C.G.T. et malgré l'extrême tension qui règne encore dans le bassin, agité régulièrement par la double action des écologistes opposés à la centrale nucléaire de

Chooz et des sidérurgistes hostiles à la fermeture du site. Ce plan social extrêmement complexe (et coûteux) prévoit 180 départs à la retraite et la création progressive de 800 emplois nouveaux - de caractère durable - dans le bassin, d'ici à 1989. Un calendrier précis permettra d'organiser des formations, des reclassements transitoires à Chooz et toute une série de garanties pour chaque salarié se voit offrir deux emplois au minimum. Sur les 800 emplois nouveaux à créer, Usinor devra en apporter 600.

MOTOBÉCANÉ

VA DÉPOSER SON BILAN

Sauf événement de dernière minute, Motobécane, numéro deux français du cycle et du motocycle, déposera son bilan dans les tout premiers jours de la semaine prochaine, nous signale notre correspondant d'Amiens. « Cela ne signifie nullement l'arrêt de l'entreprise », a déclaré M. Philippe Bertheleau, représentant de l'administrateur provisoire M. Albert Chassagnon.

A son apogée, Motobécane a compté jusqu'à 5 000 salariés. Le groupe n'emploie plus que 4 500 personnes dont 2 500 dans son usine de Saint-Quentin (Aisne).

Avec la contraction du marché, la firme n'a pas réussi sa mutation dans la moto. Elle a souffert aussi du retrait de son principal actionnaire, Dassault. En cessation de paiement, elle règle comptant ses fournisseurs depuis le 7 février.

Les pouvoirs publics sont toutefois résolus à trouver une solution pour permettre à l'entreprise de poursuivre son activité. Avec un marché stabilisé autour de 400 000 engins par an, un accord de coopération industrielle entre Motobécane et Cycles Peugeot pourrait permettre à la France de se maintenir dans cette activité.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE
E.N.A.F.O.R.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° IN 83.01

E.N.A.F.O.R. lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture du matériel de forage pétrolier suivant :

- Lot I. - Drill pipes and drill collars (tiges et masses-tiges) ;
- Lot II. - Stabilizers and reamers (stabilisateurs et alésours) ;
- Lot III. - Casing head components (éléments pour têtes de puits) ;
- Lot IV. - Handling and rotary drilling equipment (équipement de forage rotatif et de lavage).

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78.02 du 11 février 1978 portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

Les fournisseurs intéressés peuvent retirer le cahier des charges à E.N.A.F.O.R. - département engineering et approvisionnements - 1, place Bir-Hakeim, El-Biar (Alger), à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions, établies en six (6) exemplaires, sous double pli cacheté et recommandé, l'enveloppe extérieure anonyme, sans en-tête sigle ou cachet du soumissionnaire et ne comportant aucune inscription indiquant son origine, et portant seulement la mention « Appel d'offres international n° IN 83.01 - Confidentiel - A ne pas ouvrir », à l'attention de M. le chef de département engineering et approvisionnements, devront parvenir au plus tard le 16 avril 1983. Délai de rigueur. Toute soumission parvenant après ce délai sera rejetée.

Le délai d'option sera de cent vingt jours à compter de la date de clôture de l'appel d'offres.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES
SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

« SONELGAZ »

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Sonelgaz, direction des approvisionnements, service achats, lance un avis d'appel d'offres pour l'achat de divers matériels électriques.

Les fabricants intéressés peuvent retirer les cahiers des charges disponibles en ses bureaux, au 2, boulevard Salah-Bouakour, Alger, sous les références et objets suivants, contre présentation d'un avis de virement de la somme de deux cents dinars (200 DA) par dossier, au compte Sonelgaz, C.C.P. N° 380 004 Alger.

N° dossier	Objet	Date de clôture
- B/16/83 XKA	Conducteurs en cuivre NU pour lignes électriques aériennes	05-04-83
- B/16/83 XKA	Conducteurs en alliage d'aluminium « Almelco »	12-04-83
- B/17/83 XKA	Câbles en cuivre basse tension isolé au polyéthylène (P.R.C.)	26-04-83
- B/18/83 XKA	Câbles moyenne tension en cuivre : isolation papier et polyéthylène (P.R.C.)	26-04-83
- B/19/83 XKA	Accessoires pour raccordement de câbles moyenne tension (trousses pour jonction et autoréglés thermo-rétractables)	05-04-83
- B/20/83 XKA	Accessoires de raccordement de lignes électriques aériennes	26-04-83

Les offres devront parvenir sous double pli cacheté.

L'enveloppe extérieure ne doit pas porter d'indication permettant l'identification du soumissionnaire, sous peine d'annulation de l'offre.

Les soumissionnaires resteront tenus par leurs offres pendant un délai de six mois à compter de la date de clôture du dossier.

TRANSPORTS

POUR OBTENIR UNE AMÉLIORATION DE LEUR RETRAITE Les pilotes et les stewards font grève dans toutes les compagnies aériennes

La grève de vingt-quatre heures lancée par l'ensemble des syndicats de personnels navigants techniques et commerciaux de l'aviation civile française, vendredi 18 février, affecte l'activité des compagnies aériennes. Air Inter, T.A.T. et U.T.A. prévoient d'assurer à peu près tous les vols.

Quant à Air France, elle pensait pouvoir assurer la quasi-totalité de ses vols long-courriers (à l'exception d'un Paris-New-York, d'un Paris-Pointe-à-Pitre, du Paris-Chicago et aux retraites-Beyrouth-Amman). En revanche, sur le réseau moyen-courriers, les deux tiers seulement des vols habituels étaient programmés.

Une nouvelle grève qui va encore coûter cher aux compagnies dans une période difficile, qui va gêner les vacances de beaucoup de familles et qui va, une fois de plus, désigner à la critique du public des « nantis ». Pourtant, si une grève de navigants fut jamais compréhensible sur le fond, c'est bien celle-ci, puisqu'elle se réclame d'une revendication de « justice sociale ».

Pilotes, mécaniciens navigants, hôtes et stewards demandent l'application pleine et entière à leurs professions des dispositions relatives aux retraites complémentaires déjà en vigueur ailleurs, en particulier l'abrogation de la règle d'ancienneté, dite « des quinze ans », pour l'ouverture des droits à pension, abrogation pourtant prévue par une loi... du 29 décembre 1972. Une autre revendication touche à la modification des modalités de versement de ce qui est appelé la « majoration de rattachement » : un navigant peut en effet prendre sa retraite à cinquante ans, mais n'a droit à la pension vieillesse de la Sécurité sociale qu'à soixante ans.

Les grévistes réclament aussi une modification des tranches de salaires et du taux de réversion, une autre méthode de calcul des pensions et une meilleure périodicité de réévaluation de celles-ci. Enfin, ils demandent la suppression de dispositions discriminatoires, voire sexistes, comme celle qui prive du bénéfice de la réversion un veuf d'hôtesse de l'air alors qu'une veuve de steward peut y prétendre.

Ces revendications, on le devine, risquent de coûter de l'argent aux cotisants, salariés, bien sûr, mais surtout aux entreprises. D'où la réserve de certaines administrations concernées par un éventuel décret (économie, budget, solidarité nationale), alors que le ministère des transports se montre, lui, plutôt compréhensif. Les syndicats de navigants, eux, estiment qu'on a assez

« entraîné les pieds » dans cette affaire à laquelle ils sont attachés depuis 1976 : non seulement il a fallu attendre dix-huit mois après le 10 mai 1981 pour voir des négociations tripartites s'ouvrir, mais les premières propositions des pouvoirs publics sont unanimement jugées insuffisantes, et celle de créer un « groupe d'experts » pour examiner le dossier d'ici à la fin avril franchement « inacceptable ». Après tout, disent les syndicats, les réformes que nous demandons ne coûteront rien à l'Etat, le régime étant autonome. Le surcroît qu'elles entraînent pourrait être absorbé par un alignement des cotisations sur le taux plein (car depuis 1963, et d'un commun accord, navigants et entreprises ne payent les cotisations qu'à hauteur d'environ 80 % de leur taux de principe). De cette augmentation, les directions des compagnies ne veulent évidemment pas entendre parler.

JAMES SARAZIN.

Renseignements :
• Air France, Paris : 535-61-61, ou 320-15-55, Province : centres de réservations.
• Air Inter, Paris : 675-13-13, Province : centres de réservations.
• U.T.A., 775-75-75, ou 776-41-52.

ENVIRONNEMENT

A Londres

DIX-NEUF PAYS SE PRONONCENT CONTRE L'IMMERSION DES DÉCHETS NUCLÉAIRES

Londres (A.F.P.). - La convention de Londres pour la prévention de la pollution marine a adopté, jeudi 17 février, une résolution demandant la suspension de l'immersion des déchets nucléaires.

Cette résolution, présentée par l'Espagne, réclame la suspension de l'immersion des déchets nucléaires jusqu'à ce qu'un groupe scientifique « ad hoc » apporte la preuve que ces déchets ne sont pas nocifs pour les milieux marins.

La résolution constitue un engagement moral pour les pays qui l'ont votée et n'a pas encore force juridique. Elle a été adoptée par 19 voix contre 6 (Royaume-Uni, Etats-Unis, Japon, Pays-Bas, Afrique du Sud et Suède). Cinq pays se sont abstenus : la France, la R.F.A., le Brésil, la Grèce et l'Union soviétique.

TOURISME

LES EXCÉDENTS DÉPASSERONT 11 MILLIARDS DE FRANCS

Le ministère du temps libre consacra, en 1983, 8 millions de francs pour promouvoir l'« équilibre des vacances » et la « découverte de la France », a indiqué M. André Henry, ministre du temps libre. Il a notamment annoncé la création prochaine d'un organisme chargé « d'assurer dans de meilleures conditions la promotion du tourisme français à l'étranger ».

A ce propos, le ministre a indiqué que la balance commerciale du tourisme avait été nettement positive en 1982, puisque « les excédents en devises dépasseront vraisemblablement 11 milliards de francs, soit près de 40 % d'augmentation par rapport à 1981 ».

Les ministères du temps libre et de l'économie ont annoncé, le 17 février, que les conditions des prêts au tourisme allaient être alignées sur celles des prêts accordés à l'industrie. Le financement des investissements sera assuré par des taux bonifiés de 11,75 % dans l'hôtellerie et de 9,75 % dans le domaine du tourisme social.

URBANISME

150 000 F D'AMENDE A UN PROMOTEUR QUI AVAIT CONSTRUIT SANS PERMIS

Les promoteurs qui, avec la complicité plus ou moins tacite de l'administration, ne respectent pas les jugements des tribunaux devront désormais se montrer moins désinvoltes. L'un d'eux, M. Francis de Mesmay, gérant d'une société immobilière, la SINVIM, qui a continué à construire un immeuble en plein Paris, avenue du Maine, alors qu'un tribunal administratif avait annulé son permis, vient d'être sévèrement condamné par le tribunal correctionnel de la capitale. Celui-ci avait été saisi par l'association S.O.S. Paris (le Monde du 29 janvier).

Les juges ont déclaré M. de Mesmay coupable d'avoir construit sans permis, l'ont condamné à 150 000 francs d'amende et ont accordé 8 000 francs de dommages et intérêts à l'association. Le tribunal a toutefois estimé qu'il n'y avait pas lieu de démolir les quatre étages édifiés sans permis, puisqu'un nouveau document avait été, entre-temps, délivré au promoteur.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

RÉORGANISATION ET ÉLARGISSEMENT DU GROUPE C.I.C.

Le C.I.C., les banques régionales qui lui sont associées et la Banque de l'Union européenne vont, en accord avec les pouvoirs publics, constituer un nouvel ensemble bancaire dont les structures et l'organisation seront progressivement mises en place au cours de l'année 1983. Cette réorganisation traduit la volonté d'élargir et d'accroître les moyens d'intervention des banques du groupe et de renforcer les liens qui les unissent dans le respect de leur spécificité propre.

L'Etat fera apport au C.I.C., qui deviendra ultérieurement une société de participation bancaire, de l'intégralité des actions de la BUE et des actions des banques régionales associées nécessaires pour qu'il en détienne la majorité. L'Etat sera l'actionnaire majoritaire de cette société de participation bancaire aux côtés de la Compagnie financière de Suez. La société de participation bancaire recevra de ses actionnaires les moyens nécessaires pour renforcer les fonds propres de la BUE.

An terme de cette réorganisation, le groupe sera composé d'une société de participation ayant le statut de banque, de dix banques de dépôt régionales, dont une exerçant son activité en l'île de France, d'une banque à vocation de banque d'affaires, la BUE, qui se trouvera ainsi adossée à un grand groupe ayant une large clientèle d'entreprises moyennes et petites et excédentaire en ressources. Les implantations des banques du groupe à l'étranger seront l'objet, en accord avec leurs partenaires sociaux et les autorités de tutelle des pays concernés, d'une organisation commune afin d'en renforcer la cohésion et l'efficacité.

Chacune des banques conservera sa personnalité, la responsabilité des relations avec ses clients et des crédits consentis.

Le groupe bancaire ainsi renforcé et élargi se situera au quatrième rang en France. Tout en conservant la structure décentralisée qui a traditionnellement fait sa force auprès de sa clientèle, cette opération lui permettra d'acquiescer de nouveaux moyens de développement répondant aux besoins de ses clients et à ceux de l'économie française.

INVESTISSEMENT OBLIGATAIRE

An 31 décembre 1982, l'actif net s'élevait à 329 492 981,30 F et le nombre d'actions en circulation était de 31 213, la valeur liquidative de l'action ressortant à 10 556,27 F.

La répartition de l'actif net était la suivante :

	En %
- Obligations classiques à taux fixe (dont intérêts courus sur obligations)	65,64
- Obligations à taux variable	19,86
- Liquidités	14,50
- Total	100,00

L'évolution de la valeur liquidative de l'investissement Obligatoire, depuis sa création le 2 septembre 1982 au 31 décembre 1982, fait ressortir un taux annuel de rendement de 16,69 %.

Rapports que les établissements habilités à recueillir les souscriptions et les demandes de rachats sont la Banque Steindorff S.A., la Compagnie parisienne de réassurance, la Banque populaire du Nord et la Banque Châti.

IMETAL

Sans attendre l'arrêt des comptes de l'exercice 1982, la société Imetal indique que pour cet exercice, aux pertes de la société Le Nickel, qui dépasseront 850 millions de francs, et de Copperweld, 10 millions de dollars, s'ajoutent de très lourdes pertes de la société Penarroya, de sorte que les résultats consolidés d'Imetal, pour 1982, accusent une perte supérieure à 650 millions de francs.

GROUPE SELIER-LEBLANC

Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé de l'ensemble du groupe s'est élevé à 2 030 millions de francs en 1982, en augmentation de 16 % sur celui de l'année précédente.

ISLANDE

Nouvelle liaison maritime par le ferry EDDA départs hebdomadaires de Bremerhaven ou de Newcastle vers Reykjavik Traversée à partir de 715 F transport voiture gratuit pour 4 passagers payants Informations : toutes agences de voyages ou ALANT'S TOURS Agent général 5, rue Danielle Casanova 75001 Paris Tél. 296.59.78



COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Le chiffre d'affaires du groupe de la Compagnie Générale d'Électricité (sociétés contrôlées et affiliées) s'est élevé pour l'année 1982 à 65 788 millions de francs hors taxes, en augmentation de 16,1 % par rapport à l'année 1981.

Cette augmentation est due, pour environ 45 % à la croissance externe du groupe. La répartition par secteurs d'activité du chiffre d'affaires total se compare de la manière suivante à celle de l'exercice précédent :

EN MILLIONS DE FRANCS HORS TAXES	1981	1982	%
Electromécanique et construction navale	15 580	16 242	+ 4,3 %
Entreprise électrique	6 807	7 349	+ 8 %
Entreprise et ingénierie	9 817	13 376	+ 36,3 % (1)
Télécommunications et informatique	10 589	12 247	+ 15,7 %
Câbles	3 370	4 808	+ 42,7 % (2)
Accumulateurs et piles	3 174	3 472	+ 9,4 %
Matériaux	1 383	1 221	- 11,6 %
Grand public	842	1 057	+ 25,5 %
Commercial et divers	5 057	6 016	+ 19,0 %
	56 659	65 788	+ 16,1 %

(1) Y compris Cochery.

(2) Y compris Kablemetal pour le deuxième semestre.

La part relative des sociétés affiliées dans le chiffre d'affaires global est d'environ 8 %.

CEM - Cie ÉLECTRO-MÉCANIQUE

NOMINATION DE DEUX DIRECTEURS GÉNÉRAUX ADJOINTS

M. Paul Combeau, président-directeur général de CEM - Cie Electro-Mécanique, vient de nommer deux directeurs adjoints M. Jean-François Dacier et M. Jean-Michel Francillon.

M. Jean-François Dacier, 35 ans, est entré à la CEM en 1980 comme directeur adjoint à la direction générale, puis chargé de ce titre en 1981 de la direction de la division machines avancées, directeur de l'établissement S.C.A.M. et directeur de la division in-

génierie CEM-Systèmes S.C.A.M. dont il garde la responsabilité directe. M. Jean-Michel Francillon, 49 ans, est entré à la CEM en 1980 comme directeur adjoint à la direction générale, puis chargé de ce titre en 1981 de la direction de la division machines moyennes à Nancy dont il garde la responsabilité directe.

COMPAGNIE COMMERCIALE SUCRES ET DENRÉES

M. Paul Dijoud vient d'être nommé directeur général de la Compagnie Commerciale Sucres et Denrées.

Agé de 44 ans, M. Paul Dijoud est licencié en droit, ancien élève de l'Institut d'études politiques et de l'École nationale d'administration et membre du corps de l'Expansion économique à l'étranger à la D.R.E.E.

Député des Hautes-Alpes de 1967 à 1981, M. Paul Dijoud a exercé de 1973 à 1981 différentes fonctions ministérielles notamment à l'Immigration, à la Jeunesse et aux sports et aux départements et territoires d'outre-mer.

La direction générale de la Compagnie Commerciale Sucres et Denrées sera ainsi assurée par :

- M. ELIE CORIAT Président-directeur général

- M. SERGE VARSANO Directeur général

- M. PAUL DIJOD Directeur général

- M. JEAN-JACQUES ALPHANDERY Directeur général adjoint

La Compagnie Commerciale Sucres et Denrées dont le chiffre d'affaires s'est élevé pour 1982 à plus de 5,5 milliards de francs est une des premières sociétés d'exportation - 800 000 tonnes - et de négociation internationale - 1 850 000 tonnes - de sucre.

La Compagnie Commerciale Sucres et Denrées fait partie du groupe Sucres et Denrées qui par l'intermédiaire de différentes filiales en France et à l'étranger opère dans le négoce et l'industrie des sucres, cacao, café, mélasse, produits laitiers, viandes, produits surgelés, confiserie.

cedis

Le 14 février, le conseil de surveillance a examiné et approuvé les comptes de l'exercice 1982 présentés par le directeur.

Le chiffre d'affaires hors taxes arrêté à 5 milliards 133 millions contre 4,655 milliards en 1981, hors livraisons à la filiale E.T.D.S. du fait de l'activité de l'entreprise de produits frais d'Aussers à partir d'octobre 1981, les ventes corrigées de CEDIS traduisent une progression de 12,45 %.

Le bénéfice net s'élève à 64,73 millions contre 62,49 après 81,24 millions d'imposté.

La marge brute d'autofinancement s'établit comme suit :

• amortissements	86,27 millions
• provisions	21,87 millions dont 18,98 pour hausse de prix
• bénéfice net	64,73 millions
	172,87 millions

La provision pour participation s'élève à 12,8 millions contre 11,6 millions.

Les Économiques Trévoux et Doctes Réunis ont réalisé une chiffre d'affaires hors taxes de 1 milliard 433 millions, en progression de 14,08 %, engendrant un bénéfice net de 7,1 millions contre 3,7 millions et une marge brute d'autofinancement de 44,1 millions contre 37,2 millions.

Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé CEDIS-E.T.D.S. s'établit à 6 milliards 433 millions, en augmentation de 12,76 %.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE. - Obligations 8,40 % (ex-5 %) 1982

Les intérêts courus du 1^{er} mars 1982 au 28 février 1983 sur les obligations Électricité de France 8,40 % (ex-5 %) 1982 seront payables, à partir du 1^{er} mars 1983, à raison de 21 F par titre de 250 F nominal, contre détachement du coupon n° 21 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 2,52 F (montant global : 23,52 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 3,36 F, soit un net de 17,64 F.

Ce-à-près, sont rappelés les séries d'obligations sorties aux tirages antérieurs :

Amort.	1964	Série	-J-	Amort.	1974	Série	-N-
	1966		-B-		1976		-R-
	1968		-F-		1978		-D-
	1970		-S-		1980		-L-
	1972		-H-		1982		-G-

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE. - Obligations 10,60 % (ex-7,75 %) 1965

Les intérêts courus du 1^{er} mars 1982 au 28 février 1983 sur les obligations Électricité de France 10,60 % (ex-7,75 %) 1965 seront payables, à partir du 1^{er} mars 1983, à raison de 38,16 F par titre de 400 F nominal, contre détachement du coupon n° 18 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 4,24 F (montant global : 42,40 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 6,35 F, soit un net de 31,81 F.

A partir de la même date, les obligations appartenant à la série désignée par la lettre « C », sortie au tirage du 16 décembre 1982, et non déposées pour être remboursées par anticipation le 1^{er} mars 1983, cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 475 F, coupon n° 19 au 1^{er} mars 1984 attaché.

Il est rappelé que les titres des séries désignées par les lettres « D » et « A » sont respectivement remboursables depuis les 1^{ers} mars 1971 et 1977.

SKI

Réservez dès maintenant dans les meilleures stations la formule de votre choix (hôtels, locations, clubs) grâce à notre sélection

Information AIRCOM (S.E.T.I.) 25, rue La Boétie, 75008 PARIS Tél. : 268-15-70 L.C. A-962

AIR INTER

En raison de la grève de 24 heures des personnels navigants, AIR INTER se voit dans l'obligation d'adapter le programme de ses vols :

LE VENDREDI 18 FÉVRIER 1983 la compagnie assurera les vols suivants :

aller-retour		aller-retour	
PARIS/BORDEAUX	10	PARIS/PAU	4
BREST	4	PERPIGNAN	3
CLERMONT-FD	2	QUIMPER	2
GRENOBLE	4	RENNES	3
LORIENT	2	STRASBOURG	6
LOURDES	1	TOULON	3
LYON	10	TOULOUSE	11
MARSEILLE	13	MARSEILLE/AJACCIO	3
MONTPELLIER	4	BASTIA	2
MULHOUSE	4	BORDEAUX	2
NANTES	4	NICE/CALVI	1
NICE	6	LYON/MARSEILLE	3
NIMES	3	LILLE	1

CORSE : toutes les liaisons sont maintenues.

En ce qui concerne les liaisons transversales, AIR INTER, invite sa clientèle à bien vouloir consulter les RÉSERVATIONS RÉGIONALES.

Pour tous autres renseignements sur l'horaire des vols, téléphoner au :

539.25.25 ou au : 675.13.13

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

17 février

Repfi technique

Après la pause observée quelques heures plus tôt, qui succédait à quatre séances de hausse, la Bourse de Paris a légèrement décroché jeudi. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement de repli s'est lentement propagé au fil des cotation. Les valeurs étrangères ont été particulièrement négligées de valeurs, de sorte qu'à la clôture l'Indicateur Instantané enregistrait un recul de 0,9 % environ.

Autour de la corbeille, les professionnels étaient surpris par la modicité des gains réalisés sur les titres étrangers. Les primes avaient lieu ce jour. En liaison avec la hausse des valeurs françaises (+ 4 % en moyenne en l'espace d'un mois), s'ensuivent nombreux contrats de vente de primes. Les vendeurs de primes ont été, mais, assemble-t-il, toutes les actions ne furent pas revendues. Cela expliquant ceci, la baisse des cours — essentiellement technique, on l'avait compris — n'a pas eu beaucoup moins importance que prévu.

Est-ce pour cette raison ou pas ? En tout cas, les porteurs se montraient réticents à se défaire de leurs titres. Même Lafarge a relativement bien tenu le coup. Après l'annonce d'une baisse de 79,4 % de son résultat net consolidé pour 1982, beaucoup tablaient sur une chute verticale de l'action. Cette dernière a seulement baissé de 4,4 %.

Baisse de Pemaroya (-8,3 %) et d'Indral (-16 %) dont la cotation repartira dans quelques heures à l'interruption consécutive au lundi 10 octobre.

Nouvelle détente de la devise-titan en corrélation avec le recul du dollar. On a coté entre 8,57 F et 8,70 F contre 8,64 F-8,74 F.

L'or s'est effrité à Londres : 506 dollars l'once contre 508,50 dollars. Il s'est plus franchement tassé à Paris avec le lingot à 110 700 F (-950 F). Repli également du napoléon à 739 F (après 738 F) contre 747 F.

Diminution du volume des transactions : 12,48 millions de francs contre 19,06 millions.

LA VIE DE

CETELEM. — Cette société du groupe de la Compagnie bancaire, considérée comme le « numéro un » français du crédit à la consommation, a réalisé, en 1982, un bénéfice net consolidé de 167 millions de francs, en augmentation de 21 % sur l'exercice précédent. Le Cetelem et ses filiales ayant distribué 994 000 financements nouveaux (en augmentation de 22 %) pour un montant total de 12,75 milliards de francs.

D'autre part, Cetelem a décidé de porter son capital de 251,8 à 314,9 millions de francs par l'émission d'actions nouvelles (certaines jouissance du 1^{er} janvier 1983) et qui seront attribuées sur la base d'une action nouvelle pour quatre

INDICES QUOTIDIENS

	16 fév.	17 fév.
Valeurs françaises	106,4	105,5
Valeurs étrangères	111,6	110,9

C^{ie} DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1982)

	16 lev.	17 lev.
Indice general	105,9	105,1

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE		
Effets privés du 18 février	12 15/16 %
COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	17 fév.	18 fév.
1 dollar (en yens)	232,10	233,75

trilunare du câtei ani erau

dans nos dernières éditions, nous pourrions à
derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient

NEW-YORK

Immunifier

Unregelmäßig

L'évolution des cours s'est revécue très irrégulière jeudi à Wall Street. Hausses et baisses ont alterné dans tous les compartiments, et, à la clôture, l'indice des matières premières enregistrait une avance minime de 1,48 point à 1 088,91.

Cependant, le bilan de la séance était légèrement négatif. Sur 1 930 valeurs traitées, 893 ont baissé, 660 ont monté et 377 n'ont pas varié.

Les opérateurs sont rassurés sur la politique de crédit qu'entend mener la Réserve fédérale, et la multiplication des signes de reprise économique contribue à entretenir l'optimisme autour du Big Board. Cependant, beaucoup se sont montrés indécis sur l'attitude à adopter devant le ralentissement de l'activité.

74,93 millions de titres échangés contre 82,10 millions précédemment. A cela, deux bonnes raisons : les difficultés rencontrées par les pays d'Amérique latine pour consolider leurs dettes, qui remettent en lumière le danger de déstabilisation monétaire ; l'obstacle psychologique des investisseurs des 100 de l'indice Dow Jones. Sera-t-il franchi ou pas ? Beaucoup préfèrent attendre avant de prendre une décision.

VALEURS

[illegible]

LA VIE DES SOCIÉTÉS

CETELEM. — Cette société du groupe de la Compagnie bancaire, considérée comme un « grand succès », a vu son crédit à la consommation, réalisée, en 1982, un bénéfice net consolidé de 167 millions de francs, en augmentation de 21 % sur l'exercice précédent, le Cetelem et ses filiales ayant distribué 994 000 financements nouveaux (en augmentation de 23 % sur 1981) pour un montant total de 12,75 milliards de francs.

D'autre part, Cetelem a décidé de porter son capital de 30 à 36 milliards de francs par l'émission d'actions nouvelles (crées jadis le 1^{er} janvier 1983) et qui seront attribuées sur la base d'une action nouvelle pour quatre

ENTREPRISE MINIERE ET CHIMIQUE - E.M.C. — Le contrat de plan du groupe chimique a été signé jeudi soir. L'E.M.C. s'est engagé à investir 1,7 milliard de francs entre 1983 et 1985, dont 320 millions de francs pour les économies d'énergie. Pour l'année en cours, les investissements porteront sur 390 millions de francs. Ils concernent la construction d'une unité de flottation aux Mines de potasse d'Alsace pour le traitement du minéral et à ouvrir une mine de potasse au Canada. L'E.M.C. recevra un apport de fonds propres et quasi-fonds

propre de 250 millions de francs, et a été le premier compte objectif de rééquilibrer son compte d'exploitation d'ici à la fin 1984.

RHONE-POULENC. ERRATUM — Le projet de compte de plan (le Monde du 10 février) il fallait lire, l'aide de l'Etat au groupe chimique se traduira par un apport de 1,8 milliard de francs en dotation budgétaire. Il s'y ajoutera des prêts participatifs et le produit de placement des titres participatifs.

SAINRAPRT ET BEUCE. - Le groupe a enregistré, l'année dernière, une progression de quelque 40 % (à structures réelles) de son chiffre d'affaires consolidé, lequel a atteint 14,37 milliards de francs, hors taxes, contre 12,85 milliards en 1981.

BOURSE DE PARIS Comptant

17 FEVRIER

VALEURS	% divid.	% du coupon	VALEURS	Cours pièces	Dernier cours	VALEURS	Cours pièces	Dernier cours	VALEURS	Cours pièces	Dernier cours	17/2	Emis- sion Finan.	Re- m- b.
3 %	26	1 151	De Dietrich	253	250	Hoeft Witten	110	114	B. N. Manque	7 25				
3 1/2 %	0 75	1 024	Dagobert	140 40	136	Hofweg, Blat. del	65	63	B. Riég. Promont.	43 000	43 000			
3 1/2 %	1 652		Dagobert S.A.	131	136	Nicolas	245	230	Borlor Rand	96	99			
4 1/4 % 1983	101 50	1 822	Dalmat-Vieljeux	480	500	Nord-Gauche	83	80	Bat Canale	164 50	164 50			
4 1/4 % 95 97	1121 31	3 407	Défin. Rég. P.A.C.D.J.	118	120	OFP Nord	97	96	Blyner	164 50	164 50			
Emp. 7 00 % 77	9280		Dider-Sont	270	270	Omyng	97	97	Bouche Perennet	24	24			
Emp. 8 00 % 77	98 46	8334	Dix Indochine	367	351	Omyng-Dumoulin	120	125	B. Lambert	283				
Emp. 8 50 % 78	98 58	8334	Dix Indochine	367	351	Omyng-Dumoulin	120	125	Canal Holdings	80 30	86			
Emp. 9 00 % 78	98 60	8334	Dix Indochine	367	351	Omyng-Dumoulin	120	125	Canal Holdings	80 30	86			
Emp. 9 50 % 78	98 62	8334	Dix Indochine	367	351	Omyng-Dumoulin	120	125	Canal Holdings	80 30	86			
Emp. 10 00 % 78	98 64	8334	Dix Indochine	367	351	Omyng-Dumoulin	120	125	Canal Holdings	80 30	86			
Emp. 10 50 % 78	98 66	8334	Dix Indochine	367	351	Omyng-Dumoulin	120	125	Canal Holdings	80 30	86			
Emp. 11 00 % 78	98 68	8334	Dix Indochine	367	351	Omyng-Dumoulin	120	125	Canal Holdings	80 30	86			
Emp. 11 50 % 78	98 70	8334	Dix Indochine	367	351	Omyng-Dumoulin	120	125	Canal Holdings	80 30	86			
Emp. 12 00 % 78	98 72	8334	Dix Indochine	367	351	Omyng-Dumoulin	120	125	Canal Holdings	80 30	86			
Emp. 12 50 % 78	98 74	8334	Dix Indochine	367	351	Omyng-Dumoulin	120	125	Canal Holdings	80 30	86			
Emp. 13 00 % 78	98 76	8334	Dix Indochine	367	351	Omyng-Dumoulin	120	125	Canal Holdings	80 30	86			
Emp. 13 50 % 78	98 78	8334	Dix Indochine	367	351	Omyng-Dumoulin	120	125	Canal Holdings	80 30	86			
Emp. 14 00 % 78	98 80	8334	Dix Indochine	367	351	Omyng-Dumoulin	120	125	Canal Holdings	80 30	86			
Emp. 14 50 % 78	98 82	8334	Dix Indochine	367	351	Omyng-Dumoulin	120	125	Canal Holdings	80 30	86			
Emp. 15 00 % 78	98 84	8334	Dix Indochine	367	351	Omyng-Dumoulin	120	125	Canal Holdings	80 30	86			
Emp. 15 50 % 78	98 86	8334	Dix Indochine	367	351	Omyng-Dumoulin	120	125	Canal Holdings	80 30	86			
Emp. 16 00 % 78	98 88	8334	Dix Indochine	367	351	Omyng-Dumoulin	120	125	Canal Holdings	80 30	86			
Emp. 16 50 % 78	98 90	8334	Dix Indochine	367	351	Omyng-Dumoulin	120	125	Canal Holdings	80 30	86			
Emp. 17 00 % 78	98 92	8334	Dix Indochine	367	351	Omyng-Dumoulin	120	125	Canal Holdings	80 30	86			
Emp. 17 50 % 78	98 94	8334	Dix Indochine	367	351	Omyng-Dumoulin	120	125	Canal Holdings	80 30	86			
Emp. 18 00 % 78	98 96	8334	Dix Indochine	367	351	Omyng-Dumoulin	120	125	Canal Holdings	80 30	86			
Emp. 18 50 % 78	98 98	8334	Dix Indochine	367	351	Omyng-Dumoulin	120	125	Canal Holdings	80 30	86			
Emp. 19 00 % 78	99 00	8334	Dix Indochine	367	351	Omyng-Dumoulin	120	125	Canal Holdings	80 30	86			
Emp. 19 50 % 78	99 02	8334	Dix Indochine	367	351	Omyng-Dumoulin	120	125	Canal Holdings	80 30	86			
Emp. 20 00 % 78	99 04	8												

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

[illegible]

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. QUELLE PAIX ? : « Vues et revues », par Yves Florenne ; « L'esprit d'Athènes », par Sylvie Mantrant et Bernard Dréano ; « Vive la restauration ! », par René Depestre.

ÉTRANGER

- 3-4. DIPLOMATIE
- La visite de M. Chrysos à Moscou.
4-5. AMÉRIQUES
- « La Chiffre de mal en fin » (III), par Jacques Després.
6. PROCHE-ORIENT
- Liban : Israël utilise le commandement Haddad pour miner l'autorité du gouvernement.
7. EUROPE
- POLOGNE : une manifestation d'étudiants à Gdansk et à Orléans.
7. AFRIQUE
7. ASIE

POLITIQUE

8. La préparation des élections municipales à Grenoble et à Orléans.
9. La politique à Marseille.

SOCIÉTÉ

10. Aucun étranger ne figure parmi les militants d'extrême droite arrêtés en Espagne.
- JUSTICE : les évènements de François Besse.
- EDUCATION
11. MÉDECINE : le mouvement de grève dans les C.H.U. parisiens.

LE MONDE DES LOISIRS ET DU TOURISME

- 13-14. CONTINENT NOIR : Rwanda, Niger, Sénégal.
15. Paris, un projet pour les handicapés.
16. Balade à la carte en Pays de Loire.
17. HIPPIQUE.
18-19. THERMALISME : les sources de la forme.
20. GASTRONOMIE : PHILATELIE.
21. JEUX.

CULTURE

22. THÉÂTRE : les Amis morts, à Audouville-sur-Saône.
23. COMMUNICATION : Lu : Présent défini, de Marcel Béalu.

ÉCONOMIE

27. ÉTRANGER : le Portugal connaît de nouvelles difficultés financières.
- CONJONCTION : la réforme bancaire.
28-29. SOCIAL : une retraite complémentaire pour les écrivains ?
- Renault-Fin : la C.F.D.T. appelle à la grève pour s'opposer au licenciement de trois délégués.
31. AFFAIRES : les exportations de médicaments.
32. TRANSPORTS.

- RADIO-TÉLÉVISION (25)
INFORMATIONS
SERVICES (12) :
Automobile : « Journal officiel » ; Méthéorologie ; Bulletin d'enseignement ; Loto.
Annonces classées (26-27) ; Programme des spectacles (23-24) ; Carnet (11) ; Mots croisés (21) ; Marchés financiers (33).

Le numéro du « Monde »
daté 18 février 1983
a été tiré à 478 458 exemplaires

DU CAL

EXPOSITION ET
DÉMONSTRATION CHEZ
CAPELOU
SPECIALISTE DU COMESTIBLE

Hépatites pour leur robustesse et
démontables PEU ENCOMBRANTS.
TES, se font en 1 ou 2 places
(Intérieur : 0,60, 0,80, 1,20 et 1,40).
Matelas à ressorts, latex ou polyuréthane.
Style ou moderne. Grand choix
en exposition.

37 Av. de la République - PARIS 11^e
Métro : Pétionville - Tél. 357.46.25

A B C D E F G

DANS LES ARDENNES

M. Mauroy présente des mesures de revitalisation économique

Au cours de son voyage dans les Ardennes, vendredi 18 février, M. Pierre Mauroy a annoncé une série de mesures « destinées à revitaliser l'économie de ce département ». Le premier ministre a insisté sur la nécessaire mobilisation des moyens locaux et notamment sur le rôle de la région et des collectivités locales dans l'utilisation des nouveaux moyens d'actions économiques mis à leur disposition. Il a précisé que les nouveaux projets industriels et tertiaires présentés représentaient la création de trois cents emplois.

Qualité « d'élément positif et dynamique pour le renouveau économique du département », le chancelier de la centrale de Chozy doit faire appel à l'émulation locale (créations de mille emplois), a expliqué M. Mauroy, qui a présenté les mesures prises par le comité interministériel d'aménagement du territoire le 20 décembre, en matière d'équipement. Outre la modernisation du matériel ferroviaire existant, la préparation d'un rapport par la S.N.C.F. en liaison avec l'E.D.F. sur un « métro-Ardenne » et l'amélioration des infrastructures routières, M. Mauroy a indiqué que le D.A.T.A.R. apportera une subvention de 1 900 000 francs à l'extension de la desserte en gaz naturel de Fumay à Givet, et 2 000 000 de francs sur les sept destinées aux voies navigables.

Pour le bâtiment et les travaux publics, une première dotation de 75 000 000 francs vient d'être mise en place pour 1983 et sera complétée en cas de besoin en juin. M. Mauroy a rappelé qu'une dotation supplémentaire de 25 000 000 francs, accordée en décembre, avait permis de trouver des logements sociaux à Sedan.

Le gouvernement a, d'autre part, décidé d'engager un programme de formation avec, notamment, la création d'un centre orienté vers l'électrotechnique, la chaudronnerie et la mécanique à Vireux-Mohain où l'unité d'acier spéciale de la Chiers doit supprimer quelque huit cents emplois. M. Mauroy a précisé qu'il n'y aura pas de licenciements sans proposition de remplacement et qu'une activité sidérurgique sera maintenue sur le site. Une unité de fabrication de matériel de maintenance représentant quatrevingt emplois y sera implantée.

Enfin, le Centre technique de la fonderie va décentraliser de Paris à Charleville, et d'ici à 1986, un établissement de cinquante ingénieurs et techniciens, de même le service du fichier du permis de conduire sera installé dans le département.

M. Mauroy a proposé à la municipalité de Charleville-Mézières, dont le maire est M. Roger Mas, député P.S., d'être l'une des premières à bénéficier d'un programme de câblage.

UN OFFICIER FRANÇAIS DÉTENU AU CAIRE POUR TRAFIC DE CANNABIS

Un lieutenant-colonel français, M. Roland Deveau, appartenant au corps des observateurs de l'Organisation des Nations unies pour la surveillance du cessez-le-feu (U.N.T.S.O.) est détenu dans une prison du Caire depuis le début de février pour « trafic de drogue ».

Les douaniers égyptiens l'auraient interpellé sur un aéroport de la ville à la descente d'un avion de l'O.N.U. et ont découvert qu'il était en possession de 38 kilogrammes de cannabis. A l'ambassade de France au Caire comme au ministère de la défense à Paris, on ne veut donner aucune précision sur cette affaire. Selon France-Soir le lieutenant-colonel, qui appartient au corps du génie, aurait été en poste dans la capitale égyptienne depuis plusieurs mois. Il y résiderait avec sa famille.

Le lieutenant-colonel Deveau occupe, auprès du commandant en chef des forces de l'O.N.U. au Proche-Orient, le général ghanéen Emmanuel Erskine, la fonction d'« officier supérieur conseiller » et représenterait en tant que tel les autres officiers français de l'O.N.T.S.O. Notre correspondant à Jérusalem confirme que l'officier français est bien détenu au Caire mais que, en l'absence du général Erskine, le porte-parole de l'O.N.T.S.O. garde la plus grande discrétion sur cette affaire. Le lieutenant-colonel peut avoir été victime de trafiquants qui auraient « placé » à son insu de la drogue dans ses bagages. Il peut aussi avoir profité des passe-droits dont bénéficient aux Proche-Orient les membres des organisations internationales.

**EFFET
DEUX
LUMIERES**

Lampes de lecture 2 intensités

**READY
MADE**

38-40, RUE JACOB 75006 PARIS
TÉL. 260.28.01

Le Monde
DIMANCHE

dans son numéro du 20 février

**Les religieuses
entre le monde et le désert**
(une enquête de Liliane Delwasse)

**Un ethnologue
rêve des Africaines**
(une interview de Georges Balandier)

Isigny veut exorciser l'opération-camembert

Les grands travaux de Carmaux

L'invasion des campagnes
vue par Jean-Michel Roux et Gérard Bauer

Nouvelle : Morts en fanfare
de Jean-Pierre Enard

Et les rubriques : Associations, audiovisuel, disques

La mort d'un officier du contre-espionnage

LE SUICIDE DU LIEUTENANT-COLONEL NUT N'EST PAS PROUVÉ

Les circonstances dans lesquelles le lieutenant-colonel Bernard Nut, agent de la Direction générale de la sécurité extérieure (D.G.S.E.-ex-SDECE), a été trouvé mort près de Nice (Alpes-Maritimes), le mardi 15 février, une balle dans la tête (le Monde du 18 février), apparaissent de plus en plus mystérieuses. Les résultats de l'autopsie, effectuée le mercredi 16 février, n'ont pas été communiqués. La thèse du suicide serait, en l'état actuel de l'enquête, la plus séduisante : d'après les responsables de la police judiciaire de Nice qui se refusent pourtant à donner plus de précisions.

Plusieurs éléments troublants semblent pourtant mettre en cause cette première hypothèse : tout d'abord le revolver de calibre 11,43 mm a été retrouvé, indiquant de source bien informée, à plusieurs mètres du corps de la victime, ce qui rend peu vraisemblable un suicide. Ensuite le juge d'instruction chargé de l'affaire, M. Pierre Lasfargue, a laissé entendre à notre correspondant régional, vendredi 18 février, qu'il y avait des éléments de l'enquête, l'information ouverte pour « recherches des causes de la mort » pourrait être reconsidérée, s'il apparaissait qu'il ne s'agit pas d'un suicide.

On note enfin que la personnalité du lieutenant-colonel Nut fait planer un doute sur la thèse du suicide. « Le lieutenant-colonel Nut était un excellent officier, très dynamique et dévoué (...) », a déclaré à Nice-Matin le colonel Marcel Parodi, délégué militaire départemental pour les Alpes-Maritimes. « C'était un homme toujours de bonne humeur. Rien ne pouvait laisser prévoir une telle issue. »

L'ÉDITEUR RIZZOLI

ARRÊTÉ À MILAN

Milan (A.F.P.). — M. Angelo Rizzoli, président-directeur général du groupe d'édition Rizzoli-Corriere della Sera, et M. Bruno Tassan Din, administrateur délégué de ce groupe, ont été arrêtés vendredi matin 18 février à Milan, sur mandat d'arrêt émis par le parquet de Milan en vertu des lois sur les faillites de société.

Le groupe Rizzoli-Corriere della Sera, qui édite notamment le prestigieux quotidien de Milan Corriere della Sera, avait été placé sous contrôle judiciaire, à la suite de la faillite du Banco Ambrosiano, dont le président, M. Roberto Calvi, avait été retrouvé mort en juin dernier à Londres.

La faillite du Banco Ambrosiano avait mis en lumière les liens de cette banque avec le groupe Rizzoli-Corriere della Sera, et notamment l'endettement du groupe, évalué à 300 milliards de lire (1,5 milliard de francs) (le Monde des 28-29 novembre 1982).

**LE PREMIER
MAGASIN DE TISSUS
A ORORE.**
EN REMONTANT LES
CHAMPS ÉLYSÉES...

**TISSUS
"COUTURE"**

TISSUS
"DECORATION"

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

**VOYAGES DE 15 JOURS
BIRMANIE**

PEUPLES DU MONDE
10, rue de Turin - 75004 PARIS
Téléphone : 271-90-55
T.C.G. Lic. A 961

La restructuration de la chimie piétine

Des lenteurs dommageables

Les pouvoirs publics auraient-ils sous-estimé l'ampleur des problèmes financiers soulevés par la restructuration de la chimie ? Trois mois se sont maintenant écoulés depuis que M. Chevènement, recevant les présidents des firmes concernées, leur soumettait le plan retenu (le Monde du 9 novembre). Sur le terrain, la situation est toujours bloquée, ou à peu près.

Partagés entre Elf-Aquitaine, Rhône-Poulenc, C. d. F.-Chimie et E.M.C., les actifs de P.C.U.K. sont maintenus chez Pechiney Ugine Kuhlmann, et le personnel du siège social de la société attend toujours anxieusement d'être fixé sur son sort. La fusion de la société de participation Gardiner-SOPAG (une des deux filiales engrais de Rhône-Poulenc) avec COFAZ (66 % Paribas, 44 % Total) reste un mariage blanc. De leur côté, Elf-Aquitaine et Total, dont les intérêts chimiques étaient réunis dans ATO-CHLOE, n'ont pas encore réussi à s'entendre sur les modalités de leur séparation. Or cette séparation conditionnera pour partie la reprise par Elf des actifs de P.C.U.K. qui lui ont été dévolus et le remodelage de la chimie en général.

En haut lieu, on impute ce retard à l'élaboration des contrats de plan et au bouclage inachevé des comptes de l'exercice écoulé. Mais sont-ce les bonnes raisons ? Le groupe C. d. F.-Chimie a bien réussi, lui, une première opération de débroussaillage. Azote et Produits chimiques-A.P.C., sa filiale engrais, et la Générale des engrais-CESA (groupe Rhône-Poulenc) ont désormais un état-major commun. L'objectif est maintenant de réaliser le plus vite possible l'unification commerciale, pour éviter toute rupture auprès de la clientèle. Il est vrai que, contrairement à Elf et à Total, C. d. F.-Chimie a un actionnaire unique, l'État, qui, de toute façon, un jour ou l'autre, fera son devoir.

C'est donc sur une question d'argent que butent les discussions. Le règlement du dossier ATO-CHLOE n'est pas une mince affaire. La Société Générale a fait son évaluation des actifs : un peu moins de 1 milliard de francs 1981, ce qui correspond approximativement à 1,1 milliard de francs 1983. Au titre de son désintéressement, Total peut prétendre recevoir la moitié de cette somme, à laquelle seraient ajoutées les avances consenties par le groupe ATO-CHLOE (200 millions de francs environ). Toutefois, Total, devant certaines erreurs dues à des approximations hâtives, mais aussi au mélange abusif de francs courants, aurait renvoyé les experts de l'établissement bancaire à leurs études. En revanche, la compagnie pétrolière ne ferait pas obstacle à un paiement différé. Elle accepterait d'être remboursée sous forme d'actifs. Le nom de Rousselot (premier fabricant européen de gélatine), affaire estimée entre 400 et 500 millions de francs, a été avancé. Si cette solution était retenue, elle aurait le mérite de la simplicité industrielle et juridique. Le dossier ATO-CHLOE sera-t-il bouclé dans huit jours ou dans six mois ? Les optimistes parlent de fin février, les pessimistes de juin.

Bien plus ardue est la problématique posée par les engrais. Les parties n'en

seraient même pas à discuter argut. La dernière campagne a été mauvaise (-10 % en volume). Celle en cours l'est encore bien davantage (-12 %), et l'état catastrophique du marché américain risque d'avoir de très sérieuses répercussions en Europe. Les firmes concernées par la restructuration sont dans une situation financière déplorable, surtout la SOPAG. La moins touchée serait la COFAZ, avec un déficit supérieur à 100 millions de francs. C'est dire l'assainissement financier est donc le préalable mis à toute restructuration. C'est l'affaire des actionnaires actuels et des pouvoirs publics.

Des marchés en crise

Comment sera répartie la dotation budgétaire de 650 millions de francs accordée par l'État à l'industrie des engrais ? C'est la pomme de discorde. Cette dotation devant être faite après restructuration, on tourne en rond. Il apparaît de toute façon exclu, s'agissant de la SOPAG, que la COFAZ, partie prenante, rachète l'affaire au prix où Rhône-Poulenc, en son temps, l'avait acquise aux frères Gardiner (140 millions de francs). Peut-être le franc symbolique ?

Reste le dossier P.C.U.K., le plus épineux probablement. Les actifs de la chimie de PUK avaient été évalués à 2 milliards de francs environ. Quel prix paieront Elf-Aquitaine et Rhône-Poulenc pour les parts qui leur reviennent ? Les intérêts s'élèveront pas à l'appropriation des entreprises, les imbrications sur les mêmes plates-formes des unités relevant à l'un et à l'autre constituant un véritable casse-tête. Elf, emporté déjà avec sa participation dans le Nickel (50 %), en perte de 850 millions de francs pour 1982, cherche de l'argent et marche dur. Rhône-Poulenc en fait autant de son côté. Mais PUK ne paraît pas disposé à brader sa chimie. De plus, le problème social est aigu. Des milliers d'emplois sont en jeu. Les solutions ne sont pas évidentes, surtout à trois semaines des élections municipales. On en reparlera donc après.

Le point final à cette restructuration pourra-t-il être remis avant la fin de 1983 ? D'autant qu'elle devrait coûter globalement 4 à 5 milliards de francs (dont 3 milliards à la charge de l'État, un premier milliard étant d'ores et déjà débouqué). Cela fait beaucoup d'argent qui viendra s'ajouter aux pertes encore immondes pour 1982. Une fois leurs comptes définitivement bouclés, les uns et les autres y verront peut-être un peu plus clair. Mais le temps presse. Incertains sur leur sort, les cadres sont souvent démotivés. Dans des marchés frappés par la plume par la crise, la concurrence est acharnée. A attendre ainsi, la chimie française risque de perdre pied.

ANDRÉ DESSOT.

● L'avenir du « Dauphiné libéré ». — A Grenoble, un nouveau jugement du tribunal de commerce rendu le 18 février au sujet de la vente du Dauphiné libéré accorde à la thèse favorable à MM. Fournier et Horsant.

Pour maintenir l'activité de ses ateliers en période de morte-saison

NICOLL
La tradition anglaise du vêtement
vous offre
jusqu'au 26 février
COSTUME mesure industrielle **1650 F**
avec gilet 1 890 F

NICOLL, à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1920

PIANO: LE BON CHOIX

● Location à partir de 220 F par mois.
● Vente à partir de 305,39 F par mois*.
(Crédit souple et personnalisé).
● Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.
Service après-vente garanti.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

hamm
La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

DÉRIVES

Georges Balandier
(anthropologue)

Afrique, l'érotisme
pas à être raconté,
puisque'il est
pratique.

LES RELIGIEUSES
ET LE DÉSERT

L'INVASION DES CAMPAGNES
PAR LES VILLES

LES PROGRAMMES
DE LA TÉLÉVISION